



# L'INNOVATION AU COEUR DES PROJETS DE TRANSFORMATION

## RAPPORT SEMESTRIEL 2008

Actualisation du Document de Référence 2007 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 9 avril 2008, conformément à l'article 212-13 du règlement général de l'AMF, et répertorié sous le numéro D.08-218.

Actualisation du Document de Référence 2007 déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 28 août 2008.

## INDEX

1	PERFORMANCE FINANCIERE DU SEMESTRE CLOS AU 30 JUIN 2008 .....	4
2	MESSAGE DU PRESIDENT .....	6
3	GOVERNEMENT D'ENTREPRISE .....	8
4	LE MARCHE DES SERVICES INFORMATIQUES .....	10
5	RAPPORT D'ACTIVITE .....	15
6	PLAN DE TRANSFORMATION .....	29
7	RESSOURCES HUMAINES.....	34
8	REVUE FINANCIERE.....	37
9	RESULTATS FINANCIERS .....	42
10	EVOLUTION DU CAPITAL ET PERFORMANCE BOURSIERE .....	71
11	RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES .....	76
12	RESPONSABLES DU DOCUMENT ET DU CONTROLE DES COMPTES.....	80
13	PRINCIPAUX COMMUNIQUEES DE PRESSE EMIS SUR LA PERIODE.....	81
14	GLOSSAIRE – DEFINITIONS .....	94
15	CONTACTS.....	100

# Atos Origin

Notre vision: La vision d'Atos Origin est d'être un leader dans les services informatiques avec comme priorité de contribuer à la performance de ses clients.

Notre mission: "Advance your business avec Atos Origin".

Atos Origin a pour mission d'optimiser les performances de ses clients grâce à des solutions innovantes créatrices de valeur ajoutée. Grâce à des relations de long terme avec nos clients, nous sommes en mesure de mieux comprendre leurs objectifs stratégiques et de les aider à déployer des solutions leur permettant d'accroître leur efficacité et de générer des gains de productivité.

## A propos d'Atos Origin

Atos Origin est l'un des principaux acteurs internationaux du secteur des services informatiques. Sa mission est de traduire la vision stratégique de ses clients en résultats par une meilleure utilisation de solutions de Conseil, Intégration de Systèmes et Infogérance. Atos Origin réalise un chiffre d'affaires annuel de 5,5 milliards d'euros et emploie 50 000 personnes dans 40 pays. Atos Origin est le partenaire informatique mondial des Jeux Olympiques et le Groupe compte parmi ses clients de grands comptes internationaux dans tous les secteurs d'activité.

Atos Origin est coté sur le marché Eurolist de Paris et exerce ses activités sous les noms d'Atos Origin, Atos Worldline et Atos Consulting. Pour de plus amples informations, consultez le site web de la société à l'adresse suivante : <http://www.atosorigin.com>

## 1 PERFORMANCE FINANCIERE DU SEMESTRE CLOS AU 30 JUIN 2008

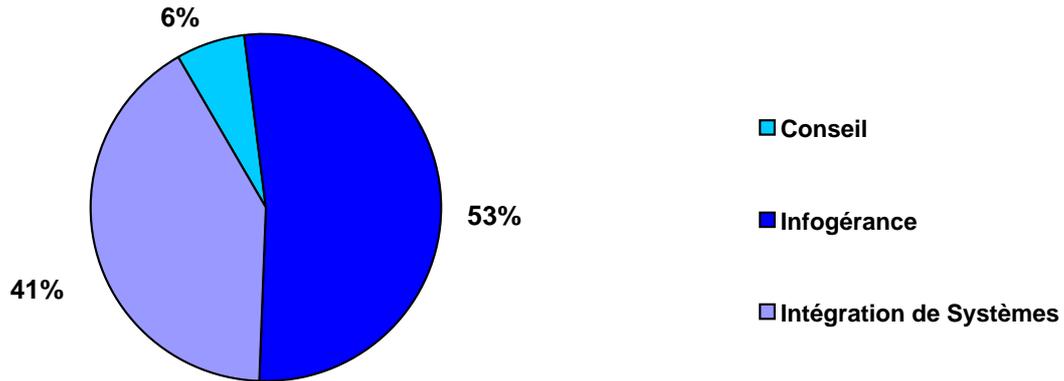
(en millions d'euros)	Semestre clos au 30 juin 2008	Semestre clos au 30 juin 2007	% de variation
<b>Compte de résultat</b>			
Chiffre d'affaires	2 864	2 890	-0,9%
Marge opérationnelle	124,2	117,7	+6%
<i>% du chiffre d'affaires</i>	4,3%	4,1%	0,3 pt
Résultat opérationnel	191,0	107,7	+77%
<i>% du chiffre d'affaires</i>	6,7%	3,7%	3 pts
Résultat net – part du Groupe	124,7	57,3	+118%
<i>% du chiffre d'affaires</i>	4,3%	2,0%	2 pts
Résultat net normalisé – part du Groupe (c)	76,2	63,5	+20%
<i>% du chiffre d'affaires</i>	2,7%	2,2%	+0,5 pt
<b>Bénéfice net par action (BNPA)</b>			
BNPA (a)	1,79	0,83	+115%
BNPA dilué (b)	1,79	0,83	+115%
BNPA normalisé (a) (c)	1,09	0,92	+18%
BNPA normalisé dilué (b) (c)	1,09	0,92	+18%
	<b>30 juin 2008</b>	<b>31 décembre 2007</b>	<b>% variation</b>
<b>Autres indicateurs clés</b>			
Endettement net sur capitaux propres	27%	18%	
Effectifs fin de période	50 654	51 704	-2%

(a) En euros, base sur le nombre moyen pondéré d'actions.

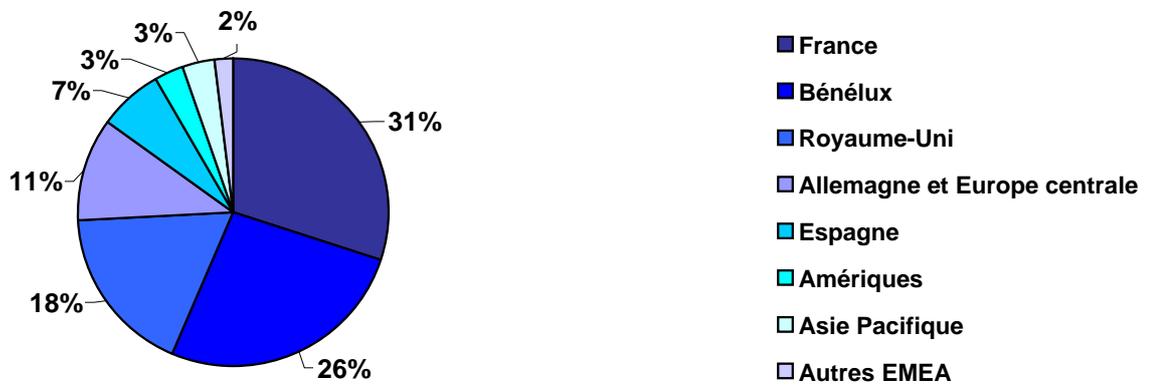
(b) En euros base sur le nombre moyen dilué pondéré d'actions.

(c) Basé sur le résultat net – part du Groupe avant éléments inhabituels, anormaux et non fréquents (nets d'impôt).

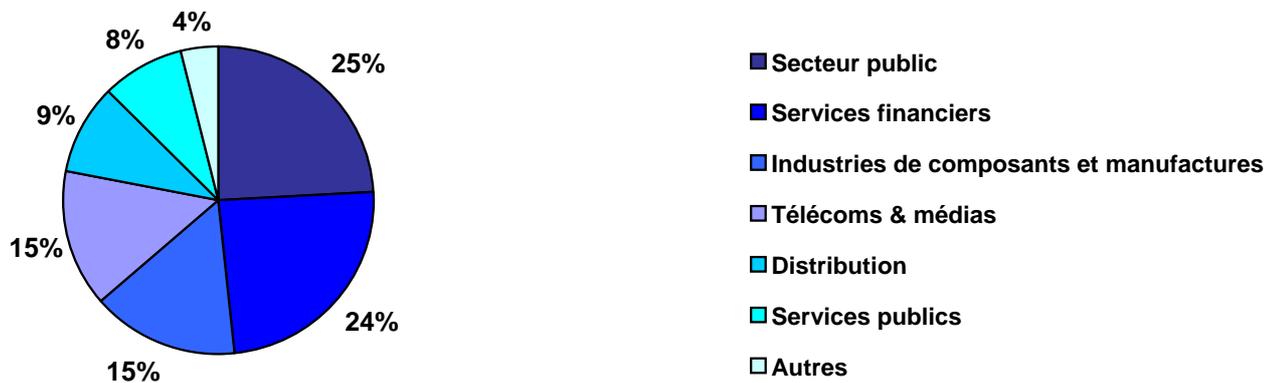
Chiffre d'affaires du semestre par ligne de services



Chiffre d'affaires du semestre par zone géographique



Chiffre d'affaires du semestre par secteur industriel



## 2 MESSAGE DU PRESIDENT

### Quels ont été les faits marquants du premier semestre 2008 ?

Au cours du premier semestre 2008, notre Groupe a accéléré la croissance organique du chiffre d'affaires pour se situer désormais avec +6,8% globalement au-dessus du marché des services informatiques en Europe, et a accru sa marge opérationnelle de +15% pour la porter à 123 millions d'euros, soit 4,5% du chiffre d'affaires.

La croissance a été rendue possible car nos prestations continuent de couvrir le champ demandé par nos clients qui va du Conseil à l'Infogérance en passant par l'Intégration de Systèmes. Le retour à une croissance organique au-dessus de celle du marché est un aspect majeur du Plan de Transformation qui continue de se poursuivre conformément au plan de marche et pour lequel j'ai décidé d'accélérer plusieurs volets, en particulier dans le domaine de l'Industrialisation, de l'Offshoring et de la Production Globale d'Infogérance.

Au cours de ce premier semestre, notre Groupe a signé des contrats significatifs parmi lesquels nous pouvons citer entre autres NXP et Nuon aux Pays Bas, Michelin, EDF, le Ministère de l'Intérieur en France pour les passeports biométriques et Total, Bank of China en Chine, Fenwal aux Etats-Unis, plusieurs contrats dans les secteurs publics et privés au Royaume-Uni, Neckermann en Allemagne ainsi que dans le secteur bancaire en Espagne. Ces signatures témoignent de notre réelle capacité à gérer des opérations critiques dans des environnements exigeants. A titre d'exemple, le Groupe a intensifié son activité dans le cadre de la préparation de l'informatique pour les Jeux Olympiques de Pékin qui se sont déroulés du 8 août au 24 août 2008.

Ce semestre encore, la dynamique commerciale a été au rendez-vous: le carnet de commandes est en hausse de +14% et la visibilité de notre chiffre d'affaires a été renforcée par un volant de signatures important. Pendant la première moitié de l'année 2008, les commandes ont porté sur des prestations à plus forte valeur ajoutée et, par conséquent, ont été signées avec une marge brute moyenne supérieure à celle des années précédentes.

Le Plan de Transformation a continué de progresser sur toutes les initiatives. En Offshore / Nearshore, les effectifs se sont accrus de 20% par rapport à fin 2007. Les recrutements faits par le Groupe ont principalement porté sur l'offshore / nearshore et le closeshore (zones à plus faibles coûts).

La consolidation des grands systèmes est pratiquement achevée en France et des centres de données locaux ont été fermés. Sur l'Industrialisation, le déploiement de la standardisation des processus et des outils permet à ce jour à 3 300 ingénieurs d'opérer sur les centres de services partagés.

L'Assemblée Générale des actionnaires réunie le 12 juin dernier a voté la mise en place d'un nouveau Conseil de Surveillance présidé par Jean-Philippe Thierry, Président-Directeur Général des AGF. Ce Conseil de onze membres comprend une représentation des trois premiers actionnaires du Groupe avec deux membres pour PAI Partners, un membre pour Centaurus Capital et un membre pour Pardus Capital.

Dans un contexte délicat au plan macro-économique avec des marchés financiers incertains, la forte implication de nos 50 000 salariés a permis à notre Groupe de continuer son redressement et d'accélérer son développement commercial.

### Quelles sont vos priorités quant à l'avenir d'Atos Origin ?

Ma priorité absolue est de poursuivre l'indispensable transformation du Groupe. Pour cela, je souhaite continuer la mise en réseau des pays pour accélérer les synergies et offrir les meilleures solutions à nos clients. Dans ce contexte, le développement de nos ressources dans les pays à bas coûts, en particulier en Inde, est un enjeu majeur.

En même temps, des changements plus radicaux doivent être opérés : nous couvrons un nombre important de pays et, sur certains, notre taille est sous-critique. Nous allons lancer une revue globale des opérations dans ces petits pays afin d'évaluer pour chacun notre retour sur investissement.

En France, où nous générons près de 30% de notre chiffre d'affaires, la rentabilité reste insuffisante, en particulier dans l'intégration de systèmes qui représente la part la plus importante de l'activité. Je viens d'opérer des changements significatifs dans ce pays pour simplifier les organisations et accroître l'efficacité opérationnelle pour revenir au plus vite à une rentabilité en ligne avec celle de nos pairs.

Aux Pays-Bas, où notre chiffre d'affaires représente près de 20% de notre activité, nous avons lancé un plan de réduction significatif des coûts de structure pour faire face et anticiper une décélération de la croissance.

Nous allons poursuivre la mise en place de nos offres distinctives dans les services de paiement, dans les télécommunications, avec SAP dans le secteur bancaire et l'industrie ou encore sur des solutions de supervision et de pilotage dans le domaine nucléaire. Ces compétences spécifiques sont généralement développées dans un pays et doivent profiter aux autres entités du Groupe pour lesquelles le marché est porteur.

Je souhaite également rappeler que notre politique d'acquisition consistera à accroître notre part de marché dans le domaine des services de paiement, ou à accroître nos compétences d'intégration de systèmes ou d'infogérance dans nos pays majeurs.

A l'aube du second semestre 2008, je reste convaincu que les compétences et la forte mobilisation des collaborateurs du Groupe nous permettront d'être dignes de la confiance témoignée par nos clients et créera la valeur attendue par nos actionnaires.

**Philippe Germond, Président du Directoire.**

### 3 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Atos Origin est une société anonyme de droit français, dotée d'un Directoire et d'un Conseil de Surveillance. Cette structure à deux niveaux permet de créer une séparation entre la gestion de l'entreprise et l'organe de contrôle, ce qui garantit des pratiques saines en matière de gouvernement d'entreprise.

#### 3.1 LE DIRECTOIRE

Le Directoire est actuellement composé du Président du Directoire et du Directeur Général Délégué en charge des Fonctions Globales. La composition du Directoire rassemble un ensemble de compétences opérationnelles, financières, en ressources humaines, marketing et expériences internationales qu'Atos Origin considère comme essentielles à la pérennité du succès d'une société mondiale de services informatiques. Le Directoire assure collégialement la Direction Générale de la Société et se réunit aussi souvent que nécessaire.

Le Directoire présente au moins une fois par trimestre un rapport au Conseil de Surveillance et au cas par cas, en fonction des besoins opérationnels. Il se réunit avec le Conseil de Surveillance une fois par an pour une journée entière dédiée à la stratégie, au budget et aux plans stratégiques.

Sous réserve du texte des articles 19.3 et 19.4 des statuts, le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus à l'égard des tiers pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Bien que chaque membre du Directoire ait son propre champ d'intervention, chacun de ses membres assure collégialement la gestion des affaires de la Société. En cas de désaccord, le Président a voix prépondérante.

Le 1<sup>er</sup> août 2008, le Directoire du Groupe a été resserré autour de Philippe Germond et Eric Guilhou faisant suite au départ de Wilbert Kieboom et à la fin de ses fonctions de membre du Directoire.

Philippe Germond, Président du Directoire d'Atos Origin, assume directement les responsabilités confiées au préalable à Wilbert Kieboom, notamment le contrôle opérationnel des pays et des lignes de service.

Nom	Fonctions opérationnelles	Fonctions transversales
Philippe Germond	Président du Directoire et Président-Directeur général	Opérations pays, lignes de métiers (Conseil, Intégration de Systèmes et Infogérance), et ventes au niveau mondial
Eric Guilhou	Directeur général délégué en charge des Fonctions Globales	Finance, Ressources humaines, Process & Informatique, Achats, Affaires juridiques, Audit interne.

En janvier 2007, un Comité Exécutif Groupe a été mis en place dans le cadre du plan de transformation, en vue d'assister le Directoire dans le pilotage des performances opérationnelles du Groupe. Ses principales tâches consistent à définir et à revoir les priorités du Groupe. Chaque mois, le Comité Exécutif s'assure du suivi des performances opérationnelles et de l'exécution du programme 3O3, et identifie les mesures correctives nécessaires. Il s'agit d'un organe dédié à la gestion des opérations du Groupe, véritable lien opérationnel entre le Groupe et le Directoire, qui permet à ce dernier de concentrer ses efforts sur la stratégie, tant du point de vue des relations clients au plus haut niveau que de la négociation des partenariats et des alliances stratégiques, et du développement des activités spécialisées.

Le Comité Exécutif a pour mission d'améliorer les échanges et la coopération entre les opérations, les lignes de métier, la force de vente et les fonctions de support.

Le Comité Exécutif est composé des responsables des principaux pays du Groupe, d'Atos Worldline, des Responsables des Lignes de métier, du Responsable Ventes et Marchés et des Responsables des fonctions au niveau du Groupe.

### 3.2 LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de Surveillance est actuellement composé de onze membres qui ont une expérience forte de la gestion des opérations au plan commercial, industriel et financier, qui résulte tant de leur profil que de leur expérience professionnelle.

Le Conseil de Surveillance dispose d'un règlement intérieur définissant ses règles de fonctionnement et ses responsabilités et celles de ses comités, qui sont décrites plus en détail dans le rapport annuel. Le Conseil de Surveillance adhère à une Charte qui est plus précisément décrite également dans le rapport annuel. Conformément à l'article L 225-68 du Code de Commerce, le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire et n'a pas de pouvoirs de direction. Il a également certains pouvoirs spécifiques décrits dans les articles 19.3 et 19.4 des statuts. Ses membres sont :

Nom	Nationalité	Age	Date de nomination	Membre du comité	Fin de mandat (a)
Jean-Philippe Thierry (Président)	Française	59	2008		2009
René Abate	Française	60	2008	R, S	2012
Behdad Alizadeh	Américaine	46	2008	R, S	2012
Benoit d'Angelin	Française	46	2008	A, R, S	2012
Jean-François Cirelli	Française	50	2008	N, S	2012
Michel Combes	Française	46	2008	S	2012
Bertrand Meunier	Française	52	2008	N, R	2009
Colette Neuville	Française	71	2008	N	2012
Michel Paris	Française	50	2008	A, S	2009
Vernon Sankey	Britannique	59	2005	A, N	2012
Michel Soublin	Française	62	2004	A	2012

A : Comité d'Audit

S : Comité Stratégique

R : Comité des Rémunérations

N : Comité de Nomination

(a) Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice.

Le 12 juin 2008, les mandats de M. René Abate, M. Behdad Alizadeh, M. Benoit d'Angelin, M. Jean-François Cirelli, M. Michel Combes, Mme Colette Neuville, et le renouvellement des mandats de M. Vernon Sankey and M. Michel Soublin ont été approuvés par les actionnaires et M. Jean-Philippe Thierry a été coopté par le Conseil de Surveillance en qualité de Président du Conseil de Surveillance. Le 3 juillet 2008, M. Bertrand Meunier et M. Michel Paris ont été cooptés par le Conseil de Surveillance en qualité de membres du Conseil de Surveillance.

## 4 LE MARCHE DES SERVICES INFORMATIQUES

### 4.1 MARCHE

#### 4.1.1 Conditions de marché

La crise du crédit a pour l'instant globalement peu affecté notre activité de services informatiques au premier semestre 2008. Le consensus veut que l'Europe soit moins touchée que les États-Unis et ne subisse qu'un ralentissement, et non une récession durable. Toutefois, la situation macro-économique se durcit, incitant les analystes du secteur à revoir à la baisse leurs prévisions de croissance du marché dans des proportions qui restent toutefois modérées. Globalement, la croissance des services informatiques en Europe est estimée autour de 5 % par an jusqu'en 2010.

La détérioration du climat économique est de nature à favoriser de façon générale un mouvement vers plus d'externalisation. Toutefois, l'incertitude économique peut pousser aussi les entreprises non pas à annuler, mais à reporter les décisions liées à certains projets d'externalisation. Pour le conseil, les analystes tablent sur une demande soutenue au cours des 12 à 18 prochains mois, tirée par l'évolution accélérée des entreprises. Les projets associés bénéficient de cette évolution et du besoin de modernisation des systèmes existants. Les tests applicatifs s'imposent désormais comme un marché de niche en évolution rapide, affichant des taux de croissance à deux chiffres. Le recul des prix des projets de réalisation et d'intégration continue de jouer en faveur de l'industrialisation et de l'intervention des centres à bas coûts.

Malgré les incertitudes du marché, les services financiers recèlent toujours les meilleures opportunités du secteur des services informatiques, sous l'effet conjugué de l'évolution de la réglementation, des fusions et acquisitions, de la volonté des PME de restructurer leurs activités, et de l'externalisation des processus (BPO). Dans le secteur public, les domaines porteurs pour les services informatiques en Europe diffèrent selon les pays. Si les analystes anticipent un ralentissement dans le secteur public britannique du fait de la cure d'austérité engagée par le gouvernement par ailleurs soumis à des pressions budgétaires croissantes, ils prévoient en revanche une progression sur le continent européen. En Allemagne, la création d'un poste de « DSI fédéral » devrait avoir des conséquences positives sur les dépenses informatiques publiques à moyen terme.

#### 4.1.2 Tendances

Dans notre rapport annuel 2007, nous avons identifié sept tendances majeures qui sont en train de redessiner le marché des services informatiques aujourd'hui :

- 1) les efforts permanents de réduction des coûts,
- 2) l'industrialisation et l'émergence de standards informatiques,
- 3) les programmes de croissance des entreprises,
- 4) la mondialisation croissante,
- 5) la multiplication des contrats avec différents prestataires,
- 6) le développement de l'externalisation des processus (BPO),  
auxquels nous rajoutons maintenant :
- 7) les efforts en matière de développement durable.

Il s'agit de tendances fondamentales, amenées à se poursuivre.

Même si l'écho médiatique a été supérieur à la réalité, le développement durable connaît un regain d'intérêt sensible au premier semestre 2008, alimenté dans les entreprises par les réductions de coûts, la pression des actionnaires, l'entrée en vigueur prochaine de nouvelles réglementations et une volonté de soigner l'image de marque. Cette tendance a été plus marquée en Europe du Nord qu'en Europe du Sud. Les services financiers et la grande distribution ont emboîté le pas des pionniers, à savoir les opérateurs de télécoms et les services publics. Dans le secteur public, la Commission européenne a publié un document sur le rôle de l'informatique dans la problématique du réchauffement climatique. Ce document ne définit aucune obligation pour les gouvernements ni les entreprises, ce qui ne sera pas le cas de la future loi britannique sur le changement climatique, qui devrait être promulguée en décembre 2008. Il est probable que d'autres pays européens se dotent par la suite de textes similaires.

La mondialisation et l'industrialisation sont désormais des tendances bien ancrées, qui exercent l'influence la plus sensible sur la reconfiguration du marché des services informatiques. De nouveaux services commencent à être délocalisés, l'offshore étant de plus en plus envisagé même pour des activités à forte valeur ajoutée (projet d'architecture ou de conception, veille économique et entrepôt de données...).

Occidentaux ou indiens, les prestataires de services s'orientent vers un modèle d'exécution similaire, articulé autour d'un réseau conjuguant activités sur site, onshore, nearshore et offshore, complété par des centres de services dans d'autres pays. Les analystes anticipent la fin du modèle à forte intensité de main d'œuvre, où toute augmentation de la demande se traduit par une augmentation des effectifs – même si ce modèle devrait se poursuivre tant que les coûts de main d'œuvre restent peu élevés dans certains pays. La pérennité des réseaux mondiaux de centres de services dépend moins de la disponibilité des ressources à bas coûts que du niveau de compétences et de la qualité des outils et des méthodologies.

L'industrialisation est également à l'origine de la standardisation informatique, des services SaaS et BPU (Business Process Utility). Encore relativement immatures, ces nouveaux modèles sont toutefois une réalité et devraient, selon les observateurs du secteur, représenter 25 % des services informatiques en 2012.

L'industrialisation concerne le marché professionnel, c'est-à-dire les services informatiques aux entreprises. Sur le marché de masse (petites entreprises et grand public), la tendance est à la « consommation » des services informatiques – des sociétés comme Amazon ou Google proposent des services de base, bon marché et payés à l'heure. Si cette tendance ne se fait pas encore sentir sur le marché des services informatiques sur lequel nous opérons, elle ne devrait pas tarder à venir s'ajouter à notre liste.

#### 4.1.3 Environnement concurrentiel

Dans notre rapport annuel 2007, nous estimions qu'en 2008, le classement des premiers prestataires de services informatiques en termes de chiffre d'affaires devrait rester inchangé. S'il est réalisé avant la fin de l'année, le projet d'acquisition d'EDS par HP infirmera cette prévision. Sur le papier, cette opération placera HP-EDS au deuxième rang mondial des sociétés de services informatiques avec une part de marché mondiale de 5,3 %, derrière IBM (7,2 %) mais devant Accenture (2,8 %).

Au cours de l'année 2007, les sociétés de services américaines et européennes ont restructuré leurs activités, mettant l'accent sur la valeur et l'innovation, investissant dans des capacités supplémentaires par le biais d'acquisitions et renforçant leur présence offshore. Cette dynamique se poursuit en 2008.

Les meilleurs taux de croissance émanent toujours des prestataires offshore en Inde, même si un ralentissement du marché des services informatiques est à prévoir en 2008 dans ce pays. Les « majors » indiennes se montrent actives dans la recherche de gros projets, et n'hésitent pas à refuser des missions qui ne correspondent pas à ce qu'elles recherchent. Celles qui réalisent un chiffre d'affaires conséquent aux États-Unis chercheront des relais de croissance dans de nouvelles régions, comme l'Asie-Pacifique.

Les alliances s'imposent de plus en plus comme un moyen de remporter de nouveaux contrats innovants en 2008, les SSII se rapprochant de spécialistes informatiques, de techniciens, voire de concurrents directs.

Ainsi :

- ING et Atos Origin ont lancé une offre commune de couverture complète du traitement des paiements back-office, à destination des banques et des grandes entreprises européennes. Le partenariat d'une banque et d'une société de services informatiques dans ce domaine est une première en Europe.
- Atos Origin a reçu le trophée SAP Global Pinnacle dans la catégorie Externalisation - Hébergement. Les trophées SAP Pinnacle récompensent les entreprises qui se sont particulièrement distinguées dans le développement de leur partenariat avec SAP pour aider

les clients à relever des défis comme l'accélération de l'innovation et l'amélioration du retour sur investissement.

Dans ce contexte, la forte compétitivité et la spécialisation des offres, qui devront être à la fois innovantes, adaptées aux besoins des clients et proposées au juste prix, deviendront des qualités indispensables pour gagner des parts de marché et atteindre des taux de croissance supérieurs à ceux du marché.

**Conseil :** La croissance du marché en Europe est estimée entre 3 % et 4 % pour 2008/2009, et autour de 5 % pour 2009/2010 (Source : Gartner Western Europe IT Services Market Database).

La dégradation de la situation économique ne menace pas pour l'instant les perspectives des activités de conseil et des projets. La demande reste soutenue dans les secteurs où les sociétés de services informatiques sont en mesure d'aider les entreprises à se rationaliser, à devenir plus agiles et plus efficaces dans l'utilisation de leurs ressources. Elle se porte davantage sur le conseil en entreprise que sur le conseil informatique pur, dans le sillage des fusions et acquisitions, des nouvelles réglementations et obligations de reporting, de l'amélioration des processus métier et du besoin d'innovation des entreprises.

Les acheteurs européens attendent de leurs fournisseurs une démarche axée, dès l'amont, sur l'efficacité et la performance. Sur le marché des services informatiques, les intervenants qui auront su développer leurs capacités de conseil en entreprise de façon appropriée, et les doubler d'une solide connaissance sectorielle seront les mieux placés pour tirer profit des opportunités offertes. La capacité à offrir des prestations de conseil spécialisées par secteur est en passe de devenir incontournable pour remporter et exécuter des contrats d'intégration de systèmes et d'externalisation à long terme.

**Intégration de Systèmes :** La croissance du marché en Europe est estimée à 5 % pour 2008/2009, et entre 5 % et 6 % pour 2009/2010 (Source : Gartner Western Europe IT Services Market Database).

Si la demande est élevée sur le marché du développement et de la gestion d'applications, les prix restent sous pression. Le marché est essentiellement porté par la modernisation des installations existantes, la mise à niveau des applications (ex. : SAP), la veille économique, la gestion de la performance et les projets de transformation de l'entreprise.

En Europe, les prestations sous forme de projet affichent une croissance positive, même si les acheteurs ont tendance à segmenter les projets et à mettre l'accent sur la création de valeur et les indicateurs de performance. Les tensions sur les prix et la pénurie de compétences militent toujours en faveur des modèles articulés sur un réseau mondial de centres offshore. Les acheteurs se détournent progressivement des accords portant sur les équipements et assortis d'une durée définie, pour privilégier les contrats de niveau de service pour un résultat précis.

Les tests applicatifs constituent actuellement un marché de niche en forte croissance, compte tenu du rythme de changement des entreprises, d'un besoin de rigueur accrue né des nouvelles exigences réglementaires, de l'absence de capacités correspondantes chez les clients, et de l'attention portée aux coûts. Il s'agit d'un marché en pleine évolution, où toutes les solutions sont encore possibles, depuis le recrutement de personnel ad hoc jusqu'à l'externalisation complète de ces fonctions dans le cadre de contrats pluriannuels. On observe que les sociétés de services disposant d'une bonne connaissance des différents marchés sont les plus recherchées, et que les services de tests applicatifs couvrent désormais de nouveaux aspects, comme la vérification de la conformité réglementaire.

**Infogérance :** La croissance du marché européen des services informatiques et d'externalisation est estimée entre 4 % et 5 % pour 2008/2009 et 2009/2010. Sur la même période, elle se situe entre 9 % et 10 % pour les services de BPO et d'externalisation (Source : Gartner Western Europe IT Services Market Database).

Au premier semestre 2008, le marché de l'externalisation informatique s'est montré plus vigoureux en Europe qu'aux États-Unis, une situation qui pourrait perdurer jusqu'à la fin de l'exercice. La réduction des coûts et la pénurie de compétences restent les principaux moteurs de l'externalisation ; toutefois, les fournisseurs doivent également faire preuve d'une bonne connaissance sectorielle, de flexibilité et de capacité d'innovation. La valeur et la durée des contrats (4 à 5 ans) marquent un léger recul par

rapport au premier semestre 2007. Le recours à de multiples prestataires reste courant et l'intérêt croissant pour la gestion des approvisionnements se confirme.

Sur un marché globalement mature, on assiste à l'émergence de nouveaux modèles. Ainsi la gestion à distance des infrastructures se développe rapidement et les entreprises utilisent les projets-pilotes pour tester les capacités du fournisseur à s'appuyer sur un réseau mondial de centres de services pour la gestion de l'infrastructure.

**Services de Paiement :** Le marché de l'externalisation des processus (BPO) liés aux services de paiement est extrêmement disparate : il regroupe des fournisseurs disposant d'expérience dans différents processus propres à certains secteurs, des spécialistes technologiques et des fournisseurs de services informatiques. Sur ce marché presque mature, nous tablons sur la poursuite du mouvement de concentration des fournisseurs de services. Les principaux moteurs de croissance sont les évolutions de la réglementation (ex. : l'ouverture de l'espace unique de paiement européen, SEPA), la multiplication des moyens de paiement (par téléphone portable, en ligne), et la sécurisation des paiements (puces et codes, 3D-Secure et hologrammes). Alors que les paiements en ligne sont voués à une forte croissance, l'architecture 3D-Secure s'impose dans le processus de sécurisation.

## 4.2 PART DE MARCHE ET CONCURRENTS

Selon Gartner, Atos Origin se classe au quatrième rang des sociétés de services informatiques en Europe. En Europe de l'Ouest, les parts de marché dans le secteur des services informatiques sont réparties comme suit :

Classement en Europe	Concurrents en Europe	Europe occidentale Chiffre d'affaires 2007 (a)	Europe occidentale Part de marché
1	IBM	11 216	7,7%
2	Capgemini	6 832	4,7%
3	Accenture	6 794	4,7%
<b>4</b>	<b>Atos Origin</b>	<b>5 449</b>	<b>3,7%</b>
5	T-Systems	5 210	3,6%
6	EDS	4 819	3,3%
7	BT	4 608	3,2%
8	Siemens IT Solutions & Services	3 979	2,7%
9	Logica	3 776	2,6%
10	Computer Sciences Corporation (CSC)	3 249	2,2%
<b>Taille du marché de l'Europe occidentale</b>		<b>145 352</b>	<b>38,5%</b>

Sources : Information de la Société et étude Gartner – IT Services 2007 Market Share Gartner Avril 2008 en USD avec 1 USD = 0,7299 EUR

(a) En millions d'euros, sur la base des Services Professionnels incluant les activités de Conseil (Conseil pour Atos Origin), de Développement et d'Intégration (Intégration de Systèmes pour Atos Origin), d'IT management (Infogérance pour Atos Origin) et Process Management (Services en Ligne et BPO pour Atos Origin), mais excluant les activités de Support et de Maintenance des matériels informatiques et logiciels.

Selon Gartner, sur la base de la taille du marché en 2007 des dépenses externes en services professionnels informatiques, les parts de marché par pays s'établissent comme suit :

<b>Pays</b>	<b>Taille du marché (en millions d'euros)</b>	<b>Poids</b>	<b>Atos Origin Part de marché</b>	<b>Atos Origin Classement</b>	<b>Leader du marché</b>
Royaume-Uni	49 666	34%	2,1%	9	British Telecom
Allemagne	24 408	17%	2,0%	8	T-systems
France	18 585	13%	9,1%	2	Cap Gemini
Italie	10 130	7%	2,6%	7	IBM
Pays-Bas	9 514	7%	11,4%	1	Atos Origin
Espagne	8 647	6%	3,8%	5	INDRA
Reste de l'Europe	24 402	17%	2,3%		
<b>Europe Occidentale</b>	<b>145 352</b>	<b>100%</b>	<b>3,7%</b>	<b>4</b>	

Sources : Information de la Société et étude Gartner – IT Services 2007 Market Share Gartner Avril 2008 en USD avec 1 USD = 0,7299 EUR

## 5 RAPPORT D'ACTIVITE

### 5.1 PERFORMANCE OPERATIONNELLE

La performance opérationnelle des activités courantes est présentée sur la ligne marge opérationnelle, tandis que les produits ou charges inhabituels, anormaux et peu fréquents (autres produits / charges opérationnels) sont présentés après la marge opérationnelle et avant le résultat opérationnel, en conformité avec la recommandation du CNC en date du 27 octobre 2004.

Le chiffre d'affaires total s'est élevé au premier semestre 2008 à 2 864 millions d'euros, soit une croissance de +6,4% à périmètre et taux de change constants. Sur le périmètre futur excluant l'Italie cédée en janvier 2008 et l'activité Bourse d'AEMS (AEMS Bourse) dont la cession a été finalisée au troisième trimestre 2008, le chiffre d'affaires semestriel s'est élevé à 2 745 millions d'euros représentant une croissance organique de +6,8% par rapport au premier semestre de l'année 2007.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008	% de rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2007	% de rentabilité	% de variation	% de variation organique (*)
Chiffre d'affaires	2 864		2 890		-0,9%	+6,4%
Marge opérationnelle	124,2	4,3%	117,7	4,1%	+5,5%	
Autres produits (charges) opérationnels	66,8		-10			
Résultat opérationnel	191,0	6,7%	107,7	3,7%	+77%	

(\*) Variation organique à périmètre et taux de change constants

Le Groupe a enregistré une marge opérationnelle de 124,2 millions d'euros (4,3% du chiffre d'affaires) au premier semestre 2008, contre 117,7 millions d'euros (4,1% du chiffre d'affaires) au premier semestre 2007. Hors Italie et AEMS Bourse, la marge opérationnelle a été de 123,1 millions soit 4,5% du chiffre d'affaires.

Le détail des éléments inclus entre la marge opérationnelle et le résultat opérationnel figure à la section « Revue financière ».

### 5.2 CHIFFRE D'AFFAIRES

#### 5.2.1 Croissance organique

Le chiffre d'affaires total du premier semestre 2008 reporté sur la base du périmètre comprenant un mois pour l'Italie et six mois pour AEMS Bourse (dont la cession a été finalisée au troisième trimestre 2008), s'est élevé à 2 864 millions d'euros soit une baisse de 0,9% comparé à 2 890 millions d'euros pour la même période de l'année précédente.

A taux de change constants et hors cessions dont l'impact a été de 117,5 millions d'euros (113,3 millions d'euros pour l'Italie et 4,2 millions d'euros pour Actis en Allemagne et Marben en France), la croissance organique du chiffre d'affaires a été de +6,8% soit +175 millions d'euros sur la période.

(en millions d'euros)	2008	2007	% variation	Impact taux de change	Cessions	2007 pro- forma	% variation organique
<b>Chiffre d'affaires total</b>	2 864	2 890	-0,9%	-80	-117	2 692	+6,4%
Italie (1 mois S1 08 / 6 mois S1 07)	-20	-134			113	-21	
<b>Chiffre d'affaires excluant Italie</b>	2 844	2 756	+3,2%	-80	-4	2 671	+6,5%
AEMS Bourse	-99	-105		4		-101	
<b>Chiffre d'affaires excl. Italie et AEMS Bourse</b>	2 745	2 651	+3,6%	-76	-4	2 570	+6,8%

- En janvier 2008, le Groupe a cédé à Engineering ses activités italiennes, soit un impact de -113 millions d'euros sur le chiffre d'affaires. Actis en Allemagne et Marben en France ont été cédées en 2007.
- Les impacts de taux de change ont représenté un ajustement négatif total de 80 millions d'euros par rapport à la même période de l'année précédente, dont 72 millions d'euros liés à la livre sterling et 8 millions d'euros au dollar américain.

Sur le périmètre futur excluant l'Italie et AEMS Bourse dont la cession à NYSE/Euronext a été finalisée au troisième trimestre de l'année en cours, le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 745 millions d'euros représentant une croissance de +6,8% à périmètre et taux de change constants (soit 2,8 points de plus que l'objectif initial communiqué au marché).

En conclusion, Atos Origin a enregistré une solide croissance organique de son chiffre d'affaires sur la période, avec des performances soit à deux chiffres soit au-delà de +7% dans la plupart des pays, à l'exception des Pays-Bas.

### 5.2.2 Evolution du chiffre d'affaires par trimestre

Sur le périmètre futur, le chiffre d'affaires du premier semestre a enregistré une croissance organique de +6,8% dont +5,9% au premier trimestre et une accélération de plus d'un point au second trimestre avec +7,7%.

(en millions d'euros)	1er trimestre 2008	2ème trimestre 2008	1er semestre 2008
Chiffre d'affaires	1 356	1 389	2 745
% de variation	+3,0%	+4,1%	+3,6%
% variation organique (*)	+5,9%	+7,7%	+6,8%

(\*) Variation organique à périmètre et taux de change constants

### 5.2.3 Evolution du chiffre d'affaires par nature

Le chiffre d'affaires Services a représenté durant le premier semestre de l'année 97% du chiffre d'affaires total, soit une baisse d'un point par rapport au premier semestre 2007 sans toutefois affecter la performance de la croissance de services par rapport au chiffre d'affaires total du Groupe. Le chiffre d'affaires Achats pour reventes représentant 3% du chiffre d'affaires total a légèrement augmenté comparé au premier semestre 2007 provenant d'une hausse principalement localisée en Asie Pacifique.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008	% Total	Semestre clos le 30 juin 2007	% total	% variation	% variation organique
Services	2 672	97,3%	2 590	98%	+3,2%	+6,5%
Achats pour reventes	73	2,7%	61	2%	+20,5%	+20,5%
<b>Total périmètre futur</b>	<b>2 745</b>	<b>100%</b>	<b>2 651</b>	<b>100%</b>	<b>+3,6%</b>	<b>+6,8%</b>

La croissance organique du chiffre d'affaires Services a été +163 millions d'euros sur la période soit +6,5%, à comparer à une augmentation du chiffre d'affaires Achats pour reventes de +12 millions d'euros.

### 5.2.4 Chiffre d'affaires par zone géographique

La performance du chiffre d'affaires par zone géographique se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008	Semestre clos le 30 juin 2007	% variation	% variation organique (*)	Part du chiffre d'affaires 2008
France	779	731	+6,6%	+7,0%	28%
Royaume-Uni	491	501	-2,1%	+12,1%	18%
Pays-Bas	538	546	-1,4%	-1,4%	20%
Allemagne et Europe Centrale	317	293	+8,3%	+8,7%	12%
Autres EMEA	439	388	+13,1%	+13,9%	16%
Amériques	91	118	-23,3%	-20,4%	3%
Asie Pacifique	90	74	+22,8%	+33,4%	3%
<b>Total Groupe périmètre futur</b>	<b>2 745</b>	<b>2 651</b>	<b>+3,6%</b>	<b>+6,8%</b>	<b>100%</b>
Italie	20	134	-85,4%	-6,7%	
AEMS Bourse	99	105	-5,9%	-2,3%	
<b>Total</b>	<b>2 864</b>	<b>2 890</b>	<b>-0,9%</b>	<b>+6,4%</b>	

(\*) Variation organique à périmètre et taux de change constants

La croissance organique du chiffre d'affaires par zone géographique montre une croissance dans toutes les zones à l'exception des Pays-Bas et de la zone Amériques. Toutes les zones en croissance ont eu un taux supérieur à 7% avec une croissance à deux chiffres au Royaume-Uni, sur les zones autres EMEA et Asie Pacifique.

En **France**, le chiffre d'affaires a connu une solide croissance organique de +7% (comparé à +0,3% sur la même période l'an dernier) qui se décompose en :

- +13% en Conseil
- +6% en Intégration de Systèmes
- +8% en Infogérance dont +8% pour Atos Wordline en France

Le Conseil est revenu à un taux de croissance à deux chiffres à la suite du changement de direction initié en mai 2007. La nouvelle direction a focalisé son développement sur du conseil informatique et a renforcé les ventes en commun avec l'Intégration de Systèmes et l'Infogérance auprès de ses

principaux clients. Des actions fortes pour structurer le portefeuille des offres ont également été lancées au cours du second semestre 2007 avec les entités Conseil des Pays-Bas et du Royaume-Uni de manière à améliorer le partage des meilleures pratiques entre les pays. La croissance a principalement été portée par les secteurs financier et industriel.

Le taux d'utilisation a augmenté de 68,5% à 69,3% entre le premier semestre 2007 et le premier semestre 2008. De janvier à juin 2008, le taux d'utilisation a augmenté de 11 points de 62% à 73%.

L'Intégration de Systèmes en France a connu une croissance organique de +6%, principalement portée par les secteurs télécommunications et industrie qui ont tous les deux réalisé une croissance à deux chiffres.

Le taux d'utilisation a augmenté de 83,0% à 83,9% entre le premier semestre 2007 et le premier semestre 2008.

Le chiffre d'affaires de l'Infogérance s'est accru de +8% essentiellement grâce au foisonnement conformément à la tendance apparue dès le début de l'année avec l'effet du contrat GEFECO initié au second semestre 2007, et de l'activité de développement aux principaux clients. Deux nouveaux contrats ont démarré en mai 2008, un dans la gestion des réseaux dans le secteur de l'énergie et un autre dans le secteur des services publics. Atos Worldline en France a vu son chiffre d'affaires augmenter de +8% grâce au foisonnement sur des clients et contrats existants principalement dans le domaine des paiements et des contrôles de vitesse sur routes.

Au **Royaume-Uni**, le chiffre d'affaires du premier semestre s'est élevé à 491 millions d'euros en croissance organique de +12,1% qui se décompose en :

- -19% en Conseil
- +11% en Intégration de Systèmes
- +19% en Infogérance

Dans le Conseil, une nouvelle direction a été nommée fin 2007 avec la mise en place d'une nouvelle organisation. Des actions ont été initiées à la fois dans les ventes et dans la production. Néanmoins, il n'y a pas eu de contrats significatifs signés avec de nouveaux clients, et la baisse sur les activités récurrentes avec la base de clients existants, principalement dans le secteur financier, s'est traduite par une baisse organique de -19% sur le deuxième semestre 2008. Toutefois, la baisse organique a été de -14% au deuxième trimestre 2008 comparé à -24% au premier trimestre 2008. La nouvelle direction a pour objectif de se concentrer sur le conseil informatique et d'étendre l'activité sur une base de clientèle plus large. En effet, le portefeuille clients est toujours focalisé sur un nombre limité de grands comptes principalement dans le secteur public.

Parmi les actions mises en place au premier semestre 2008, on peut citer :

- la re-focalisation du Conseil sur le secteur public et dans le domaine de la santé où l'entité possède une bonne connaissance du marché et est reconnue,
- un transfert des pratiques du conseil généraliste vers des domaines d'expertise,
- le redéploiement de ressources vers du conseil fonctionnel dans l'intégration de systèmes ERP.

De janvier 2008 à juin 2008, le taux d'utilisation s'est accru de quatre points avec une moyenne semestrielle à 58,6% légèrement inférieure aux 59,2% du premier semestre 2007.

L'Intégration de Systèmes au Royaume-Uni a connu une forte dynamique au second trimestre avec un chiffre d'affaires en croissance organique de +23% ce qui a permis d'atteindre +11% sur la première moitié de l'année. Après plusieurs trimestres de restructurations sur cette ligne de services, l'activité est revenue à une forte croissance principalement dans le domaine SAP. Ceci viendra aider les actions mises en place pour augmenter le taux d'utilisation qui a été de 76,3% au premier semestre 2008. Du chiffre d'affaires additionnel a été généré avec les grands clients existants tels que le Ministère de la Défense, NHS Scotland, Department of Work and Pensions, British Energy et Premier Foods.

En Infogérance, la croissance organique du chiffre d'affaires s'est accélérée au deuxième trimestre 2008 avec +24% après +14% au premier trimestre 2008. En conséquence, la croissance organique du premier semestre a été de +19%. En Infogérance, la croissance a été portée par la montée en charge du contrat avec Highways Agency et des projets additionnels avec le Ministère de la Justice et NHS Scotland au-delà du périmètre initial des contrats signés en 2006 et 2007. Egalement, le foisonnement sur les clients existants dans les ministères, la santé, les transports et le secteur privé ont contribué à la croissance.

Dans le BPO médical, la montée en charge du périmètre complémentaire avec DWP (Department of Work and Pensions) a compensé la fin programmée du contrat avec DTI (Department of Trade and Industry).

Aux **Pays-Bas**, le chiffre d'affaires a légèrement diminué de -1,4% par rapport à 2007. Le chiffre d'affaires a été, comme prévu, affecté par la ré-internalisation des activités de bureautique avec KPN et la signature du contrat d'infogérance signé en juillet 2007 pour une durée de trois ans. En excluant l'activité réalisée avec KPN, la croissance organique faite aux Pays-Bas a été de +4,6% au premier semestre 2008.

La croissance organique du chiffre d'affaires s'est décomposée en :

- -7% en Conseil
- -0,8% en Intégration de Systèmes
- -0,5% en Infogérance

Le Conseil au premier semestre a diminué de -7%. Les ventes ont été légèrement inférieures aux prévisions dans la distribution et le secteur public alors que le secteur financier a été performant. La direction s'est concentrée sur des initiatives en conseil informatique et, conformément à la stratégie du Groupe, a encouragé les ventes aux clients les plus importants en commun avec l'Intégration de Systèmes et l'Infogérance. Egalement en ligne avec la stratégie du Groupe, les Pays Bas ont lancé des initiatives pour accroître les synergies avec le Royaume-Uni et la France, et assister la Belgique et l'Allemagne pour respectivement développer et lancer l'activité de Conseil dans ces pays.

Le taux d'utilisation est resté stable entre le premier semestre 2007 et le premier semestre 2008 à 60%.

L'Intégration de Systèmes a connu une très légère baisse du chiffre d'affaires de -0,8% comparé à l'an dernier, provenant d'un décalage dans les volumes d'activité au début de l'année résultant de moindres projets au forfait au bénéfice de davantage de projets en régie. Dû à un décalage au début de l'année des volumes d'activité qui a généré moins de projets au forfait, et plus de projets en régie, entre le premier semestre 2007 et le premier semestre 2008, les taux d'utilisation sont passés de 75,8% à 74,4%.

Le chiffre d'affaires en Infogérance a également très légèrement diminué de -0,5% par rapport à l'année dernière. Ce chiffre provient principalement de l'effet KPN mais également de décalage de production avec des clients tels que Nuon et ING. Dans le même temps, le Groupe a signé un contrat additionnel avec Achmea qui a contribué au chiffre d'affaires du premier semestre 2008.

En **Allemagne et Europe Centrale**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 317 millions d'euros, en croissance organique de +8,7% par rapport à la même période l'année dernière qui se décompose comme suit :

- +23% en Intégration de Systèmes
- +1% en Infogérance

L'Intégration de Systèmes est en forte augmentation de +23% grâce au contrat de tierce maintenance applicative avec Dresdner Bank, tandis que l'Infogérance n'a connu qu'une légère croissance de +1% dans la mesure où sa base de clientèle n'a pas changé depuis l'an dernier. En Infogérance, le contrat avec Thomas Cook a été renouvelé et les volumes sont restés stables avec Arcandor. Chez Atos

Wordline en Allemagne, un bon niveau d'activité paiement a été enregistré avec des clients tels que Dresdner Bank et ING DiBa.

Pour la zone **autres EMEA**, le chiffre d'affaires de l'Espagne a atteint 188 millions d'euros, en croissance organique de +9,2% par rapport à la même période l'an dernier.

La croissance organique de l'Espagne se décompose comme suit :

- +11% en Conseil
- +5% en Intégration de Systèmes
- +27% en Infogérance

Le Conseil a continué à se développer et à augmenter avec de nouveaux projets principalement dans le secteur public. L'Intégration de Systèmes a augmenté de +5% principalement grâce aux nouveaux contrats dans le secteur des télécommunications tels que Vodafone (développement NGIN pour la Grèce et les Pays-Bas) et les services publics. L'Infogérance a crû de +27%. L'évolution du chiffre d'affaires provient principalement du foisonnement avec la base de clients existants et la signature de nouvelles références dans les services de paiements avec Sabadell et Fincomsum.

Le chiffre d'affaires de la **Belgique** a été de 213 millions d'euros en augmentation de +12% en croissance organique comparé à la même période l'an dernier, au-dessus de la croissance du marché à la fois en Intégration de Systèmes et en Infogérance. Dans le Conseil, de belles opportunités sont prévues pour générer du chiffre d'affaires dans la seconde partie de l'année. Chez Atos Worldline en Belgique, la croissance du chiffre d'affaires a été fortement portée par le déploiement des nouveaux standards EMS pour les terminaux de paiement. De plus, un contrat de développement a été signé avec la police belge.

Dans les autres pays de la zone autres EMEA, le chiffre d'affaires a atteint 38 millions d'euros. Cette région, dont l'activité est principalement de l'Intégration de Systèmes pour le secteur des télécommunications, a été affectée par un grand projet avec AVEA, opérateur GSM en Turquie. Le dépassement sur le projet AVEA au second trimestre s'est traduit par l'annulation de 3,6 millions d'euros affectant tant le chiffre d'affaires que la marge opérationnelle. La Grèce a pu progresser grâce aux services fournis à Vodafone et l'Afrique du Sud a connu un bon niveau d'activité provenant de revenus complémentaires avec l'opérateur « Mobile Telephone Networks South Africa » (MTN).

La zone **Amériques** a établi un chiffre d'affaires de 91 millions d'euros avec une baisse organique de -20% due à la fin des Jeux Panaméricains au Brésil qui s'étaient traduits par un chiffre d'affaires de 28 millions d'euros au premier semestre 2007. Le chiffre d'affaires de l'Amérique du Sud hors Jeux Panaméricains a été en croissance de +10%. L'Amérique du Nord a connu une légère croissance organique de +2% provenant d'une bonne activité dans le domaine de l'intégration d'ERP.

**L'Asie Pacifique** a augmenté son chiffre d'affaires de 23 millions d'euros soit +33% de croissance organique due au développement de nouvelles activités principalement en Chine. L'activité Conseil a été lancée au quatrième trimestre 2007 et a produit du chiffre d'affaires en Chine avec la conception de l'ERP pour le client ChemChina.

L'Intégration de Systèmes a également bénéficié du contrat avec ChemChina et du contrat avec Bank of China.

L'Infogérance a augmenté grâce à un contrat de 8 millions d'euros en Thaïlande avec le client CAT pour de l'achat pour revente, le reste de la croissance ayant été produit à Hong Kong avec le groupe Noble et le foisonnement du contrat avec la banque SCB (Standard Chartered Bank).

### 5.2.5 Chiffre d'affaires par ligne de services

La performance du chiffre d'affaires par ligne de services se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008	Semestre clos le 30 juin 2007	% variation	% variation organique (*)	Part du chiffre d'affaires 2008
Conseil	179	189	-5,5%	-1,6%	7%
Intégration de Systèmes	1 116	1 069	+4,4%	+7,5%	41%
Infogérance	1 450	1 392	+4,1%	+7,4%	53%
<b>Total Groupe périmètre futur</b>	<b>2 745</b>	<b>2 651</b>	<b>+3,6%</b>	<b>+6,8%</b>	<b>100%</b>
Italie	20	134	-85,4%	-6,7%	
AEMS Bourse	99	105	-5,9%	-2,3%	
<b>Total</b>	<b>2 864</b>	<b>2 890</b>	<b>-0,9%</b>	<b>+6,4%</b>	

(\*) Variation organique à périmètre et taux de change constants

Au premier semestre 2008, la croissance organique du chiffre d'affaires pour le **Conseil** a décliné de 1,6% avec un chiffre d'affaires de 179 millions d'euros comparé à 189 millions d'euros réalisés au premier semestre 2007.

Le **Conseil** a continué de montrer une tendance au redressement. Si la décroissance a été de 1,6% au premier semestre 2008, elle s'est avérée stable au deuxième trimestre 2008 après -3,3% au premier trimestre 2008, -6,3% au quatrième trimestre 2007 et -16,2% au troisième trimestre 2007.

Par pays, le Conseil en France a réalisé une croissance organique de +13% au premier semestre 2008 alors que le Royaume-Uni et les Pays-Bas sont encore en décroissance.

Le taux d'attrition pour le Conseil a baissé à 23,6% sur une base annuelle comparé à 26,7% pour le premier semestre 2007. Dans les trois principaux pays où le Groupe opère ses activités de Conseil, à savoir la France, le Royaume-Uni et les Pays-Bas, des tensions importantes sur le marché du travail persistent et ne favorisent pas le recrutement et la fidélisation des consultants spécialisés.

Le taux d'utilisation a été de 63% au premier semestre 2008 comparé à 62% tant au premier qu'au deuxième semestre 2007.

Des mesures importantes pour revenir à la rentabilité atteinte ces dernières années ont continué à être mises en place avec une première amélioration en France où a été réalisée une croissance organique de +13% ainsi qu'une bonne dynamique commerciale. L'activité reste difficile au Royaume-Uni avec une décroissance organique de -19%, et aussi aux Pays-Bas où celle-ci a été de -7%.

Dans chaque pays, les équipes de direction du Conseil focalisent l'activité sur le conseil informatique et renforcent sur les principaux clients les actions communes de vente avec les entités Intégration de Systèmes et d'Infogérance. Un programme d'actions a été également lancé au second semestre 2007 entre les différentes unités de Conseil en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni pour renforcer les échanges et projets en commun et répliquer les meilleures pratiques reconnues dans un pays pour les mettre en place dans les autres zones géographiques.

La contribution de l'Espagne et la Belgique au chiffre d'affaires du Conseil a continué de s'accroître avec respectivement 31 millions d'euros et 9 millions d'euros de chiffre d'affaires sur la période.

En Chine, le contrat avec ChemChina s'est poursuivi dans le domaine de la transformation des systèmes informatiques et permettra à l'entité Intégration de Systèmes de générer de l'activité dans le domaine de l'ERP avec ce client.

Le chiffre d'affaires en **Intégration de Systèmes** s'est accru de +7,5% au premier semestre 2008 pour un chiffre d'affaires de 1 116 millions d'euros comparé à 1 069 millions d'euros au premier semestre 2007 sur le même périmètre. L'an dernier, la croissance organique générée au premier semestre avait été de +3,9%.

La performance 2008 a été portée par le Royaume-Uni, l'Allemagne, le reste EMEA et la France avec des croissances respectives de +11%, +23%, +16% et +6%.

La croissance du chiffre d'affaires a été stable aux Pays-Bas malgré une baisse de 7 millions d'euros avec KPN, une légère baisse de 2 millions d'euros sur les pays méditerranéens (annulation d'un chiffre d'affaires de 3,6 millions d'euros en Turquie sur un contrat dans les télécommunications) et en Amérique du Sud avec la fin des Jeux Panaméricains au Brésil dont l'effet a été une baisse de 13 millions d'euros pour l'Intégration de Systèmes.

Le taux d'attrition en Intégration de Systèmes a baissé à 14,7% comparé à 15,9% au premier semestre 2007 et à 15,8% pour la totalité de l'année 2007. Les grands pays comme la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont des taux d'attrition inférieurs à la moyenne du Groupe.

Le taux d'utilisation moyen du Groupe a été de 80% pour les six premiers mois de 2008 au même niveau que celui atteint au premier semestre 2007. Le taux d'utilisation s'est amélioré en France d'un point par rapport au premier semestre 2007 alors que le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont connu une baisse d'un point par rapport à la même période l'an dernier.

La croissance organique du chiffre d'affaires en **Infogérance** a été de +7,4% avec un chiffre d'affaires de 1 450 millions d'euros comparé à 1 392 millions d'euros pour les six premiers mois de 2007 sur le même périmètre.

Cette croissance organique de +7,4% se décompose en +7,6% pour l'infogérance informatique, +9,8% dans les systèmes de paiement et une décroissance de -3,9% dans le BPO médical.

La performance de l'Infogérance a été portée par la France, le Royaume-Uni, l'Asie Pacifique et le reste de EMEA avec respectivement +8%, +19%, +46% et +13%. Les Pays-Bas, affectés par la baisse de chiffre d'affaires avec KPN pour 20 millions d'euros, ont connu une croissance stable au premier semestre par rapport à la même période l'an dernier. Le taux de croissance a également été constant en Allemagne compte tenu de décalages dans la prise de commandes, et sur la zone Amériques où la fin des Jeux Panaméricains au Brésil a eu un effet négatif de 14 millions d'euros sur le chiffre d'affaires comparé au premier semestre 2007.

Atos Wordline a continué de montrer une forte croissance avec +9,8%. Toutes les zones géographiques (France, Belgique et Allemagne) ont contribué à cette croissance, et plus particulièrement l'activité de contrôle de vitesse sur routes en France et dans le domaine des terminaux de paiement en Belgique.

Le BPO médical au Royaume-Uni a diminué de -3,9% compte tenu de la fin programmée du contrat de bilans médicaux avec DTI. Toute la livraison de ce projet avait été réalisée en 2007. Hors l'effet DTI, le chiffre d'affaires du BPO médical a augmenté de +18% grâce à un périmètre d'activité étendu avec le DWP (Department of Work and Pensions) et des gains et renouvellements de contrats avec le Ministère de la Santé (Occupational Health) qui ont amélioré la visibilité de l'entité.

#### 5.2.6 Prises de commandes

Sur le périmètre futur, au cours du premier semestre 2008, les prises de commandes se sont élevées à 2,7 milliards d'euros en croissance de +17% à taux de change constants par rapport au premier semestre 2007.

Le ratio prises de commandes sur facturation a été de 98% par rapport à 89% pour la même période de l'année précédente. Sur une base annuelle, couvrant une période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 30 juin 2008, le rapport prises de commandes sur facturation s'est élevé à 114% avec 6,2 milliards d'euros de prises de commandes.

Au cours du premier semestre les principaux renouvellements et contrats remportés ont été signés avec des clients tels que NXP et Achmea aux Pays-Bas, Neckermann et Wingas en Allemagne, NHS Scotland, le Ministère de la Justice, Home Office et DWP au Royaume-Uni, ERDF/EDF, les

passesports biométriques pour le Gouvernement et Total en France, deux contrats majeurs dans le secteur bancaire en Espagne, Petrobas en Amérique du Sud et Bank of China en Chine.

Le carnet de commandes total à fin juin 2008 a atteint 7,5 milliards d'euros, stable par rapport au niveau atteint fin juin 2007, malgré un ajustement négatif de 0,3 milliard d'euros lié à l'impact des variations de taux de change principalement au Royaume-Uni. Sur la base du périmètre futur, le carnet de commandes total représente 1,4 année de chiffre d'affaires.

Le total des propositions commerciales pondérées en cours est de 2,3 milliards d'euros au même niveau qu'en juin 2007 et en augmentation de 0,4 milliard d'euros par rapport à décembre 2007.

### 5.2.7 Chiffre d'affaires par secteur industriel

La performance du chiffre d'affaires par **secteur industriel** s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008	Semestre clos le 30 juin 2007	variation	% variation	Part du chiffre d'affaires 2008
Secteur public	692	719	-27	-3,8%	25%
Services financiers	589	521	68	+13,0%	21%
Industrie de composants et manufactures	427	422	5	+1,1%	16%
Télécommunications et médias	415	418	-3	-0,8%	15%
Distribution	270	258	12	+4,7%	10%
Services publics	238	243	-5	-2,0%	9%
Autres	114	69	45	+64,9%	4%
<b>Total périmètre futur</b>	<b>2 745</b>	<b>2 650</b>	<b>94</b>	<b>+3,6%</b>	<b>100%</b>
Italie	20	134	-115	-85,4%	
AEMS Bourse	99	105	-6	-5,9%	
<b>Total</b>	<b>2 864</b>	<b>2 890</b>	<b>-26</b>	<b>-0,9%</b>	

Le Groupe est organisé autour de six secteurs industriels principaux indiqués ci-dessus, qui représentent 96% du chiffre d'affaires total.

**Le secteur public** reste le premier marché servi par le Groupe avec 25% du chiffre d'affaires total. Les principaux clients sont les ministères en France et aux Pays-Bas, les ministères et le secteur de la santé au Royaume-Uni. Le chiffre d'affaires a eu une croissance positive si l'on exclut l'évolution du taux de change au Royaume-Uni et la fin du contrat DTI dans le BPO médical.

Le secteur des **services financiers** (21% du chiffre d'affaires du Groupe) a augmenté de +13% grâce à de nouveaux contrats comme Dresdner Bank en Allemagne, les services de paiements pour Atos Worldline en France et en Belgique, de nouveaux projets de Conseil en France, des projets d'Intégration de Systèmes dans le secteur bancaire au Royaume-Uni et en Espagne.

Le secteur **industrie** (16% du chiffre d'affaires total du Groupe) a connu une légère croissance de +1% avec de nouveaux contrats pour de grands clients en France et aux Pays-Bas qui a permis de compenser une baisse de chiffre d'affaires avec des clients dans la haute technologie comme Philips.

**Télécommunications et médias** ont représenté 15% du chiffre d'affaires total du Groupe avec une très légère baisse due à une moindre activité avec KPN aux Pays-Bas. Un bon niveau de foisonnement et de nouvelles signatures avec des opérateurs télécoms ont permis de compenser cet effet.

La **distribution** a représenté 10% du chiffre d'affaires total en croissance de +5% provenant essentiellement d'Atos Worldline où l'activité de Banksys liée à l'acquisition commerçants et aux terminaux de paiements a continué de se développer au cours du premier semestre 2008.

## 5.3 MARGE OPERATIONNELLE ET TAUX DE MARGE

### 5.3.1 Performance de la marge opérationnelle

La performance de la marge opérationnelle s'analyse comme indiquée ci-après :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008	Semestre clos le 30 juin 2007	% variation	% variation organique
<b><u>Périmètre futur</u></b>				
Chiffre d'affaires	2 745	2 651	+3,6%	+6,8%
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>123,1</b>	<b>110,6</b>	<b>+11,3%</b>	<b>+15%</b>
<b>Taux de marge opérationnelle</b>	<b>4,5%</b>	<b>4,2%</b>	<b>+0,3 pt</b>	<b>+0,3 pt</b>
<b><u>Périmètre total</u></b>				
Chiffre d'affaires	2 864	2 890	-0,9%	+6,4%
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>124,2</b>	<b>117,7</b>	<b>+5,5%</b>	<b>+6%</b>
<b>Taux de marge opérationnelle</b>	<b>4,3%</b>	<b>4,1%</b>	<b>+0,3 pt</b>	<b>+0 pt</b>

Le début de l'année est traditionnellement marqué par une réduction contractuelle du chiffre d'affaires généré par les contrats de longue durée, dans le cadre desquels le Groupe a accepté à l'avance de partager certains bénéfices avec les clients. Il y a eu en outre, au début de l'année 2008, une augmentation globale des salaires estimée à 3,5%.

Sur le périmètre futur, la marge opérationnelle au cours du premier semestre 2008 a été de 123,1 millions d'euros, soit 4,5% du chiffre d'affaires. Le taux de marge opérationnelle au cours du second trimestre 2008 a été plus élevé à 5,8% par rapport à 3,8% au premier trimestre. L'amélioration de la marge opérationnelle du premier semestre 2008 par rapport au premier semestre 2007 a été de +11%. A périmètre et taux de change constants, cette augmentation s'élève à +15%, soit 0,3 point de mieux comparé à la même période l'année précédente.

Au niveau consolidé, la marge opérationnelle est passée de 4,1% à 4,3%.

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> trimestre 2008	% rentabilité	2 <sup>eme</sup> trimestre 2008	% rentabilité	1 <sup>er</sup> semestre 2008	% rentabilité
<b><u>Périmètre futur</u></b>						
Chiffre d'affaires	1 356		1 389		2 745	
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>51,9</b>	<b>3,8%</b>	<b>71,2</b>	<b>5,1%</b>	<b>123,1</b>	<b>4,5%</b>
<b><u>Périmètre total</u></b>						
Chiffre d'affaires	1 424		1 440		2 864	
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>52,4</b>	<b>3,7%</b>	<b>71,8</b>	<b>5,0%</b>	<b>124,2</b>	<b>4,3%</b>

La marge opérationnelle comprend le coût des paiements fondés sur des actions (stock options, plan d'incitation à long terme LTI et plan d'attribution gratuites d'actions MIP) pour un montant de 6,1 millions (comparé à 4,9 millions au premier semestre 2007) ainsi que l'impact du Plan de Transformation (coûts nets d'économies) pour 7 millions d'euros (comparé à 11 millions d'euros au premier semestre 2007).

Hors coûts du Plan 303, la marge opérationnelle est passée de 118 millions d'euros au premier semestre 2007 à 150 millions d'euros au premier semestre 2008, soit une augmentation de +27% à périmètre et taux de change constants.

### 5.3.2 Marge opérationnelle par ligne de services

La marge opérationnelle à fin juin 2008 s'est élevée à 124,2 millions d'euros, représentant 4,3% du chiffre d'affaires. Sur le périmètre futur, le Groupe a réalisé une marge opérationnelle de 123,1 millions d'euros soit 4,5% du chiffre d'affaires.

L'activité **Conseil** a été pénalisée par un plus faible niveau de chiffre d'affaires et a enregistré une baisse de 3,5 millions d'euros de sa marge opérationnelle par rapport à l'année dernière malgré une amélioration en France qui n'a pu compenser une moins bonne rentabilité au Royaume-Uni.

L'activité **Intégration de Systèmes** a vu sa marge baisser de 1,9 million d'euros par rapport à l'année dernière principalement du à des pertes sur projets enregistrées en Turquie (zone autres EMEA) et en Thaïlande (zone Asie Pacifique).

En **Infogérance**, la marge opérationnelle a augmenté de 18,7 millions d'euros comparé au premier semestre de l'année 2007 grâce à de meilleures performances au Royaume-Uni et chez Atos Wordline.

Les **coûts centraux** sont restés stables à 38 millions d'euros, représentant 1,4% du chiffre d'affaires total.

(en millions d'euros)	Semestre close le 30 juin 2008 (*)	% rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2007 (*)	% rentabilité	% variation
Conseil	8,0	4,5%	11,5	6,1%	-31%
Intégration de Systèmes	40,4	3,6%	42,3	4,0%	-4%
Infogérance	113,1	7,8%	94,4	6,8%	+20%
Structure Groupe	-38,4	-1,4%	-37,6	-1,4%	+2%
<b>Total Groupe périmètre futur</b>	<b>123,1</b>	<b>4,5%</b>	<b>110,6</b>	<b>4,2%</b>	<b>+11%</b>
Italie	-1,1	-5,5%	-5,3	-3,9%	-79%
AEMS Bourse	2,2	2,2%	12,3	11,7%	-82%
<b>Total</b>	<b>124,2</b>	<b>4,3%</b>	<b>117,7</b>	<b>4,1%</b>	<b>+6%</b>

(\*) Les structures Groupe excluent les coûts globaux des lignes de services

L'activité **Conseil** a vu sa marge opérationnelle baisser de 3,5 millions d'euros par rapport au premier semestre 2007 principalement en provenance du Royaume-Uni. La France a amélioré sa rentabilité d'un point essentiellement par un meilleur taux d'utilisation.

Les Pays-Bas ont vu leur rentabilité baisser d'un point en raison d'un plus faible taux d'utilisation dans les secteurs de la distribution et de l'industrie.

Au Royaume-Uni, où la plus forte partie du chiffre d'affaires est faite dans le secteur public avec des clients tels que l'agence IFA (the International Funding Agency), le Ministère de la Défense et dans le secteur de la santé, les ventes ont baissé dans le secteur financier qui n'a pas la taille critique. Le plan de réduction de coûts n'a pas totalement compensé la baisse de l'activité. En revanche, dans la première partie de l'année, le plan d'action mis en place au cours du second semestre 2007 a permis de réduire de plus d'un point et demi la perte opérationnelle avec un équilibre atteint en juin 2008.

Dans le reste de EMEA, l'Espagne a amélioré sa marge opérationnelle de trois points par rapport à l'an dernier, principalement grâce à une plus forte expérience des pratiques dans le secteur public.

En Asie Pacifique, la pratique du Conseil s'est renforcée. La ligne de services Conseil a été récemment mise en place en Chine avec l'aide des consultants des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Le Conseil a gagné un grand contrat avec ChemChina et est proche de l'équilibre pour l'ensemble de la zone Asie Pacifique.

En **Intégration de Systèmes**, la marge opérationnelle sur le périmètre futur a été de 40,4 millions d'euros au premier semestre 2008, soit 3,6% du chiffre d'affaires à comparer avec 42,3 millions d'euros pour la même période l'an dernier.

En France, malgré une croissance organique du chiffre d'affaires de +6%, la marge opérationnelle est restée faible et a été légèrement positive. Le chiffre d'affaires supplémentaire généré n'a pas été converti en résultat, en raison d'un nécessaire recours à davantage de sous-traitants et de la faiblesse de la marge directe, problème qui a déjà été mis en évidence en 2007, mais dont l'effet global ne s'est pas encore totalement traduit dans la marge opérationnelle. Le problème de la marge directe continue d'être suivi en 2008 et un changement de direction de l'entité a été effectué en juillet 2008.

Aux Pays-Bas, où la concurrence reste forte, l'Intégration de Systèmes a perdu un point de marge opérationnelle en raison d'une plus forte utilisation des sous-traitants résultant de tensions persistantes sur le marché du travail pour toute une série de compétences informatiques.

Le Royaume-Uni a augmenté sa marge opérationnelle de 6,6 millions d'euros par rapport à la même période l'an dernier. Cette marge représente un taux de 6,5% du chiffre d'affaires, en augmentation significative par rapport au taux de 4,3% atteint l'an dernier. Le Royaume-Uni a généré du chiffre d'affaires additionnel avec toute une série de clients.

L'Allemagne / Europe centrale a pratiquement doublé sa marge en valeur absolue par rapport au premier semestre 2007 avec 3,8 millions d'euros. Cette performance a été portée par le contrat de tierce maintenance applicative avec Dresdner Bank. La ligne de services a également connu une meilleure performance dans le secteur des télécommunications.

L'Espagne a légèrement amélioré sa marge opérationnelle. L'entité Intégration de Systèmes a bénéficié à la fois d'un chiffre d'affaires plus élevé et d'une gestion serrée du niveau de coûts indirects.

La Belgique a amélioré son taux de marge opérationnelle de +0,2 point par rapport à l'an dernier malgré une plus forte utilisation du niveau de sous-traitants pour fournir un niveau d'activité en hausse.

Dans le reste de EMEA, le second trimestre 2008 a été rendu difficile principalement en raison d'une réduction non récurrente de la marge dans les télécommunications avec l'annulation d'un montant de 3,6 millions d'euros pour la fourniture d'un système de gestion de communications téléphoniques pré-payées dans le cadre du projet AVEA.

L'Amérique du Nord a montré une tendance positive, principalement pour l'Intégration des systèmes pour les ERP.

L'Amérique du Sud a été à l'équilibre malgré la fin des Jeux Panaméricains au cours du second semestre 2007.

En Asie Pacifique, les problèmes de production en Thaïlande dans le cadre du projet TOT ont généré une charge non récurrente de 3 millions d'euros.

En **Infogérance**, la marge opérationnelle du périmètre futur s'est élevé à 113,1 millions d'euros soit 7,8% du chiffre d'affaires. Cela représente une augmentation de 18,7 millions d'euros par rapport à la même période en 2007. Cette bonne performance a été tout d'abord portée par Atos Wordline et le Royaume-Uni. Les Pays-Bas ont vu leur résultat baisser par rapport à l'an dernier même si cette diminution était prévue avec les plus grands clients.

En France, hormis Atos Wordline, la marge opérationnelle s'est améliorée de +2,2 points malgré un plus fort recours à la sous-traitance. Cette amélioration est venue de l'effet des grands contrats livrés au second semestre 2007 et d'un chiffre d'affaires plus élevé avec la base de clients existante.

Aux Pays-Bas, des plans d'action sont en place pour améliorer la rentabilité sur un certain nombre de projets et les récents contrats signés permettront d'accroître l'activité et de compenser l'effet KPN.

Au Royaume-Uni, le premier semestre a connu une marge opérationnelle plus élevée passant de 15,8 millions d'euros à 22,6 millions d'euros, représentant une amélioration de 5,3 points de marge opérationnelle entre le premier semestre 2007 et le premier semestre 2008. Cette meilleure performance provient d'un chiffre d'affaires plus élevé et du plein effet en 2008 de la montée en charge des projets livrés tout au long du premier semestre 2007.

En Allemagne et Europe Centrale, la marge opérationnelle s'est élevée à 18,8 millions d'euros, soit 10% du chiffre d'affaires. Cette marge a crû par rapport à l'an dernier, malgré des renégociations sur les prix qui ne sont pas toujours traduites par des augmentations avec les plus grands clients. Des actions fortes sont en cours pour générer des économies sur les achats.

L'Espagne a eu une marge opérationnelle légèrement positive de 1 million d'euros.

En Amérique du Nord, la marge opérationnelle a également été de 1 million d'euros et en Amérique du Sud, celle-ci s'est avérée légèrement négative en raison d'un décalage dans le transfert du centre de données au premier trimestre. La fin des Jeux Panaméricains a eu un effet de 0,7 million d'euros sur la marge comparé au premier semestre 2007.

En Asie Pacifique, la marge opérationnelle a été négative au premier semestre 2008 en raison d'un décalage dans la phase de transition pour un projet avec un grand client. Un plan d'action drastique est en cours pour retrouver aussi vite que possible la meilleure rentabilité.

Atos Worldline a connu une amélioration de deux points de sa marge opérationnelle par rapport au premier semestre 2007. L'intégration de Banksys a bien progressé et contribué à l'amélioration de la marge. Tous les pays d'Atos Worldline ont amélioré leur performance par rapport au premier semestre 2007. Cette performance a été facilitée par une croissance organique de +10% au premier semestre 2008 et une gestion maîtrisée des coûts.

### 5.3.3 Marge opérationnelle par zone géographique

La marge et la tendance par pays ont été différentes. Globalement, la marge au premier semestre a été portée par le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Allemagne et Europe centrale et le reste de EMEA. Atos Wordline a contribué à la performance de la France, de l'Allemagne et de reste de EMEA (Belgique).

L'intégration de Systèmes en France et le Conseil au Royaume-Uni sont deux entités sur lesquelles le Directoire focalise une forte attention de manière à retrouver la rentabilité des dernières années. Des plans d'actions vigoureux sont mis en place comprenant la simplification de l'organisation, l'efficacité des opérations, le renforcement des ventes multi-lignes de services et pays, ainsi que la revue des contrats à faibles marges. Dans ces deux unités, les directions ont été changées récemment.

Dans tous les grands pays, compte tenu :

- d'une situation plus difficile pour recruter les profils et compétences requis,
- de l'évolution d'un mix d'activités nécessitant davantage de ressources pour livrer les projets gagnés au second semestre 2007 et au premier semestre 2008,
- et malgré un accroissement de +8% des recrutements par rapport à l'an dernier et d'une baisse du taux d'attrition,

le Groupe a été contraint d'augmenter de manière significative le niveau de sous-traitants alors qu'il avait prévu de les faire diminuer au premier semestre 2008. En conséquence, la Société a eu recours à 1 000 sous-traitants de plus au premier semestre 2008 comparé au premier semestre 2007 dont l'impact négatif sur la marge est estimé à 9 millions d'euros, soit 0,3% du chiffre d'affaires du semestre.

La marge opérationnelle a été affectée au premier semestre 2008 à hauteur de 11 millions d'euros pour livrer des projets ; la part la plus importante se situe dans deux pays : la Thaïlande avec le projet TOT et la Turquie avec le projet AVEA, tous les deux dans le secteur des télécommunications. En

conséquence, sur ces deux projets, l'impact non récurrent a été une charge de 7 millions d'euros sur le semestre, représentant 0,2% du chiffre d'affaires.

Le Groupe a continué le développement des initiatives du plan 3O3 dans tous les pays de manière à se muer vers une organisation mondiale capable de générer une croissance organique au-dessus de celle du marché et d'augmenter l'efficacité des opérations. Sur la totalité de l'exercice 2008, les économies doivent couvrir les coûts opérationnels du plan, mais le cadencement s'est traduit par des économies inférieures aux coûts pour 7 millions d'euros au premier semestre 2008 affectant la marge opérationnelle de 0,2% du chiffre d'affaires. En conséquence, un effet positif de 14 millions d'euros sur la marge est attendu entre les premier et deuxième semestres 2008 en provenance du Plan de Transformation.

Les coûts globaux des lignes de services non alloués aux pays ont augmenté de 4,4 millions d'euros compte tenu de la montée en charge du Plan de Transformation et de la tendance déjà observée au deuxième semestre 2007. Cette augmentation provient de la mise en place de l'organisation Marchés Globaux et du support fourni par les lignes de services aux actions 3O3 dans les pays sur des initiatives comme l'Industrialisation et la Production Globale. En conséquence la revue analytique faite dans la section « 5.3.2 Marge opérationnelle par lignes de services » et des commentaires ci-dessus, la marge opérationnelle par pays a été la suivante :

(en millions d'euros)	Semestre close le 30 juin 2008 (*)	% rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2007 (*)	% rentabilité	% variation
France	34,1	4,4%	23,8	3,2%	+44%
Royaume-Uni	30,3	6,2%	10,8	2,2%	+181%
Pays-Bas	46,1	8,6%	55,3	10,1%	-17%
Allemagne et Europe Centrale	26,1	8,2%	21,3	7,3%	+23%
Autres EMEA	41,5	9,4%	34,9	9,0%	+19%
Amériques	1,3	1,4%	4,7	4,0%	-73%
Asie Pacifique	-4,9	-5,4%	6,0	8,2%	-181%
Structures Groupe centrales	-38,4	-1,4%	-37,6	-1,4%	+2%
Coûts globaux Lignes de services	-13,1	-0,5%	-8,7	-0,3%	+51%
<b>Total périmètre futur</b>	<b>123,1</b>	<b>4,5%</b>	<b>110,6</b>	<b>4,2%</b>	<b>+11%</b>
Italie	-1,1	-5,5%	-5,3	-3,9%	-79%
AEMS Bourse	2,2	2,2%	12,3	11,7%	-82%
<b>Total</b>	<b>124,2</b>	<b>4,3%</b>	<b>117,7</b>	<b>4,1%</b>	<b>+6%</b>

(\*) Les coûts de structure Groupe centrales ainsi que les coûts globaux de Lignes de services ne sont pas alloués par pays.

Pour ce qui concerne AEMS Bourse, la décroissance organique du chiffre d'affaires a été de 2,3% et la marge opérationnelle a été fortement réduite de 12,3 millions d'euros au premier semestre 2007 à 2,2 millions d'euros au premier semestre 2008 résultant de la baisse de coûts prévue par Euronext dans le contexte de la cession à NYSE Euronext.

La transaction signée avec NYSE Euronext annoncée le 11 décembre 2007 concernant la cession de AEMS Bourse et la reprise des activités de compensation et de marchés des capitaux a été finalisée le 4 août 2008.

## 6 PLAN DE TRANSFORMATION

### ***Concentrer nos efforts et conduire le changement***

Un plan de transformation comportant 3 objectifs sur 3 ans a été lancé afin de dynamiser la croissance organique, d'améliorer l'efficacité opérationnelle et mondialiser le fonctionnement. Les objectifs financiers sont d'augmenter significativement le niveau de marge opérationnelle entre 2006 et 2009, sous une hypothèse de croissance organique prudente et de produire un fort flux de trésorerie disponible.

Le plan de transformation est centré sur 7 initiatives, divisées en plus de 70 projets et touche tous les pays d'Atos Origin.

Les 7 initiatives sont les suivantes :

#### **6.1 VENTES – OPTIMISATION DE L'EFFICACITE ET ACCROITRE LA CROISSANCE ORGANIQUE**

Au cours du premier semestre 2008, cette initiative a fourni les résultats suivants:

- L'université des ventes Atos Origin a délivré dans ses deux centres de formation à Paris et Pékin 20 modules sur 5 programmes principaux qui ont été suivis par 350 commerciaux en provenance de l'ensemble des pays du Groupe (soit plus de 40% de la force de ventes globale du Groupe). Des modules spécifiques ont également été mis en place sur les Offres distinctives (ECM, migration SAP, Convergence Facturation),
- L'université des ventes Atos Origin a également noué un partenariat de long terme avec BiMBA (Beijing International MBA) à Pékin, l'une des premières universités de management en Chine. Le développement des ventes pour les marchés et clients des pays émergents est ainsi le tout premier programme de formation développé à l'étranger,
- L'ensemble des services des ventes du Groupe sont régies par les mêmes procédures et utilisent des processus communs et des indicateurs de performance identiques. L'industrialisation des processus de ventes progresse de manière satisfaisante : un nouveau système CRM a été développé sur des sites pilote en France et en Allemagne au début de l'année afin d'optimiser l'organisation commerciale. Un plan de déploiement dans les principaux pays pour le second semestre 2008 a été défini.

#### **6.2 INDUSTRIALISATION – STANDARDISATION DES PROCESSUS ET DES OUTILS EN INTEGRATION DE SYSTEMES**

Au cours du premier semestre 2008, cette initiative a fourni les résultats suivants :

- En Allemagne et en Espagne, transition des entités Intégration de Systèmes vers une organisation basée sur un modèle « SDMC » (Centre de développement et de maintenance de logiciel) qui touche plus de 3 600 ingénieurs. Au Royaume-Uni, de nouvelles chaînes de production pour l'internet et le langage Java ont été mises en place. Ce modèle « SDMC » a été déployé avec succès au Royaume-Uni, en Allemagne et en Espagne,
- Le déploiement réussi des processus et outils standardisés a permis d'augmenter de manière significative le nombre d'utilisateurs de centres de services partagés qui ont été de 3 300 personnes à fin juin 2008,
- Poursuite de la mise en place des outils de mesure standardisés de la productivité avec un périmètre étendu allant de simples projets à la maintenance applicative. En même temps, la base de données de suivi de productivité gérée en central a été alimentée de 150 projets additionnels depuis le début de l'année,
- Augmentation significative du nombre de sites de production de tests en France, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Espagne, en Inde et récemment au Brésil. Au total 1 500 ingénieurs utilisent les environnements tests standardisés basés sur une approche de centres de services partagés,

- Mise en place d'une équipe centralisée en Inde utilisant nos capacités offshore pour un support plus efficace au déploiement de l'extraction d'application. Cette équipe a dans l'intervalle obtenu la certification qualité de son outil pour utilisation.

### **6.3 OFFSHORING – OBJECTIF 25% DES EFFECTIFS INTEGRATION DE SYSTEMES EN 2009 EN RESSOURCES OFFSHORE ET NEARSHORE**

Afin d'équilibrer ses capacités d'approvisionnement globales, Atos Origin a lancé des projets afin de renforcer les sites d'offshore, de nearshore et de closeshore existants, dans les pays suivants :

- Inde (offshore),
- Brésil (offshore + closeshore),
- Maroc (nearshore),
- Arménie (nearshore),
- Espagne (closeshore + nearshore),
- Allemagne (closeshore),
- Pologne (nearshore),
- Malaisie (offshore),
- Surinam (offshore),

En outre, le Groupe a mis en place des phases pilote dans de nouveaux centres offshore, nearshore et closeshore dans d'autres pays. Depuis le lancement du programme 2007, le Groupe a plus que doublé de façon organique le nombre d'employés en offshore.

Depuis 2007, cette initiative a fourni les résultats suivants :

#### **1. Inde**

- Accroissement des effectifs de +132% de 1 300 personnes en 2006 et à 2 770 personnes à la fin du premier semestre 2008,
- Accélération du recrutement pour augmenter les effectifs approximativement de 100 nouvelles recrues nettes par mois à partir du mois de mai 2007, avec un pic prévu de 150 personnes par mois,
- Relèvement du niveau d'expérience des ingénieurs pour répondre aux demandes spécifiques des clients européens,
- Extension de la présence géographique dans le pays
  - a. Nouveau site à Mumbai (capacité de 700 places),
  - b. A Pune, campus qui atteindra une capacité de 3 000 places d'ici fin 2009,
  - c. Nouveau site à Bangalore (capacité de 400 places),
  - d. Nouveaux locaux à Calcutta.
- A Mumbai, création d'un centre de compétences techniques pour SAP,
- Mise en place d'une équipe dédiée aux sites de production test,
- Migration en cours de certains projets sur le centre de services partagés.

#### **2. Brésil**

- Ouverture d'une nouvelle plate-forme à Curitiba pour étendre la présence du Groupe au Brésil au-delà du site actuel de Sao Paulo (actuellement 1 500 employés travaillant pour la plupart pour des filiales de grands clients européens) avec 280 personnes d'ici la fin 2008,
- Avec le nouveau centre à Curitiba, qui est environ 20% moins coûteux que celui de Sao Paulo, le Groupe servira à la fois le marché interne (closeshore), les Etats-Unis (même fuseau horaire), le marché d'Europe du Sud (offshore en Espagne) et des clients globaux présents en Amérique latine.

#### **3. Maroc**

- Ouverture du nouveau site à Casablanca ; 400 personnes d'ici fin 2009,
- Extension de l'infogérance des systèmes distribués à la gestion des serveurs. Bon niveau de demande des clients français, parmi lesquels ceux présents au Maroc, pour des questions de coûts moindres, même fuseau horaire et la pratique de la langue française,
- Fin 2007, l'effectif atteint était de 166 personnes pour un objectif de plus de 600 personnes fin 2009.

#### 4. Arménie

- Centre spécialisé dans les technologies grands systèmes et autres applications anciennes pour lesquelles les profils sont à la fois coûteux et difficiles à trouver dans les pays offshore classiques,
- Fortes capacités plurilinguistiques, base importante pour la clientèle allemande en nearshore,
- En 2007, attention portée sur les opportunités de nearshore pour les clients allemands. En 2008 / 2009, objectif de devenir un fournisseur global dans les technologies grands systèmes et autres applications historiques.

#### 5. Espagne

- Mise en place d'une organisation de production regroupant la demande vers les centres de closeshore à Valladolid et Séville et vers le centre offshore de Curitiba,
- Certifications CMMI en pour l'Espagne et le Brésil.

**En Infogérance**, l'offshoring passera de 600 personnes (fin 2006) à 1 900 fin 2009 dans les activités de centres de services, de gestion de serveurs et de surveillance en Inde, Malaisie, Pologne et Maroc. Des implantations offshore ont été évaluées et des plans d'action ont été établis afin de sécuriser la capacité à augmenter l'activité.

### 6.4 PRODUCTION GLOBALE DE L'INFOGERANCE – POUR ASSURER UNE PRODUCTION STANDARDISEE ET CONSOLIDEE

Au cours du premier semestre 2008, cette initiative a fourni les résultats suivants :

**Consolidation des grands systèmes** - De manière à accroître sa compétitivité sur l'activité grands systèmes, le Groupe a décidé de consolider toutes ces activités en un seul centre situé en Allemagne :

- Les centres néerlandais et italiens ont été transférés en 2007,
- Le transfert des centres français est bien engagé avec 75% de l'activité grands systèmes prévu à fin 2008. Les 25% restants seront effectués en 2009,
- Le transfert des centres britanniques est en cours d'évaluation.

**Optimisation de l'infogérance des postes de travail** – Pour augmenter l'efficacité des différents niveaux de support sur site, les actions suivantes ont été entreprises :

- Mise en place de processus ITIL,
- Standardisation de solutions centre d'appel,
- Mise en place d'outils auto-support (résultant en un nombre d'appels traités inférieurs) grâce à des serveurs vocaux et des portails de services,
- Amélioration des outils globaux (formalisation des demandes d'intervention, gestion d'actifs, reporting, etc...).

En conséquence :

- Amélioration de la productivité et du taux de résolution de premier niveau, avec un nombre réduit de ressources mobilisées pour le même nombre d'appels,
- Augmentation des volumes traités dans des pays offshore/nearshore (Pologne, Malaisie, Maroc, Espagne et Surinam).

L'amélioration de la productivité et de l'efficacité sont en ligne avec les objectifs initiaux. Des actions sont en cours pour la mise en place d'outils globaux.

**Optimisation de la gestion des serveurs** – Pour améliorer la productivité et l'efficacité de cette activité, les actions suivantes ont été entreprises :

- Mise en place d'une architecture globale de production des services pour la gestion des serveurs,
- Développement de serveurs virtuels et de solutions d'archivage à la demande,
- Montée en charge des volumes traités dans les pays offshore sélectionnés (Inde, Pologne et Maroc).

L'amélioration de la productivité est cohérente avec les objectifs fixés. Des plans d'action ont été définis afin d'obtenir des résultats complémentaires avec une mise en place qui débutera au second semestre de l'année en cours.

## **6.5 GESTION DES TALENTS – UN PROGRAMME DE RESSOURCES HUMAINES POUR ATTIRER, DEVELOPPER ET FIDELISER LES INDIVIDUS LES PLUS COMPETENTS**

Au cours du premier semestre 2008, cette initiative a fourni les résultats suivants :

- Parmi les talents identifiés au cours de la revue effectuée en 2007, 37 collaborateurs suivent cette année le programme interne Gold qui a débuté en avril dernier,
- Programme Relay visant à promouvoir la mobilité à l'international : 25 talents ont été placés sur des postes à l'étranger,
- Mise en place d'un nouveau processus permettant de pourvoir les postes clés vacants avec des candidats issus de la population des Talents,
- Les revues 2008/2009 des collaborateurs, le plan de succession et l'identification des talents ont été lancés afin de compléter le réservoir des talents.

## **6.6 FINANCE, RESSOURCES HUMAINES ET INFORMATIQUE INTERNE – DES FONCTIONS CLES RENFORCEES ET PLUS EFFICACES**

L'initiative **Finance** s'est focalisée sur les éléments suivants :

- Mise en place de l'organisation du Contrôle de Gestion qui a défini et mis en place les nouveaux processus financiers du Groupe pour le budget, les prévisions et le contrôle des projets pour les phases avant-vente,
- La trésorerie du Groupe a été centralisée afin de renforcer le contrôle des opérations. Sous la responsabilité du Directeur Financier Groupe, la trésorerie centrale est ainsi au coeur du contrôle des investissements opérationnels, des recapitalisations de filiales et des distributions de dividendes,
- La conception du centre de services partagés en Europe a été établie avec l'ensemble des responsables pays. Les bureaux de Lodz (basés en Pologne) qui accueilleront les équipes dédiées à ce centre seront opérationnels dès la fin du mois d'août. Le plan de recrutement suit son ordre de marche. Le transfert du premier back office (Pays-Bas) aura lieu en septembre.

L'initiative **Ressources Humaines** s'est focalisée sur les éléments suivants :

- Mise en place du premier centre de services partagés dédié aux Ressources Humaines,
- Configuration du nouveau système de gestion des recrutements complète et effectuée sur la base d'un nouveau processus global,
- Indicateurs clés de performance pour le suivi du centre de services partagés définis et mis en place.

L'initiative **Informatique interne** s'est focalisée sur les éléments suivants :

- Déploiement avec succès du système d'information financier SAP au Royaume-Uni et en Espagne. Ce système couvrira à présent l'ensemble des pays européens ainsi que les Etats-Unis, soit 93% du chiffre d'affaires du Groupe,
- Mise en place et déploiement d'une application CRM pilote en France et en Allemagne avec un plan de déploiement global pour 2008,
- Suivi complet des coûts informatiques internes,
- Définition du projet Groupe AWS (Atos Workforce solution) permettant l'harmonisation et l'optimisation de la gestion des postes de travail du Groupe.

## 6.7 ACHATS

Au cours du premier semestre 2008, cette initiative a fourni les résultats suivants :

- La réalisation au premier semestre 2008 de 34 millions d'euros d'économies sur les achats globaux ou pilotés globalement. Cette économie se retrouvera soit dans l'optimisation des investissements futurs, soit dans la réduction future de coûts dans le compte de résultat avant augmentation des volumes,
- Gestion des transferts de licences de logiciels relatives à la consolidation des grands systèmes,
- Mise en place d'un revendeur unique de logiciels au plan mondial,
- Nouveau contrat pour la fourniture des PC internes,
- Actions dans la maintenance des matériels informatiques dans plusieurs pays européens,
- Consolidation des contrats les plus importants dans les télécommunications,
- Centralisation des fournisseurs de sous-traitance,
- Nouveaux contrats avec les fournisseurs pour les fonctions finance et ressources humaines,
- Consolidation globale ou nationale des contrats relatifs aux locaux, aux voyages et déplacements, etc...
- Déploiement d'un plan immobilier lancé dans les principaux pays.

## 7 RESSOURCES HUMAINES

### 7.1 EVOLUTION DES EFFECTIFS DU GROUPE

	30 juin 2008	30 juin 2007
<b>Effectifs d'ouverture</b>	<b>51 704</b>	<b>49 841</b>
Variations de périmètre	-2 443	-201
Recrutements (*)	5 590	5 171
Départs (*)	-3 973	-3 990
Restructuration	-223	-511
<b>Effectifs de clôture</b>	<b>50 655</b>	<b>50 310</b>

(\*) Personnel permanent uniquement, hors mouvements du personnel temporaire

Les changements de périmètre sont liés aux cessions d'activités sur la période, parmi lesquelles l'Italie (-2 477 personnes), ainsi que le transfert de personnel provenant de l'entité Tempos en Espagne (+29 personnes).

Le niveau de recrutement au cours du premier semestre de l'année a été de 5 590 personnes, en croissance de +8% par rapport au premier semestre 2007. L'ensemble des recrutements a représenté 11% des effectifs d'ouverture par rapport à 10% l'année précédente et répartis par activité entre le Conseil à 13%, l'Intégration de Systèmes à 12% et l'Infogérance à 10%.

Les départs comprennent les mouvements de salariés en contrat à durée indéterminée qui quittent volontairement le Groupe, les salariés en contrat à durée indéterminée qui sont licenciés ainsi que ceux qui partent à la retraite. Le nombre de départs enregistrés au cours du premier semestre 2008 a été de 3 973 personnes (dont 751 départs négociés), à un niveau légèrement inférieur à celui atteint au premier semestre de l'année précédente. Le taux d'attrition a baissé de plus d'un point par rapport au premier semestre 2007 passant de 14,8% à 13,6% sur la période. Cette tendance confirme ainsi la baisse du taux d'attrition déjà observée au cours du second semestre 2007 avec un taux à 14,6% à fin décembre.

Au total, 223 salariés ont quitté le Groupe au premier semestre 2008 dans le cadre de programmes spécifiques et localisés de réorganisation s'intégrant dans la transformation de l'entreprise. Ces départs ont principalement été localisés au Royaume-Uni, en France, aux Pays-Bas et en Amérique du Sud.

### 7.2 MOUVEMENTS DES EFFECTIFS PAR LIGNE DE SERVICES ET PAR PAYS

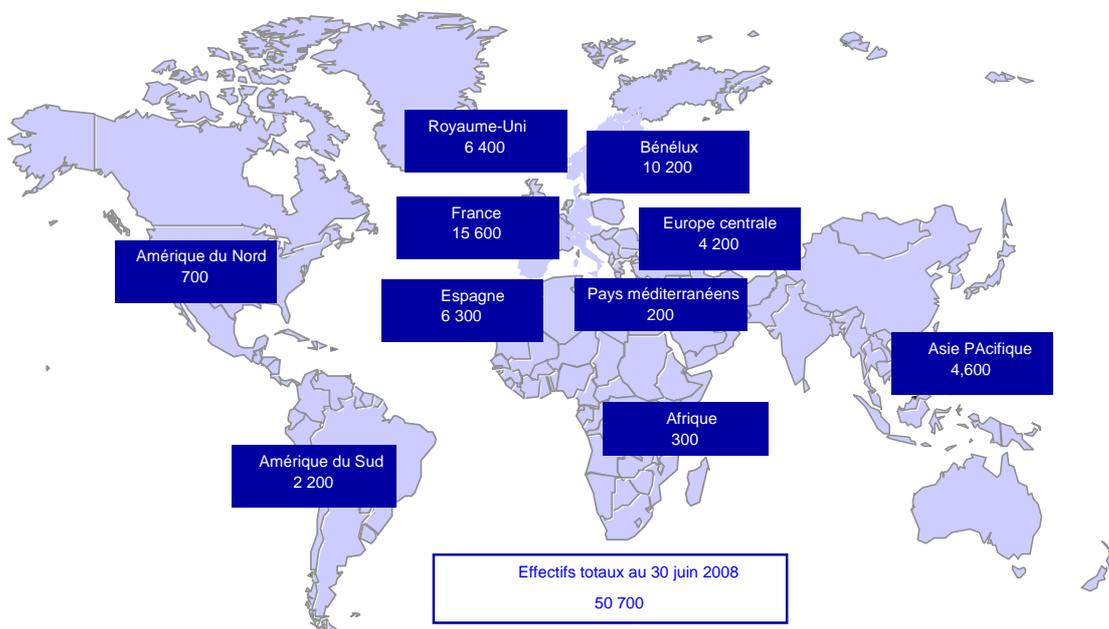
Effectifs	30 juin 2008	31 décembre 2007	Variation	Moyenne	Moyenne	Variation
				1 <sup>er</sup> semestre 2008	1 <sup>er</sup> semestre 2007	
Conseil	2 683	2 632	+2%	2 662	2 638	+1%
Intégration de Systèmes	24 396	25 573	-5%	24 044	24 506	-2%
Infogérance	23 330	23 244	+0%	22 934	22 732	+1%
Structure Groupe	246	256	-4%	228	199	+15%
<b>Total</b>	<b>50 655</b>	<b>51 704</b>	<b>-2%</b>	<b>49 869</b>	<b>50 075</b>	<b>-0%</b>
France	15 380	15 529	-1%	15 490	14 959	+4%
Royaume-Uni	6 356	6 179	+3%	6 246	6 282	-1%
Pays-Bas	8 322	8 398	-1%	8 340	8 380	-0%
Allemagne et Europe Centrale	4 199	4 076	+3%	4 131	3 772	+10%
Autres EMEA	8 658	8 186	+6%	8 447	7 866	+7%
Amériques	2 941	2 630	+12%	2 766	2 637	+5%
Asie Pacifique	4 553	3 973	+15%	4 221	3 334	+27%
Structures Groupe	246	256	-4%	228	199	+15%
<b>Total Groupe hors Italie</b>	<b>50 655</b>	<b>49 227</b>	<b>+3%</b>	<b>49 869</b>	<b>47 429</b>	<b>+5%</b>
Italie		2 477			2 645	
<b>Total</b>	<b>50 655</b>	<b>51 704</b>	<b>-2%</b>	<b>49 869</b>	<b>50 075</b>	<b>-0%</b>

La moyenne des effectifs productifs internes et externes mesurés en équivalents temps plein a augmenté passant de 44 831 au premier semestre 2007 à 47 924 au premier semestre 2008, soit une progression de +7%.

L'Asie Pacifique est la zone pour laquelle la croissance des effectifs a été la plus forte avec +15%, ce qui illustre la stratégie du Groupe d'augmenter la part de ses effectifs offshore dans des pays tels que l'Inde et la Malaisie. En Amérique du Sud, la croissance de +16% par rapport à Décembre 2007 illustre également l'augmentation des effectifs offshore au Brésil.

Les effectifs du Groupe localisés dans les pays à faibles coûts (Inde, Brésil, Maroc, Pologne, Chine, Malaisie, Afrique du Sud, Arménie...) ont au total été de plus de 6 000 personnes à fin juin 2008 soit l'équivalent de 11% des effectifs totaux.

### 7.3 EFFECTIFS PAR REGION AU 30 JUIN 2008



## 7.4 ACTIONNARIAT DES EMPLOYES ET DE LA DIRECTION

Faisant suite au plan d'actionnariat salarial mis en œuvre en 2006 et conformément à la résolution présentée et approuvée lors de l'Assemblée Générale des actionnaires en date du 23 mai 2007, la Société a lancé au troisième trimestre 2007 un nouveau plan d'actionnariat salarial ouvert à plus de 45 000 collaborateurs présents dans 12 pays. 1% du capital social a été souscrit à fin décembre 2007. L'augmentation de capital réservée à ce plan avec une décote de 20% sur le prix du marché de l'action et avec possibilité d'un effet de levier a amené 1 884 collaborateurs à y participer. Cette opération sera renouvelée dans 6 pays en 2008 avec une augmentation de capital de 1% réservée au plan de 2008.

En février et en mars 2008, le Conseil de Surveillance a de nouveau approuvé deux plans d'attribution d'actions gratuites, réservés aux 400 premiers managers du Groupe : le Long Term Incentive Plan (« LTI ») et le Management Investment Plan (« MIP »).

1. Le plan LTI est un plan d'attribution d'actions gratuites dont l'acquisition est principalement conditionnée à la présence dans le Groupe pendant deux ans (ou quatre ans au choix du bénéficiaire dans certains pays) ainsi qu'à l'atteinte d'un objectif financier par le Groupe sur une période de deux ans. Le Conseil de Surveillance a décidé de choisir pour le plan LTI 2008 l'indicateur financier suivant « OMDA – Net capital expenditure » atteint à l'issue des deux prochaines années fiscales 2008 et 2009. Les actions gratuites acquises après deux ans seront soumises à une période d'incessibilité additionnelle de deux ans.

Dans le cadre du LTI, 228 442 actions gratuites (avec une hypothèse d'atteinte de 100% des objectifs financiers) à un cours de marché de 32,87 euros ont été attribuées le 18 mars 2008 à 426 managers.

Ce plan n'est pas dilutif pour les actionnaires car, en avril 2008, Atos Origin a acheté sur le marché 192 000 actions afin de couvrir l'engagement, en complément des actions achetées au titre du LTI 2007 et non affectées en 2007.

2. Le plan MIP est un plan de fidélisation conditionné à un achat de titres Atos Origin. Au terme de la période de souscription, 165 managers ont investi dans 248 306 titres Atos Origin et 248 306 actions gratuites leur ont été attribuées à un cours de marché de 38,69 euros.

L'acquisition des actions gratuites dans le cadre du MIP est conditionnée à la présence dans le Groupe pendant deux ans (ou quatre ans au choix du bénéficiaire dans certains pays) ainsi qu'à la détention des actions achetées pendant une période de deux ans. Les actions gratuites acquises après deux ans seront soumises à une période d'incessibilité additionnelle de deux ans.

Ce plan n'est pas dilutif pour les actionnaires car en mai 2008, Atos Origin a acheté sur le marché 200 000 actions afin de couvrir l'engagement, en complément des actions achetées au titre du MIP et LTI 2007 et non affectées en 2007.

## 8 REVUE FINANCIERE

### 8.1 COMPTE DE RESULTAT

Le Groupe a réalisé un résultat net - part du Groupe de 124,7 millions d'euros pour les six premiers mois de l'année 2008, ce qui représente 4,3% du chiffre d'affaires consolidé sur la période.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	% de rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2007 (6 mois)	% de rentabilité
Marge opérationnelle	124,2	4,3%	117,7	4,1%
Autres produits et charges opérationnels	66,8	2,3%	-10,0	-0,3%
Résultat opérationnel	191,0	6,7%	107,7	3,7%
Résultat financier	-6,5		-7,3	
Charge d'impôt	-56,4		-37,6	
Part des minoritaires et associés	-3,4		-5,5	
<b>Résultat net – part du Groupe</b>	<b>124,7</b>	<b>4,3%</b>	<b>57,3</b>	<b>2,0%</b>
<b>Résultat net retraité – part du Groupe (*)</b>	<b>76,2</b>	<b>2,7%</b>	<b>63,5</b>	<b>2,2%</b>

(\*) Défini ci-après

#### 8.1.1 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes. Elle correspond à 4,3% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe sur la période.

#### 8.1.2 Résultat opérationnel

Le principal impact de la période sur le résultat opérationnel correspond à une reprise de provision non récurrente pour engagements de retraite d'un montant de 63,6 millions d'euros suite aux modifications apportées aux régimes de retraites au Royaume-Uni.

La finalisation de l'accord « New Deal » a conduit à la signature le 31 mars 2008 d'un « Acte de modification » par les administrateurs indépendants des fonds de pension des entités du groupe situées au Royaume-Uni, aux termes duquel :

- les régimes à prestations définies sont arrêtés à partir 1er avril 2008, ce qui entraîne un gain lié à la réduction des régimes de 3,5 millions d'euros (GBP 2,7 millions) ;
- l'indexation des droits à retraite accumulés avant 1997 est supprimée pour le futur, à l'exception d'une indexation exceptionnelle des pensions de 5% en 2008, conduisant à une réduction des passifs correspondants de 60,1 millions d'euros (GBP 46,4 millions).

Pour le reste, le résultat opérationnel est essentiellement impacté par une charge de 6,0 millions d'euros au titre du plan de réorganisation et de rationalisation, notamment en France dans le cadre du programme 3o3. Cette charge a été compensée par un produit de 5,1 millions d'euros résultant de l'arrêt en 2007 du contrat NHS Diagnostics portant sur des prestations de services médicaux.

Ainsi, le résultat opérationnel du premier semestre 2008 ressort à 191,0 millions d'euros, représentant 6,7% du chiffre d'affaires consolidé sur la période.

### 8.1.3 Résultat financier

Le résultat financier du groupe sur la période s'est élevé à -6,5 millions d'euros sur la période, incluant le coût net de l'endettement financier et les charges financières hors exploitation.

Le coût net de l'endettement financier s'est élevé à 13,5 millions d'euros sur la base d'un endettement net moyen de 489 millions d'euros au cours de la période. Le coût moyen de l'endettement ressort à 5,84% sur la période avant couverture de taux sur dettes financières (5,52% après). La marge opérationnelle couvre 9 fois le coût net de l'endettement financier de la période, alors que les engagements financiers de couverture, compris dans les modalités de la facilité de crédit, imposent que ce ratio ne soit pas inférieur à 4.

Le résultat financier comprend 7,0 millions d'euros d'autres produits financiers qui sont principalement liés aux engagements de retraite et correspondent à la différence positive entre le rendement attendu des actifs de préfinancement et le coût des intérêts.

### 8.1.4 Charge d'impôt

La charge d'impôt a été calculée en appliquant le taux effectif moyen estimé pour la période annuelle, en accord avec la norme comptable internationale *IAS 34 Information financière intermédiaire*.

Le taux effectif d'impôt s'élève à 30,6% au 30 juin 2008. En comparaison avec l'année dernière, ce taux est moins élevé en raison de la cession des activités en Italie au début de l'année 2008 qui avaient un taux d'imposition très élevé notamment en raison du calcul d'un impôt sur la valeur ajoutée. Sur le long terme, à périmètre constant, le taux d'impôt devrait s'élever à 30%.

### 8.1.5 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sont constitués de participations détenues dans Atos Euronext Market Solutions (50%) et dans Atos Worldline Processing Services en Allemagne (42%).

### 8.1.6 Résultat net retraité

Le résultat net - Part du Groupe - avant éléments anormaux et peu fréquents (nets d'impôt) s'est élevé à 76,2 millions d'euros, soit 2,7% du chiffre d'affaires consolidé et en croissance de +20% par rapport à la même période l'année dernière.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008	Semestre clos le 30 juin 2007
<b>Résultat net - Part du Groupe</b>	<b>124,7</b>	<b>57,3</b>
Restructuration et rationalisation	-6,0	-29,4
Pertes de valeur sur actifs à long terme et autres	7,4	-5,3
Plus / (moins) values de cessions	0,2	21,6
Reprise de provisions de bilan d'ouverture devenues sans objet (*)	65,2	3,1
Total des éléments inhabituels	66,8	-10,0
Effet d'impôt	-18,3	3,8
<b>Total des éléments inhabituels, net d'impôt</b>	<b>48,5</b>	<b>-6,2</b>
<b>Résultat net retraité Part du Groupe</b>	<b>76,2</b>	<b>63,5</b>

(\*) Incluant l'impact de 64 millions d'euros lié à l'accord « New deal » expliqué en 8.1.2

## 8.2 RESULTAT NET PAR ACTION

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008	% de rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2007	% de rentabilité
<b>Résultat net – Part du Groupe</b>	<b>124,7</b>	<b>4,3%</b>	<b>57,3</b>	<b>2,0%</b>
<b>Résultat net retraité – Part du Groupe</b>	<b>76,2</b>	<b>2,7%</b>	<b>63,5</b>	<b>2,2%</b>
Nombre moyen pondéré d'actions	69 711 112		68 898 338	
Nombre moyen pondéré d'actions, dilué (*)	69 829 042		69 136 128	
<b>RNPA (Résultat net par action)</b>	<b>1,79</b>		<b>0,83</b>	
<b>RNPA dilué</b>	<b>1,79</b>		<b>0,83</b>	
<b>RNPA retraité</b>	<b>1,09</b>		<b>0,92</b>	
<b>RNPA dilué retraité</b>	<b>1,09</b>		<b>0,92</b>	

(\*) Avec impact de la dilution uniquement

Sur la base d'un nombre moyen pondéré de 69 711 112 actions en circulation au cours du premier semestre 2008, le résultat net par action - part du Groupe ressort à 1,79 euro.

Sur la base d'un nombre moyen pondéré dilué de 69 829 042 actions, le résultat net par action dilué - part du Groupe ressort également à 1,79 euro.

Sur la base du résultat net retraité de 76,2 millions d'euros, le résultat par action - part du Groupe s'est élevé à 1,09 euro.

## 8.3 FLUX DE TRESORERIE ET ENDETTEMENT NET

Le Groupe a débuté l'exercice avec un endettement net de 338 millions d'euros.

Le flux de trésorerie net s'élève au 30 juin 2008 à -176,2 millions d'euros contre -148,3 millions d'euros au 30 juin 2007. Cette évolution résulte principalement des éléments suivants :

- une hausse de l'excédent brut opérationnel qui est en ligne avec l'augmentation de la marge opérationnelle ;
- le paiement d'un montant de 66 millions d'euros suite à l'accord sur les plans de retraite au Royaume Uni ;
- l'augmentation sur la période du besoin en fonds de roulement en raison de facteurs saisonniers : elle se situe à hauteur de 106 millions d'euros au 30 juin 2008 ;
- une forte diminution des dépenses d'investissements opérationnels qui ne représentent plus que 4,9% du chiffre d'affaires consolidé contre 5,8% l'an dernier ;
- l'impact sur l'endettement net de la sortie de périmètre des activités italiennes (+37,8 millions d'euros).

Retraité de l'incidence des plans de retraite des entités britanniques, le flux de trésorerie net progresse de 38 millions par rapport au 30 juin 2007.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008	Semestre clos le 30 juin 2007
<b>EBO (Marge opérationnelle avant amortissements et dépréciation)</b>	<b>211,0</b>	<b>200,9</b>
Investissements opérationnels nets	-141,3	-168,8
<b>Capacité d'autofinancement opérationnelle</b>	<b>69,7</b>	<b>32,1</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	-105,7	-94,8
Impôts payés	-26,2	-17,1
Intérêts financiers nets versés (y compris le crédit-bail)	-13,7	-12,5
Charges de restructuration et de rationalisation	-42,8	-43,0
Accords UK pensions "New Deal"	-66,0	-
Investissements financiers nets	38,8	22,9
Autres variations (*)	-30,3	-35,9
<b>Flux de trésorerie net</b>	<b>-176,2</b>	<b>-148,3</b>
<b>Endettement net d'ouverture</b>	<b>-338,0</b>	<b>-360,3</b>
<b>Endettement net de clôture</b>	<b>-514,2</b>	<b>-508,6</b>

(\*) Les autres variations correspondent aux augmentations de capital, aux dividendes versés aux minoritaires, aux écarts de change, à la participation des salariés français transférée en fonds d'emprunt, aux autres éléments opérationnels décaissés (excluant les charges de restructuration et de rationalisation et les pensions UK "New Deal") et aux autres éléments financiers décaissés.

### 8.3.1 Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du besoin en fonds de roulement est négative sur la période et s'élève à -105,7 millions d'euros, en raison de l'effet cumulé de facteurs saisonniers négatifs, tels que le versement des primes annuelles, et d'une hausse du délai de règlement clients dont le ratio en nombre de jours est passé de 67 jours au 31 décembre 2007 à 73 jours au 30 juin 2008.

### 8.3.2 Investissements opérationnels

L'an dernier, les dépenses d'investissements s'élevaient à 168,8 millions d'euros sur le premier semestre et intégraient d'importants investissements pour plus de 50 millions d'euros, liés à de nouveaux contrats signés par l'activité Infogérance.

Les investissements opérationnels s'élèvent pour le 1<sup>er</sup> semestre 2008 à 141,3 millions. Une partie de ce montant est lié au programme 3o3 pour 21,5 millions d'euros (14,5 millions d'euros pour du matériel informatique d'exploitation et 7 millions d'euros pour des licences de logiciels afin de permettre l'industrialisation des process de l'activité Intégrations de Systèmes).

Les principales zones d'activité contribuant aux dépenses d'investissement sont l'Europe centrale pour 21,3 millions d'euros (dont 14 millions d'euros de matériel informatique d'exploitation), le Royaume-Uni pour 20,8 millions d'euros (liés en intégralité à l'amélioration du service rendu aux clients) ; les Pays-Bas pour 21,1 millions d'euros (dont 12 millions d'euros concernent des capacités de stockage des centres informatiques) et AEMS pour 20 millions d'euros (concernent principalement l'activité des opérations de Bourse qui est en cours de cession).

### 8.3.3 Autres variations

Les autres variations incluent principalement l'achat d'actions d'autocontrôle (14,5 millions d'euros) liées au pré-financement des « Management Investment and Long-Term Incentive Plans » et les différences de change des monnaies étrangères sur les emprunts à long et moyen terme (14,2 millions d'euros).

### 8.3.4 Investissements financiers nets

Les investissements financiers nets intègrent principalement la sortie en trésorerie nette des activités italiennes cédées en début d'année 2008 pour un montant de 37,8 millions d'euros.

### 8.3.5 Convenances bancaires

Le Groupe respecte les limites de ses convenances bancaires avec un ratio de levier financier (endettement net divisé par EBO) de 1,2 à la fin juin 2008. Le ratio de levier financier consolidé ne doit pas être supérieur à 2,5 selon les termes de la facilité de crédit renouvelable multidevises du crédit syndiqué en vigueur.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008	Semestre clos le 30 juin 2007
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>124,2</b>	<b>117,7</b>
Amortissements des immobilisations	113,0	105,6
Dotations nettes aux provisions	-35,2	-28,8
Valeur nette comptable des actifs cédés/mis au rebut	2,9	1,5
Options de souscriptions d'actions et assimilées	6,1	4,9
<b>EBO (Marge opérationnelle avant amortissements et dépréciations)</b>	<b>211,0</b>	<b>200,9</b>
<b>Endettement net de clôture</b>	<b>-514,2</b>	<b>-508,6</b>
<b>Ratio de levier financier</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>

Le ratio de couverture des intérêts financiers consolidé (marge opérationnelle divisée par le coût de l'endettement financier net) était de 9 à fin juin 2008, et ne doit pas être inférieur à 4 jusqu'à l'échéance de la facilité de crédit renouvelable multidevises.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008	Semestre clos le 30 juin 2007	Convenances 2008
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>124,2</b>	<b>117,7</b>	
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>-13,5</b>	<b>-12,5</b>	
<b>Ratio de couverture du coût de l'endettement financier net par la marge opérationnelle</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>&gt; 4</b>

## 8.4 RESULTAT DE LA SOCIETE MERE

Le résultat avant impôts de la société mère s'élève à 33 millions d'euros au premier semestre 2008, à comparer avec une perte de 25 millions d'euros au premier semestre 2007.

## **9 RESULTATS FINANCIERS**

### **9.1 Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information semestrielle 2008**

### **9.2 Etats financiers consolidés résumés**

9.2.1 Compte de résultat consolidé

9.2.2 Bilan consolidé

9.2.3 Tableau des flux de trésorerie consolidés

9.2.4 Variation des capitaux propres consolidés

9.2.5 Notes annexes aux états financiers consolidés résumés au 30 juin 2008

- Préambule
- Bases de préparation et principes comptables significatifs
- Notes annexes aux comptes consolidés résumés

## 9.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2008

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Atos Origin, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 29 juillet 2008  
Les Commissaires aux Comptes,

### **Deloitte & Associés**

Jean-Paul Picard

---

Jean-Marc Lumet

---

**Grant Thornton**  
*Membre français de Grant Thornton International*

Jean-Pierre Colle

---

Vincent Frambourt

---

## 9.2 ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

### 9.2.1 Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2007 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2007 (12 mois)
<b>Chiffre d'affaires</b>	Note 3	<b>2 863,7</b>	<b>2 890,0</b>	<b>5 855,4</b>
Charges de personnel	Note 4	-1 569,5	-1 601,1	-3 166,9
Charges opérationnelles	Note 5	-1 170,0	-1 171,2	-2 417,0
<b>Marge opérationnelle</b>		<b>124,2</b>	<b>117,7</b>	<b>271,5</b>
<b>En % du chiffre d'affaires</b>		<b>4,3%</b>	<b>4,1%</b>	<b>4,6%</b>
Autres produits et charges opérationnels	Note 6	66,8	-10,0	-134,7
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>191,0</b>	<b>107,7</b>	<b>136,8</b>
<b>En % du chiffre d'affaires</b>		<b>6,7%</b>	<b>3,7%</b>	<b>2,3%</b>
Coût de l'endettement financier net		-13,5	-12,5	-28,6
Autres produits et charges financiers		7,0	5,2	14,6
Résultat financier	Note 7	-6,5	-7,3	-14,0
Charge d'impôt	Note 8	-56,4	-37,6	-59,9
Quote-part du résultat net des entreprises associées		0,0	0,0	0,1
<b>Résultat net</b>		<b>128,1</b>	<b>62,8</b>	<b>63,0</b>
Dont:				
- <b>Part du Groupe</b>		<b>124,7</b>	<b>57,3</b>	<b>48,2</b>
- Intérêts minoritaires	Note 9	3,4	5,5	14,8

(en euros et en nombre d'actions)

<b>Résultat net par action - Part du Groupe</b>	Note 10			
Nombre moyen pondéré d'actions		69 711 112	68 898 338	68 946 489
<b>Résultat net par action - Part du Groupe</b>		<b>1,79</b>	<b>0,83</b>	<b>0,70</b>
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		69 829 042	69 136 128	69 141 410
<b>Résultat net dilué par action - Part du Groupe</b>		<b>1,79</b>	<b>0,83</b>	<b>0,70</b>

## 9.2.2 Bilan consolidé

(en millions d'euros)	ACTIF	Notes	30 juin 2008	31 décembre 2007	30 juin 2007
Goodwill		Note 11	1 818,9	1 867,8	2 042,3
Immobilisations incorporelles			80,2	74,9	121,6
Immobilisations corporelles			459,7	437,0	442,1
Actifs financiers non courants			88,6	70,9	52,1
Instruments financiers non courants		Note 17	0,9	-	0,6
Impôts différés actifs			205,9	247,0	266,7
<b>Total des actifs non courants</b>			<b>2 654,2</b>	<b>2 697,6</b>	<b>2 925,4</b>
Clients et comptes rattachés		Note 12	1 640,6	1 459,8	1 753,1
Impôts courants			25,2	13,7	35,0
Autres actifs courants			198,7	176,4	273,0
Instruments financiers courants		Note 17	0,7	1,1	1,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie		Note 13	197,6	348,0	184,3
<b>Total des actifs courants</b>			<b>2 062,8</b>	<b>1 999,0</b>	<b>2 246,5</b>
<b>Actifs destinés à être cédés</b>			<b>290,3</b>	<b>468,5</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>			<b>5 007,3</b>	<b>5 165,1</b>	<b>5 171,9</b>

(en millions d'euros)	PASSIF		30 juin 2008	31 décembre 2007	30 juin 2007
Capital social			69,7	69,7	69,0
Primes			1 329,6	1 329,5	1 306,8
Réserves consolidées			281,2	271,3	264,9
Ecarts de conversion			-92,4	-27,2	27,1
Résultat de l'exercice			124,7	48,2	57,3
Capitaux propres – Part du Groupe			1 712,8	1 691,5	1 725,1
Intérêts minoritaires		Note 9	167,9	172,9	169,1
<b>Total capitaux propres</b>			<b>1 880,7</b>	<b>1 864,4</b>	<b>1 894,2</b>
Provisions retraites et assimilées		Note 14	237,6	394,5	446,2
Provisions non courantes		Note 15	97,6	101,3	117,8
Passifs financiers		Note 16	512,5	443,7	463,7
Impôts différés passifs			73,8	68,5	53,0
Instruments financiers non courants		Note 17	0,8	-	-
Autres passifs non courants			1,0	1,2	1,1
<b>Total des passifs non courants</b>			<b>923,3</b>	<b>1 009,2</b>	<b>1 081,8</b>
Fournisseurs et comptes rattachés		Note 18	616,2	566,1	669,3
Impôts courants			56,4	44,0	86,9
Provisions courantes		Note 15	74,3	125,2	103,4
Instruments financiers courants		Note 17	4,4	1,3	1,9
Part à moins d'un an des passifs financiers		Note 16	199,3	242,3	229,2
Autres passifs courants		Note 19	1 139,0	1 066,9	1 105,2
<b>Total des passifs courants</b>			<b>2 089,6</b>	<b>2 045,8</b>	<b>2 195,9</b>
<b>Passifs directement liés à des actifs destinés à être cédés</b>			<b>113,7</b>	<b>245,7</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>			<b>5 007,3</b>	<b>5 165,1</b>	<b>5 171,9</b>

### 9.2.3 Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Notes (*)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2007 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2007 (12 mois)
<b>Résultat net part du Groupe</b>		<b>124,7</b>	<b>57,3</b>	<b>48,2</b>
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	5	113,0	105,6	223,0
Dotations nettes aux provisions d'exploitation		-35,1	-28,8	-18,0
Dotations nettes aux provisions financières		-10,1	-8,1	-18,0
Dotations nettes aux autres provisions opérationnelles		-168,1	-13,9	-8,6
Pertes de valeur des actifs long terme		-	-	47,1
Plus et moins-values de cessions d'immobilisations		-0,5	-23,0	-31,9
Charges nettes liées aux options de souscription d'actions et assimilées	4	6,1	4,9	18,8
Intérêts minoritaires et entreprises associées	9	3,4	5,5	14,7
Instruments financiers		2,0	0,3	-0,7
Intérêts financiers	7	13,5	12,5	28,6
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		56,4	37,7	59,9
<b>Flux de trésorerie avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôt</b>		<b>105,3</b>	<b>150,0</b>	<b>363,1</b>
Impôts payés		-26,2	-17,1	-48,3
Variation du besoin en fonds de roulement		-105,7	-94,8	29,6
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>-26,6</b>	<b>38,1</b>	<b>344,4</b>
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-139,6	-169,1	-322,7
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		2,8	1,3	22,3
Investissement d'exploitation net		-136,8	-167,8	-300,4
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		-3,2	2,7	-7,4
Trésorerie des sociétés acquises durant l'exercice		0,3	0,2	0,2
Encaissements liés aux cessions financières		4,0	25,3	28,0
Trésorerie des sociétés cédées durant l'exercice		-11,2	-5,3	-5,5
Investissements financiers nets		-10,1	22,8	15,3
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>-146,9</b>	<b>-145,0</b>	<b>-285,1</b>
Augmentation de capital		-	-	-
Augmentation de capital liée à l'exercice d'options de souscription d'actions		0,1	2,1	26,1
Rachats et reventes d'actions propres		-14,5	-20,6	-20,6
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-3,3	-2,1	-3,4
Souscription de nouveaux emprunts		166,4	22,8	30,5
Remboursement d'emprunts à long et à moyen terme		-93,0	-152,4	-162,5
Intérêts financiers nets versés (y compris le crédit-bail)		-13,7	-12,5	-28,6
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>42,0</b>	<b>-162,7</b>	<b>-158,5</b>
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>-131,5</b>	<b>-269,6</b>	<b>-99,2</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>		<b>348,0</b>	<b>453,9</b>	<b>453,9</b>
Variation de trésorerie		-131,5	-269,6	-99,2
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie		-18,9	-	-6,7
<b>Trésorerie à la clôture</b>		<b>197,6</b>	<b>184,3</b>	<b>348,0</b>

(\*) Pour réconciliation avec la variation de l'endettement net et le flux de trésorerie par destination présentés dans les notes.

## 9.2.4 Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Nombre d'actions à la clôture (en milliers)	Capital Social	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Éléments constatés directement en capitaux propres	Résultat net part du Groupe	Capitaux propres – Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2007</b>	<b>68 881</b>	<b>68,9</b>	<b>1 304,2</b>	<b>538,1</b>	<b>29,6</b>	<b>-1,5</b>	<b>-264,4</b>	<b>1 674,9</b>	<b>165,5</b>	<b>1 840,4</b>
* Augmentation de capital	103	0,1	2,6					2,7		2,7
* Ecart de conversion					-2,5			-2,5	-0,2	-2,7
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				-264,4			264,4	0,0		0,0
* Options de souscription d'actions et assimilées				4,9				4,9		4,9
* Achat d'actions propres				-19,5		5,9		-13,6		-13,6
* Variations de juste valeur des instruments financiers						1,4		1,4		1,4
* Résultat net de la période							57,3	57,3	5,5	62,8
* Autres								0,0	-1,7	-1,7
<b>Situation au 30 juin 2007</b>	<b>68 984</b>	<b>69,0</b>	<b>1 306,8</b>	<b>259,1</b>	<b>27,1</b>	<b>5,8</b>	<b>57,3</b>	<b>1 725,1</b>	<b>169,1</b>	<b>1 894,2</b>
* Augmentation de capital	726	0,7	22,7					23,4		23,4
* Ecart de conversion					-54,3			-54,3	-4,7	-59,0
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent								0,0		0,0
* Options de souscription d'actions et assimilées				13,9				13,9		13,9
* Achat d'actions propres				-1,1		-5,9		-7,0		-7,0
* Variations de juste valeur des instruments financiers						-0,5		-0,5		-0,5
* Résultat net de la période							-9,1	-9,1	9,3	0,2
* Autres								0,0	-0,8	-0,8
<b>Situation au 31 décembre 2007</b>	<b>69 710</b>	<b>69,7</b>	<b>1 329,5</b>	<b>271,9</b>	<b>-27,2</b>	<b>-0,6</b>	<b>48,2</b>	<b>1 691,5</b>	<b>172,9</b>	<b>1 864,4</b>
* Augmentation de capital	5		0,1					0,1		0,1
* Ecart de conversion					-65,2			-65,2	-5,0	-70,2
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				48,2			-48,2	0,0		0,0
* Dividendes				-27,9				-27,9	-3,7	-31,6
* Options de souscription d'actions et assimilées				6,1				6,1		6,1
* Achat d'actions propres				-14,5				-14,5		-14,5
* Variations de juste valeur des instruments financiers						-2,0		-2,0		-2,0
* Résultat net de la période							124,7	124,7	3,4	128,1
* Autres								0,0	0,3	0,3
<b>Situation au 30 Juin 2008</b>	<b>69 715</b>	<b>69,7</b>	<b>1 329,6</b>	<b>283,8</b>	<b>-92,4</b>	<b>-2,6</b>	<b>124,7</b>	<b>1 712,8</b>	<b>167,9</b>	<b>1 880,7</b>

## 9.2.5 Notes annexes aux états financiers consolidés résumés au 30 juin 2008

### 9.2.5.1 Préambule

Les états financiers semestriels consolidés résumés de la Société au 30 juin 2008 (6 mois) comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble constituant le "Groupe") et les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint ou une influence notable.

Ces états financiers intermédiaires consolidés résumés ont été présentés par le Directoire au Conseil de Surveillance le 28 juillet 2008.

### 9.2.5.2 Bases de préparation et principes comptables significatifs

#### Bases de préparation

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés au 30 juin 2008 (6 mois) sont établis conformément à la norme *IAS 34 Information financière intermédiaire*. Ils correspondent à des états financiers intermédiaires résumés, et ne comprennent pas toute l'information nécessaire aux états financiers annuels. Les états financiers intermédiaires consolidés résumés au 30 juin 2008 sont donc à lire de manière conjointe avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2007.

Les principes comptables appliqués par le Groupe sont conformes aux normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2008. Les normes en question sont disponibles sur le site internet suivant : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission).

#### Changements dans les principes comptables

Les principes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers intermédiaires consolidés résumés au 30 juin 2008 sont identiques à ceux appliqués dans les états financiers consolidés publiés au 31 décembre 2007.

Les principes comptables appliqués par le Groupe ne sont pas différents des normes et interprétations adoptées par l'IASB. En effet, les seules normes et interprétations non encore adoptées par l'Union Européenne, et applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, sont IFRIC 12 et IFRIC 14, qui ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les comptes consolidés.

Aucune nouvelle norme ou interprétation n'a été publiée, qui aurait été d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, à l'exception d'IFRIC 11 *Actions propres et transactions intra-groupes*, qui n'a pas eu d'effet sur les états financiers intermédiaires consolidés résumés.

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés ne tiennent pas compte :

- des nouvelles normes, interprétations et amendements de normes existantes non encore approuvées par l'Union Européenne, notamment :
  - IAS 1 *Présentation des états financiers (révisée)*
  - IAS 32 et IAS 1 *Amendement relatif aux instruments financiers remboursables et aux obligations en cas de liquidation*
  - IAS 23 *Coûts d'emprunt (révisée)*
  - IFRS 2 *Amendements relatifs aux conditions d'acquisition et aux annulations*
  - IFRS 3 *révisée suite au projet « Business Combinations phase II »*
  - IAS 27 *révisée suite au projet « Business Combinations phase II »*
  - IFRIC 12 *Accords de concessions de services*
  - IFRIC 13 *Programmes de fidélisation des clients*
  - IFRIC 14 *Limitation de l'actif au titre des prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction.*
- des projets de normes à l'état d'exposé-sondage au niveau de l'International Accounting Standards Board (IASB)

- des normes et interprétations publiées par l'IASB, adoptées par l'Union Européenne mais applicables aux exercices ouverts postérieurement au 30 juin 2008, limitées à *IFRS 8 Segments opérationnels*.

A la date d'arrêté des comptes, l'impact potentiel sur les états financiers intermédiaires consolidés résumés de l'application de cette interprétation n'est pas disponible.

#### Estimations comptables et jugements

La préparation des états financiers intermédiaires en accord avec la norme IAS 34 requiert, de la part de la Direction, l'utilisation de jugements, d'estimations, et d'hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur le montant des actifs, passifs, produits et charges comptabilisés dans les états financiers, ainsi que sur les informations figurant en annexe sur les actifs et passifs éventuels en date d'arrêté. Les estimations, les hypothèses et les jugements qui pourraient entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable d'actifs et de passifs au cours du prochain exercice sont essentiellement liés à :

**La perte de valeur du goodwill :** Le goodwill fait au minimum annuellement l'objet de tests de perte de valeur, conformément aux principes comptables exposés ci-dessous. Les valeurs recouvrables des Unités Génératrices de Trésorerie sont déterminées sur la base de calculs de valeurs d'utilité. Ces calculs nécessitent l'utilisation d'estimations.

**La reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts liés aux contrats à long terme :** Le chiffre d'affaires et les coûts associés, y compris les pertes à terminaison prévues, sont évalués conformément aux principes comptables exposés ci-dessous. Les coûts totaux prévus des contrats sont fondés sur des hypothèses opérationnelles (prévisions de volume et de variation des coûts de production) qui ont une incidence directe sur le niveau de chiffre d'affaires et les éventuelles pertes à terminaison comptabilisées.

#### Méthodes de consolidation

**Filiales :** Les filiales sont toutes les entités sur lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle, qui se caractérise par le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, généralement mais non systématiquement accompagné de la détention de plus de la moitié des droits de vote. L'existence et les effets des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles, le pouvoir de nommer la majorité des membres des organes de Direction et l'existence de droits de veto sont autant d'éléments pris en compte pour déterminer si le Groupe contrôle une entité. Les filiales sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale, à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle ce contrôle cesse d'exister.

**Coentreprises :** Les participations du Groupe dans des entités contrôlées conjointement sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. L'existence de pacte d'actionnaires et de contrats de gérance d'exploitation est prise en compte dans la détermination de l'exercice du contrôle conjoint.

**Entreprises associées :** Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, sans pour autant les contrôler ou les contrôler conjointement, généralement mais non systématiquement accompagnée de la détention de 20% à 50% des droits de vote. Les participations dans des entreprises associées sont comptabilisées par mise en équivalence.

#### Information sectorielle

L'organisation opérationnelle du Groupe est basée sur les régions, elles-mêmes divisées en zones géographiques. Le premier niveau d'information sectorielle correspond donc aux zones géographiques et le second niveau à celui des lignes de services.

#### Règles de présentation

**Actifs et passifs courants et non-courants :** Les actifs et passifs courants sont ceux que le Groupe s'attend à réaliser, consommer ou régler durant le cycle d'exploitation normal, lequel peut s'étendre au-delà des 12 mois suivant la clôture de l'exercice. Tous les autres actifs et passifs sont non-courants.

Les actifs et passifs courants, à l'exclusion de la part à court terme des emprunts, des créances financières et des provisions, constituent le besoin en fonds de roulement du Groupe.

**Actifs et passifs détenus en vue de la vente ou activités abandonnées :** Les actifs et les passifs détenus en vue de la vente et les activités abandonnées sont présentés sur une ligne distincte à l'actif et au passif du bilan, sans retraitement des périodes antérieures. Ils sont évalués au plus bas de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des coûts de cession.

Les actifs et les passifs non-courants sont classés comme « détenus en vue de la vente » si leur valeur comptable est susceptible d'être recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par une utilisation continue. Cette condition n'est considérée comme remplie que lorsque la vente est hautement probable et lorsque les actifs et les passifs sont immédiatement disponibles à la vente en l'état.

Si ces actifs et passifs représentaient une ligne de service complète ou un secteur géographique, le bénéfice ou la perte provenant de ces activités serait alors présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

#### Conversion des comptes libellés en monnaies étrangères

Les postes du bilan des sociétés situées en dehors de la zone euro sont convertis en euros aux taux de change en vigueur à la clôture. Les postes du compte de résultat sont convertis sur la base des cours de change moyens de la période. Les écarts de conversion résultant de la variation des taux de change sur le bilan et le compte de résultat sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres sous la rubrique « Ecart de conversion ».

Le Groupe ne consolide aucune entité exerçant ses activités dans une économie hyper inflationniste.

#### Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties en monnaie fonctionnelle aux taux de change du jour de l'opération. Les gains et les pertes de change résultant du règlement de ces transactions et de la conversion au taux de change de clôture des actifs et des passifs monétaires libellés en monnaies étrangères, sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique « Autres produits et charges financiers », sauf si la comptabilité de couverture est appliquée dans les conditions prévues au paragraphe « Actifs financiers – Instruments financiers dérivés ».

#### Regroupements d'entreprises et goodwill

Un regroupement d'activités peut impliquer l'achat des titres d'une autre entité, où l'achat de tout ou partie des éléments d'actifs nets d'une autre entité qui, ensemble, constituent une ou plusieurs activités.

Les contrats de services majeurs avec transfert d'effectifs et d'actifs, et qui permettent au Groupe de développer ou d'améliorer de manière significative sa position concurrentielle au sein d'un secteur d'activité ou d'une zone géographique, sont comptabilisés comme des regroupements d'entreprises.

Le goodwill représente l'excédent du coût du regroupement d'entreprises, comprenant les frais de transaction directement attribuables au regroupement selon IFRS 3, sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis à la date du regroupement.

Le goodwill n'est pas amorti et fait l'objet de tests de dépréciation au minimum une fois par an, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Le goodwill est affecté aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) aux fins des tests de dépréciation. Une UGT se définit comme le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Les UGT correspondent aux zones géographiques dans lesquelles le Groupe exerce ses activités. La valeur recouvrable d'une UGT représente la valeur la plus élevée entre sa juste valeur, nette des coûts de cession et sa valeur d'utilité déterminée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Lorsque cette valeur est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée dans le résultat opérationnel. La perte de valeur est imputée en premier lieu à la valeur comptable du goodwill affecté aux UGT et le reliquat de la perte est, le cas échéant, affecté aux autres actifs à long terme de l'unité.

### Immobilisations incorporelles autres que le goodwill

Les immobilisations incorporelles autres que le goodwill sont principalement constituées de logiciels et de licences d'utilisation acquis directement par le Groupe, de logiciels et de relations commerciales acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, ainsi que des coûts de développement de logiciels, dans la mesure où ils satisfont aux conditions suivantes :

- les coûts peuvent être attribués aux logiciels identifiés et évalués de manière fiable ;
- la faisabilité technique du logiciel est démontrée ;
- le Groupe a l'intention et la capacité d'achever le développement du logiciel et de l'utiliser ou de le vendre ;
- il est probable que des avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe.

Une fois les conditions ci-dessus réunies, la majorité des coûts de développement de logiciels ont déjà été encourus. Par conséquent, la plupart des coûts de développement de logiciels sont comptabilisés en charges opérationnelles dès qu'ils sont supportés. Dans le cadre des activités de BPO (Business Process Outsourcing) les coûts de développement et d'adaptation de logiciels sont capitalisés en immobilisations incorporelles lorsqu'ils sont engagés après la signature du contrat avec le client. Ils sont généralement amortis sur la durée du contrat.

Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité attendue qui en général ne dépasse pas 5 à 7 ans pour les logiciels, et 10 ans pour les relations commerciales acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, l'amortissement correspondant est comptabilisé en charges opérationnelles.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition hors charges financières et sont amorties linéairement sur les durées d'utilité suivantes :

- Constructions 20 ans
- Agencements et installations 5 à 10 ans
- Matériel informatique 3 à 5 ans
- Matériel de transport 4 ans
- Matériel et mobilier de bureau 5 à 10 ans

### Contrats de location

Les contrats de location d'actifs pour lesquels le Groupe conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en contrats de location-financement. Les actifs ainsi loués sont capitalisés au début du contrat à la valeur la plus faible entre leur juste valeur et la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les actifs acquis dans le cadre de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilité ou sur la durée du contrat si celle-ci est plus courte.

Les contrats de location pour lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en contrats de location simple.

### Perte de valeur des actifs autres que le goodwill

Les actifs amortissables sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée pour l'excès de la valeur comptable sur la valeur recouvrable.

### Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

**Participations dans des sociétés non-consolidées :** Le Groupe détient des titres de sociétés sur lesquelles il n'exerce ni influence notable ni contrôle. Les participations dans des sociétés non-consolidées sont analysées comme étant des actifs financiers disponibles à la vente et sont comptabilisées à leur juste valeur. La juste valeur des actions cotées correspond à leur cours de clôture. En l'absence d'un marché actif pour les actions, les participations dans des sociétés non-

consolidées sont comptabilisées au coût historique. Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des éléments objectifs mettant en évidence son caractère durable. Les critères financiers les plus communément utilisés pour déterminer la juste valeur sont les perspectives de résultats et de capitaux propres.

Les gains et les pertes provenant des variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente sont comptabilisés dans les capitaux propres en tant qu'« Eléments constatés directement en capitaux propres ». S'il est démontré que la perte de valeur est durable, elle est inscrite au compte de résultat en « Autres produits et charges financiers ».

**Prêts et créances clients** : Les prêts sont classés dans les actifs financiers non courants.

Les prêts et les créances clients sont initialement comptabilisés à leur juste valeur puis, ultérieurement, à leur coût amorti.

La valeur nominale représente habituellement la juste valeur initiale des créances clients. Dans le cas d'un paiement différé à plus d'un an les créances clients sont actualisées si l'effet de cette actualisation est significatif. Le cas échéant, une provision est constituée de manière individuelle pour prendre en compte d'éventuels problèmes de recouvrement.

Certains contrats de services relèvent du traitement comptable des contrats de location s'ils accordent aux clients un droit d'usage d'un actif en contrepartie de loyers perçus dans le cadre du revenu global du contrat. Le Groupe est alors considéré comme un bailleur à l'égard de ses clients. Dès lors que cette location transfère aux clients les risques et avantages inhérents à la propriété du bien, le Groupe enregistre une créance financière au titre de la location-financement. Cette créance financière est alors classée dans le bilan en « Clients et comptes rattachés » pour la partie qui sera réalisée dans les 12 mois et en « Actifs financiers non courants » pour la partie qui sera réalisée au-delà de 12 mois.

**Cession d'actifs financiers** : Les cessions d'actifs financiers pour lesquels le Groupe conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs transférés, ne satisfont pas aux critères nécessaires à la déconsolidation. Une dette est comptabilisée pour la contrepartie financière reçue. Les actifs transférés et la dette financière sont évalués à leur coût amorti.

**Instruments financiers dérivés** : Les instruments dérivés sont inscrits au bilan à leur juste valeur en tant qu'actifs et passifs financiers. Les variations de leur juste valeur sont enregistrées au compte de résultat dans le résultat financier, sauf s'ils sont éligibles à la comptabilité de couverture, selon laquelle :

- pour la couverture de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée dans le compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments de couverture,

- pour la couverture de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement dans les capitaux propres en tant qu'« Eléments constatés directement en capitaux propres ». La variation de valeur de la partie inefficace est comptabilisée dans les « Autres produits et charges financiers ». Les montants figurant en capitaux propres sont transférés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des éléments couverts.

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de dépôts bancaires et de SICAV monétaires qui sont convertibles à court terme en liquidités et qui ne sont exposées à aucun risque de perte de valeur significatif. Les SICAV monétaires sont comptabilisées à leur juste valeur ; les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat dans la rubrique « Autres produits et charges financiers ».

#### Actions propres

Les actions Atos Origin détenues par la Société mère sont inscrites à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres consolidés. En cas de cession, les plus ou moins values ainsi que les effets d'impôts correspondants sont enregistrés en variation des capitaux propres consolidés.

### Retraites et avantages similaires

Les régimes d'avantages sociaux octroyés par le Groupe comportent des plans à cotisations définies et à prestations définies.

Les charges liées aux régimes à cotisations définies sont constatées au compte de résultat du Groupe sur la base des cotisations versées ou dues au titre de l'exercice où les services afférents ont été rendus par les bénéficiaires.

L'évaluation des engagements du Groupe au titre des régimes à prestations définies s'effectue sur la base d'une méthode actuarielle unique dite des « unités de crédit projetées ». Cette méthode repose notamment sur une projection des niveaux de retraites futures à verser aux salariés du Groupe, en anticipant les effets de leurs augmentations de salaires futures. Elle nécessite par ailleurs la formulation d'hypothèses spécifiques, détaillées en note 14, qui sont périodiquement mises à jour, en liaison étroite avec les actuaires externes qualifiés utilisés par le Groupe.

Les actifs de préfinancement externes généralement constitués au sein d'entités légales séparées sont évalués à leur juste valeur, mesurée en date de clôture.

D'un exercice à l'autre, les différences constatées entre le niveau attendu des passifs et des actifs liés aux régimes de retraite et leur niveau réel sont cumulées au niveau de chaque régime pour former les écarts actuariels. Ces écarts peuvent provenir soit de changements d'hypothèses actuarielles, soit d'écarts dits d'expérience qui sont créés par la non réalisation, au cours de l'exercice, des hypothèses retenues à la fin de l'exercice précédent.

Le Groupe n'a pas à ce jour déterminé son option finale en matière de reconnaissance des écarts actuariels, pour lesquels la norme IAS 19 prévoit désormais une possibilité de reconnaissance par imputation aux capitaux propres. En application de la méthode dite du « corridor », le Groupe continue donc à ne reconnaître, au compte de résultat, que les écarts actuariels cumulés dépassant une marge de fluctuation normale fixée à 10% du montant, en date de clôture, des engagements ou, s'il est supérieur, des actifs de préfinancement. Cet amortissement s'effectue sur la durée de vie active résiduelle des bénéficiaires de chaque régime, ce qui correspond également, en général, à l'horizon de financement des prestations octroyées au travers des régimes.

L'évaluation des obligations de retraite est très sensible aux évolutions des taux d'intérêt à long terme qui servent de référence aux taux d'actualisation devant être utilisés. De manière à refléter plus fidèlement les évolutions significatives du marché, le Groupe a pris l'option d'actualiser, dans ses comptes intermédiaires, l'évaluation des engagements de retraite et des actifs financiers dédiés de ses principaux régimes de retraite, en cas d'évolutions significatives des taux d'intérêt à long terme.

Le coût des régimes d'avantages sociaux est reconnu dans le résultat opérationnel du Groupe, à l'exception des charges liées à la désactualisation des provisions, nettes des rendements financiers attendus des actifs de préfinancement, qui sont comptabilisées en autres produits et charges financiers.

### Provisions

Des provisions sont comptabilisées si le Groupe a une obligation actuelle (juridique, réglementaire, contractuelle ou implicite) résultant d'événements passés, pour laquelle il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont actualisées lorsque l'impact de la valeur temps est significatif. La réévaluation de l'effet de l'actualisation réalisée à chaque arrêté est constatée en charges financières.

### Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, nette des frais d'émission. Les emprunts sont ultérieurement valorisés à leur coût amorti. Le calcul du taux d'intérêt effectif prend en compte les paiements d'intérêts et l'amortissement des frais d'émission.

Les frais d'émission d'emprunt sont amortis en charges financières sur la durée de vie de l'emprunt. La valeur résiduelle des frais d'émission remboursés par anticipation est comptabilisée en charge de l'exercice au cours duquel le remboursement intervient.

Les découverts bancaires sont enregistrés dans la partie courante des emprunts. Le Groupe ne capitalise pas les coûts d'emprunt en tant qu'éléments du coût des actifs acquis.

#### Engagements d'acquisition de participations minoritaires

Les engagements d'achat fermes ou conditionnels de participations détenues par des actionnaires minoritaires dans des filiales sont, sous certaines conditions, assimilés à un achat d'actions et enregistrés dans les passifs financiers avec pour contrepartie une réduction des intérêts minoritaires. Lorsque la valeur de rachat excède le montant des participations minoritaires, le Groupe a choisi de comptabiliser la différence en goodwill. Toute variation supplémentaire de la juste valeur de l'engagement d'achat de participations minoritaires sera également enregistrée en goodwill.

#### Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le Groupe fournit à la fois des services informatiques et des services de Business Process Outsourcing (BPO). En fonction de la structure du contrat (prestations en régie ou au forfait), le chiffre d'affaires est reconnu selon les principes suivants :

Le chiffre d'affaires des prestations en régie, basées sur des unités d'oeuvres informatiques vendues, est reconnu au fur et à mesure que les prestations sont réalisées.

Le chiffre d'affaires des prestations au forfait (dans les activités de « Conseil » ou « d'Intégration de Systèmes ») est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon le degré d'avancement, lorsque le résultat à terminaison peut être déterminé de manière fiable. L'avancement est déterminé par comparaison des coûts cumulés engagés, à une date donnée, aux coûts totaux prévus du contrat. Les prestations relatives à ces contrats figurent au bilan sous la rubrique « Clients et comptes rattachés » pour la part des produits à recevoir et en « Autres passifs courants » pour la part des produits constatés d'avance. Lorsque le résultat d'un contrat au forfait ne peut être estimé de façon fiable, le chiffre d'affaires n'est reconnu que dans la limite des coûts du contrat encourus qui seront probablement recouvrables.

Le chiffre d'affaires des contrats long-terme d'Infogérance est reconnu lorsque le service est rendu.

Le Groupe effectue, de manière régulière et en cas de survenance de circonstances particulières, des analyses de rentabilité des contrats de services afin de déterminer si les dernières estimations de chiffres d'affaires, coûts et profits nécessitent d'être révisées. Si, à tout moment, ces estimations montrent qu'un contrat sera déficitaire, une perte à terminaison est comptabilisée immédiatement dans son intégralité, par le biais d'une provision pour pertes à terminaison.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé net des coûts des fournisseurs, lorsque le Groupe agit comme un agent entre le client et le fournisseur. Les indicateurs généralement considérés pour déterminer si le Groupe agit ou non comme un agent sont notamment la responsabilité contractuelle vis-à-vis du client, la responsabilité du risque de crédit et du risque de niveau de services, ainsi que le fait que le Groupe apporte ou non une valeur ajoutée aux prestations ou aux produits du fournisseur.

Le Groupe est amené à signer des contrats de services à éléments multiples, pouvant correspondre à une combinaison de différents services. Le chiffre d'affaires est reconnu de manière séparée pour chacun des éléments, lorsqu'ils font l'objet d'une négociation séparée, le client et le Groupe ont eu la possibilité d'accepter ou de rejeter la part du contrat afférent à chacun des éléments et les produits et les coûts de chaque élément peuvent être identifiés. Un ensemble de contrats est regroupé et traité comme un seul et unique contrat, lorsque cet ensemble de contrats est négocié comme un marché global, les contrats sont si étroitement liés qu'ils font, de fait, partie d'un projet unique avec une marge globale et les contrats sont exécutés simultanément ou à la suite l'un de l'autre, sans interruption.

Les paiements aux clients effectués à la signature de contrats sont enregistrés dans les autres actifs courants et amortis linéairement sur la durée du contrat en réduction du chiffre d'affaires.

Les paiements reçus des clients à la signature de contrats sont enregistrés dans les autres passifs courants et repris linéairement sur la durée du contrat en augmentation du chiffre d'affaires.

#### Coûts de transition

Les coûts relatifs aux prestations d'Infogérance sont généralement comptabilisés en charge lorsqu'ils surviennent. Néanmoins, certains coûts de transition encourus au cours de la phase initiale du contrat d'Infogérance peuvent être différés et comptabilisés en charge sur la durée du contrat, à condition que ces coûts soient recouvrables. Les coûts de transition capitalisés figurent au bilan sous la rubrique « Clients et comptes rattachés » et leur amortissement au compte de résultat en « charges opérationnelles ».

Dans le cas où le contrat devient déficitaire, les coûts de transition capitalisés sont dépréciés à hauteur de la perte prévue, et une provision complémentaire pour perte à terminaison est constatée si nécessaire.

#### Autres produits et charges opérationnels

Les « Autres produits et charges opérationnels » sont constitués des produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents. Ils sont présentés après la marge opérationnelle.

Les provisions pour restructurations sont classées dans le compte de résultat en fonction de la nature de la restructuration:

- Les restructurations directement liées aux activités opérationnelles sont classées dans la marge opérationnelle;
- Les restructurations liées aux regroupements d'entreprises ou considérées comme des plans de grande échelle et anormaux sont classées dans le résultat opérationnel.

Lors de la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises, le Groupe peut être amené à enregistrer des provisions (risques, litiges, etc.) dans le bilan d'ouverture. Au-delà du délai d'affectation du goodwill de 12 mois, les reprises de provisions inutilisées correspondant à des changements d'estimations sont comptabilisées dans le compte de résultat en « Autres produits et charges opérationnels ».

Les « Autres produits et charges opérationnels » incluent également les litiges majeurs, les plus et moins-values de cessions non récurrentes sur immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur des actifs non financiers, et tout autre produit ou charge considéré comme inhabituel, anormal, et peu fréquent.

#### Paiements fondés sur des actions

Des options de souscription d'actions représentant des paiements fondés sur des actions dénoués en instruments de capitaux propres sont régulièrement attribuées aux dirigeants et à certains employés. Ces transactions sont évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution en utilisant le modèle binomial de valorisation des options. Les variations de juste valeur des options après la date d'attribution n'ont aucun impact sur la valorisation initiale. La juste valeur des options est comptabilisée linéairement en « Charges de personnel » pendant la période d'acquisition des droits, en contrepartie des capitaux propres.

Dans certaines juridictions fiscales, les entités du Groupe perçoivent une déduction fiscale lorsque les options sont exercées, sur la base du cours de l'action du Groupe à la date d'exercice.

Des actifs d'impôts différés sont enregistrés pour tenir compte de la différence entre la base fiscale des services reçus des employés à cette date (montant admis en déduction par les administrations fiscales au titre des périodes ultérieures), et leur valeur comptable, égale à zéro. Les actifs d'impôts différés sont estimés sur la base du cours de l'action du Groupe à chaque date de clôture et comptabilisés en impôts sur les résultats. Si le montant de déduction fiscale (ou de déduction fiscale future estimée) excède le montant du cumul des charges de rémunération liées, l'excédent de l'impôt différé associé est enregistré directement dans les capitaux propres.

Les Plans d'actionnariat salarié permettent aux employés de souscrire à des actions du Groupe à un prix incluant une décote. Les actions sont soumises à une période d'incessibilité de cinq ans. La méthode d'évaluation de la charge de ces plans prend en compte :

- le prix d'exercice correspondant à la moyenne des 20 derniers cours d'ouverture de Bourse précédant la date d'attribution ;
- la décote de 20% octroyée aux salariés ;
- l'incessibilité des actions attribuées aux salariés pendant une période de cinq ans dans la mesure où cela affecte le prix que paierait un intervenant du marché bien informé et consentant pour ces actions ;
- la date d'attribution des droits qui est la date d'annonce du plan et de ses termes et conditions (y compris le prix d'exercice) aux salariés.

La charge de ces plans est constatée en totalité en « Charges de personnel », à la clôture de la période de souscription.

Le Groupe a également mis en place des plans d'attribution d'actions gratuites au bénéfice de ses dirigeants et de certains de ses employés. La juste valeur de ces plans est égale à la valeur des actions gratuites à la date d'attribution, en tenant compte du taux de rotation du personnel sur la période d'acquisition des droits et de la valorisation de la restriction durant la période d'incessibilité éventuelle. Ces plans donnent lieu à la constatation d'une charge de personnel étalée sur la période d'acquisition des droits.

#### Charge d'impôts

La charge d'impôts inclut les impôts exigibles et les impôts différés.

Dans le cadre des comptes semestriels, la charge d'impôts du Groupe a été déterminée sur la base du taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice. Ce taux est appliqué au « Résultat net avant impôts ». Le taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice est déterminé en fonction de la charge d'impôts prévue compte tenu des prévisions de résultat du Groupe pour l'exercice.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés au niveau d'une même entité fiscale lorsqu'elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants ainsi comptabilisés. Les actifs d'impôts différés correspondant aux différences temporaires et aux pertes fiscales reportées sont comptabilisés lorsqu'ils sont considérés comme étant recouvrables pendant leur période de validité, en tenant compte d'informations historiques et prévisionnelles.

Les impôts différés passifs sur les différences temporaires liées au goodwill sont comptabilisés dans la mesure où les différences temporaires ne résultent pas de la comptabilisation initiale du goodwill.

#### Résultat par action

Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat par action dilué est calculé en divisant le résultat net (part du Groupe), ajusté du coût financier (net d'impôt) des instruments de dette dilutifs, par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, majoré du nombre moyen d'actions qui, selon la méthode du rachat d'actions, auraient été émises si tous les instruments dilutifs émis avaient été convertis (souscription d'actions ou obligations convertibles).

L'effet dilutif de chaque instrument convertible est déterminé en recherchant la dilution maximale du résultat de base par action. L'effet dilutif des options de souscription d'actions est évalué sur la base du cours moyen de l'action Atos Origin sur la période.

### 9.2.5.3 Notes annexes aux comptes consolidés résumés

#### **Note 1 Variations du périmètre de consolidation**

##### *Acquisition :*

En février 2008, le Groupe a annoncé l'acquisition de 97,25% du capital de Tempos 21, au travers de sa filiale Atos Origin SAE (Espagne) pour un montant de 0,2 million d'euros. Cette société a été

consolidée dans les comptes du Groupe à partir du 1<sup>er</sup> février 2008 et représente un chiffre d'affaires de 2,1 millions d'euros et un résultat net de -0,8 million d'euros sur la période.

*Cession :*

Le 30 janvier 2008, le Groupe a finalisé la vente de ses activités italiennes à Engineering. Les entités italiennes ont réalisé en janvier un chiffre d'affaires de 19,6 millions d'euros et un résultat net de -1,3 million d'euros. La moins value de cession s'élève à -8,5 millions d'euros. Par conséquent, un gain de 1,4 million d'euros correspondant à une reprise sur perte de valeur a été constaté dans la rubrique « Autres produits et charges opérationnels ».

**Note 2 Actifs et passifs destinés à être cédés**

Le 12 décembre 2007, la Groupe a annoncé la signature d'un accord de principe pour l'acquisition par NYSE Euronext de la participation de 50% détenue par Atos Origin dans Atos Euronext Market Solutions (AEMS). Le produit de la vente devrait excéder la valeur nette comptable des actifs cédés, et de ce fait, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée lors du reclassement de ces opérations en actifs et passifs destinés à la vente.

Sur le premier semestre 2008, cette activité représentait un chiffre d'affaires de 99 millions d'euros pour un effectif de 398 employés (le chiffres d'affaires 2007 s'élevait à 317,4 millions d'euros dont 105,1 millions d'euros sur le premier semestre). L'impact du reclassement dans le bilan de clôture s'est élevé à 290,3 millions d'euros au titre des actifs et 113,7 millions d'euros au titre des passifs.

(En millions d'euros)	AEMS	30 juin 2008	Italie	AEMS	31 décembre 2007
<b>Actifs et passifs destinés à être cédés</b>					
Goodwill	128,2	128,2	-	128,2	128,2
Actifs incorporels	35,7	35,7	0,1	38,5	38,6
Actifs corporels	29,3	29,3	0,1	25,3	25,4
Actifs financiers	3,3	3,3	0,1	3,4	3,5
Impôts différés actifs	12,3	12,3	-	13,6	13,6
<b>Total des actifs non courants</b>	<b>208,8</b>	<b>208,8</b>	<b>0,3</b>	<b>209,0</b>	<b>209,3</b>
Actifs courants	81,5	81,5	157,4	101,8	259,2
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>290,3</b>	<b>290,3</b>	<b>157,7</b>	<b>310,8</b>	<b>468,5</b>
Impôts différés passifs	7,5	7,5	0,1	7,7	7,8
Provisions pour retraites	2,8	2,8	28,2	2,6	30,8
Provisions pour risques et charges	6,3	6,3	10,9	7,2	18,1
Passifs courants	97,1	97,1	89,8	99,2	189,0
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>113,7</b>	<b>113,7</b>	<b>129,0</b>	<b>116,7</b>	<b>245,7</b>

La position nette de trésorerie d'AEMS s'élève à 120,2 millions d'euros et n'a pas été reclassée en « actifs et passifs destinés à être cédés » du fait de la centralisation des positions de trésorerie du Groupe.

Le 11 juillet 2008, le Groupe Atos Origin a signé avec NYSE Euronext un accord final matérialisant les engagements conclus le 11 décembre 2007 dans le protocole d'accord. La finalisation de la transaction est soumise à un certain nombre de conditions suspensives et en particulier à un avis favorable du Conseil de la Concurrence de la DGCCRF. La position de la DGCCRF est attendue pour le début du mois d'août.

### Note 3 Information sectorielle

#### Premier niveau d'information sectorielle – Information par secteur géographique

L'organisation opérationnelle du Groupe est divisée en sept secteurs géographiques :

#### Secteurs géographiques

- France
- Pays-Bas
- Royaume-Uni
- Allemagne et Europe Centrale
- Autres pays européens, Moyen-Orient et Afrique
- Amériques
- Asie-Pacifique

#### Pays

- France
- Pays-Bas
- Royaume-Uni
- Allemagne, Suisse, Pologne, Autriche
- Belgique, Luxembourg, Italie, Espagne, Portugal, Andorre, Grèce, Turquie, Maroc, Afrique du Sud, Suède
- Etats-Unis, Mexique, Argentine, Brésil, Chili, Pérou, Colombie
- Chine, Taiwan, Japon, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Indonésie, Inde

Les transferts et les transactions entre les différents secteurs sont effectués dans des conditions commerciales normales qui seraient également applicables à des tierces parties non liées.

- Semestre clos le 30 juin 2008 :

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni	Pays-Bas	Allemagne et Europe Centrale	Autres EMEA	Amériques	Asie-Pacifique	Non affecté (1)	Elimination	Total Groupe
<b>Compte de résultat</b>										
Chiffre d'affaires par secteur	859,5	507,5	539,7	316,9	459,1	90,6	90,4			2 863,7
%	30,0%	17,7%	18,8%	11,1%	16,0%	3,2%	3,2%			100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	14,2	44,5	19,8	14,4	22,4	4,1	24,3		-143,7	-
Total Chiffre d'affaires	873,7	552,0	559,5	331,3	481,5	94,7	114,7		-143,7	2 863,7
<b>Marge opérationnelle avant affectation des frais de structure</b>	<b>33,9</b>	<b>31,7</b>	<b>46,9</b>	<b>26,1</b>	<b>40,8</b>	<b>1,0</b>	<b>-4,9</b>	<b>-51,3</b>		<b>124,2</b>
%	3,9%	6,3%	8,7%	8,2%	8,9%	1,1%	-5,4%			4,3%
Affectation des frais de structure	-17,7	-10,6	-12,7	-7,2	-5,1	-2,4	-2,3	58,0		
%	-2,1%	-2,1%	-2,4%	-2,3%	-1,1%	-2,6%	-2,5%			
Marge opérationnelle après affectation des frais de structure	16,2	21,1	34,2	18,9	35,7	-1,4	-7,2	6,7		124,2
%	1,9%	4,2%	6,3%	6,0%	7,8%	-1,5%	-8,0%			4,3%
<b>Résultat opérationnel avant affectation des frais de structure</b>	<b>30,6</b>	<b>100,5</b>	<b>46,1</b>	<b>25,8</b>	<b>42,6</b>	<b>1,0</b>	<b>-4,9</b>	<b>-50,7</b>		<b>191,0</b>
%	3,6%	19,8%	8,5%	8,1%	9,3%	1,2%	-5,4%			6,7%
Résultat avant impôts										184,5
Charge d'impôt										-56,4
Résultat net										128,1

(1) Frais de structure non alloués par secteur géographique

- Semestre clos le 30 juin 2007 :

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni	Pays-Bas	Allemagne et Europe Centrale	Autres EMEA	Amériques	Asie-Pacifique	Non affecté (1)	Elimination	Total Groupe
<b>Compte de résultat</b>										
Chiffre d'affaires par secteur	806,8	528,3	547,5	292,6	523,1	118,1	73,6			2 890,0
%	27,9%	18,3%	18,9%	10,1%	18,1%	4,1%	2,6%			100%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	17,4	32,8	15,3	8,3	32,5	5,5	20,6		-132,4	-
Total Chiffre d'affaires	824,2	561,1	562,8	300,9	555,6	123,6	94,2		-132,4	2 890,0
<b>Marge opérationnelle avant affectation des frais de structure</b>	<b>30,2</b>	<b>15,2</b>	<b>56,4</b>	<b>21,3</b>	<b>30,1</b>	<b>4,7</b>	<b>6,1</b>	<b>-46,3</b>		<b>117,7</b>
%	3,7%	2,9%	10,3%	7,3%	5,8%	4,0%	8,3%			4,1%
Affectation des frais de structure	-7,8	-5,5	-6,0	-3,2	-2,8	-1,6	-1,1	28,0		
%	-1,0%	-1,0%	-1,1%	-1,1%	-0,5%	-1,4%	-1,5%			
Marge opérationnelle après affectation des frais de structure	22,4	9,7	50,4	18,1	27,3	3,1	5,0	-18,3		117,7
%	2,8%	1,8%	9,2%	6,2%	5,2%	2,6%	6,8%			4,1%
<b>Résultat opérationnel avant affectation des frais de structure</b>	<b>31,0</b>	<b>18,3</b>	<b>56,6</b>	<b>39,2</b>	<b>7,2</b>	<b>5,5</b>	<b>6,0</b>	<b>-56,1</b>		<b>107,7</b>
%	3,8%	3,5%	10,3%	13,4%	1,4%	4,7%	8,2%			3,7%
Résultat avant impôts										100,4
Charge d'impôt										-37,6
Résultat net										62,8

(1) Frais de structure non alloués par secteur géographique

Deuxième niveau d'information sectorielle – Information par ligne de services

- Semestre clos le 30 juin 2008 :

(en millions d'euros)	Conseil	Intégration de Systèmes	Infogérance	Non affecté (1)	Total Groupe
Chiffre d'affaires	178,7	1 130,7	1 554,3		2 863,7
Marge opérationnelle avant affectation des frais de structure	8,0	39,2	115,4	-38,4	124,2
Marge en %	4,5%	3,5%	7,4%		4,3%

(1) Frais de structure non alloués par ligne de services

- Semestre clos le 30 juin 2007 :

(en millions d'euros)	Conseil	Intégration de Systèmes	Infogérance	Non affecté (1)	Total Groupe
Chiffre d'affaires	189,2	1 167,8	1 533,0		2 890,0
Marge opérationnelle avant affectation des frais de structure	11,5	39,4	104,4	-37,6	117,7
Marge en %	6,1%	3,4%	6,8%		4,1%

(1) Frais de structure non alloués par ligne de services

#### Note 4 Charges de personnel

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)		Semestre clos le 30 juin 2007 (6 mois)		Exercice clos le 31 décembre 2007 (12 mois)	
		% du chiffre d'affaires		% du chiffre d'affaires		% du chiffre d'affaires
Salaires	-1 208,9	-42,2%	-1 229,7	-42,6%	-2 421,6	-41,4%
Charges sociales	-342,1	-11,9%	-357,5	-12,4%	-696,5	-11,9%
Taxes, formation, intéressement et participation	-34,0	-1,2%	-29,2	-1,0%	-60,8	-1,0%
Options de souscription d'actions et assimilées	-6,1	-0,2%	-4,9	-0,2%	-17,5	-0,3%
Dotations nettes aux provisions pour charges de personnel	1,2	0,0%	11,5	0,4%	13,7	0,2%
Dotation nette aux provisions pour retraite	20,4	0,7%	8,7	0,3%	15,9	0,3%
<b>Total</b>	<b>-1 569,5</b>	<b>-54,8%</b>	<b>-1 601,1</b>	<b>-55,4%</b>	<b>-3 166,9</b>	<b>-54,1%</b>

Les options de souscription d'actions et assimilées sont constituées de 1,9 million d'euros liés aux plans d'options de souscriptions d'actions octroyés sur la période et les années précédentes, ainsi que 4,2 millions d'euros liés aux « Management Investment Plan et Long-Term Incentive Plan » mis en place en 2008 et 2007.

##### « 2008 Long-Term Incentive Plan »

Le Groupe a mis en place le 18 mars 2008 un plan d'incitation à long terme appelé « 2008 Long-Term Incentive Plan » dont les dispositions sont comparables à celles du plan mis en place en 2007.

Dans le cadre de ce nouveau plan, 228 442 actions ont été ainsi attribuées. Le cours à la date d'attribution de ces actions était de 32,87 euros. Le but de ce plan est de motiver les salariés et de renforcer la capacité du Groupe à atteindre des objectifs financiers ambitieux, en ligne avec la création de valeur pour les actionnaires.

La période d'acquisition des droits est de :

- 2 ans suivis par une période d'incessibilité des actions de 2 ans, ou ;
- 4 années sans période d'incessibilité ultérieure.

L'attribution des actions est sujette aux conditions suivantes :

- l'atteinte par le Groupe de certains objectifs financiers ;
- l'atteinte d'objectifs individuels ;
- la présence du bénéficiaire au sein du Groupe tout au long de la période d'acquisition des droits.

Le nombre d'actions attribuées pourra varier sur une échelle de 0 à 3 selon le niveau de performance atteint.

Le Groupe a enregistré une charge de 0,8 million d'euros au titre de ce plan au cours du premier semestre 2008. Le coût estimé pour l'année 2008 est de 2,2 millions d'euros. Sur une base annuelle, le coût de ce plan a été estimé à 2,8 millions d'euros.

##### « 2008 Management Investment Plan »

Le Groupe a mis en place le 15 mai 2008 un plan d'attribution d'actions gratuites appelé « Management Investment Plan », par lequel des actions gratuites seront attribuées sous condition d'achat d'un nombre équivalent d'actions. Les dispositions de ce plan sont comparables à celles du plan mis en place en 2007.

Dans le cadre du plan 2008, 248 306 actions ont ainsi été attribuées. Le cours à la date d'attribution de ces actions était de 38,69 euros. L'objectif de ce plan est de promouvoir l'actionnariat salarié et de faciliter la fidélisation du personnel.

La période d'acquisition des droits est de:

- 2 ans suivis par une période d'incessibilité des actions de 2 ans, ou ;
- 4 années sans période d'incessibilité ultérieure.

L'attribution des actions est sujette à une condition de présence au sein du Groupe et à la détention des actions Atos Origin tout au long de la période d'acquisition des droits. L'investissement initial du salarié est bloqué pendant deux ans.

Le Groupe a enregistré une charge de 0,5 million d'euros au titre de ce plan au cours du premier semestre 2008. Le coût estimé pour l'année 2008 est de 2,5 millions d'euros. Sur une base annuelle, le coût de ce plan a été estimé à 4,0 millions d'euros.

#### Méthodologie utilisée

En accord avec le communiqué publié par le CNC (Conseil National de la Comptabilité), le calcul de la charge relative aux plans MIP et LTI prend en compte, le cas échéant, le coût pour le salarié de l'incessibilité des actions pendant deux ans, calculé en fonction des paramètres suivants :

- Taux d'intérêt sans risque: 5,1%
- Spread de crédit: 1,00%
- Coût du prêt-emprunt: 1,5%
- Taux de rotation du personnel: 4%

#### « 2007 Long-Term Incentive Plan et Management Incentive Plan »

Les charges de personnel du premier semestre 2008 intègrent l'impact lié aux plans mis en place en 2007 : le nombre d'actions gratuites attribuées a été ajusté en tenant compte du départ de certains bénéficiaires.

Les charges liées aux plans s'analysent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2007 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2007 (12 mois)
LTI 2008	0,8		
MIP 2008	0,5		
LTI 2007	0,9	0,3	1,8
MIP 2007	2,0	0,2	2,0
<b>Total</b>	<b>4,2</b>	<b>0,5</b>	<b>3,8</b>

#### « 2008 plan d'options de souscriptions d'actions »

Sur la période, en lieu et place des plans LTI et MIP 2008, le Groupe a octroyé aux membres du directoire un nouveau plan de souscriptions d'actions portant sur un total de 190 000 options. La charge relative aux options de souscriptions d'actions s'élève pour l'année 2008 à 1,8 million d'euros, dont 0,4 million d'euros au titre du premier semestre 2008.

Les options sont exerçables à un cours égal à la moyenne des 20 derniers cours de clôture précédant la date d'attribution. La période d'acquisition des droits est progressive : les options confèrent un droit de souscription chaque année sur une période de 2 ans. Une période d'embargo est prévue pour la durée pendant laquelle les lois et règlements en vigueur dans le pays de résidence des employés ou dans le pays de l'employeur créent des charges sociales ou un effet d'impôt défavorable à Atos Origin ou à l'employé. Les options des employés qui quittent le Groupe avant la fin de la période d'acquisition des droits sont perdues sauf dans le cas de circonstances exceptionnelles prédéfinies.

	10 Mars 2008	
	Plan français	Plan étranger
Cours des options à la date d'attribution	33,32	33,32
Prix d'exercice	34,7255	34,7255
Volatilité attendue	31,0%	33,0%
Durée de vie attendue	60 mois	48 mois
Taux de rendement sans risque	3,79%	3,74%
Rendement attendu de l'action	1%	1%
Juste valeur des options attribuées	9,66	9,06

### Note 5 Charges opérationnelles

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2007 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Exercice clos le 31 décembre 2007 (12 mois)	% du chiffre d'affaires
Achat pour revente et royalties	-95,2	-3,3%	-141,4	-4,9%	-241,7	-4,1%
Sous-traitance	-393,8	-13,7%	-357,7	-12,4%	-747,6	-12,8%
Coûts et maintenance des locaux et matériel	-114,9	-4,0%	-123,5	-4,3%	-246,7	-4,2%
Moyens de production	-208,1	-7,3%	-206,8	-7,2%	-458,2	-7,8%
Télécommunications	-59,7	-2,1%	-56,9	-2,0%	-119,8	-2,0%
Transports et déplacements	-79,4	-2,8%	-67,6	-2,3%	-141,0	-2,4%
Impôts et taxes, autres que l'impôt sur les sociétés	-11,7	-0,4%	-8,0	-0,3%	-8,1	-0,1%
Autres charges	-104,9	-3,7%	-110,8	-3,8%	-208,4	-3,6%
<b>Sous-total charges</b>	<b>-1 067,7</b>	<b>-37,3%</b>	<b>-1 072,7</b>	<b>-37,1%</b>	<b>-2 171,5</b>	<b>-37,1%</b>
Amortissement des immobilisations	-113,0	-3,9%	-105,6	-3,7%	-223,0	-3,8%
Valeur nette comptable des actifs cédés/mis au rebut	-2,9	-0,1%	-1,5	-0,0%	-10,9	-0,2%
Dotation nette aux provisions pour actif courant	0,0	-0,0%	-1,0	-0,0%	-2,0	-0,0%
Dotation nette aux provisions	13,6	0,5%	9,6	0,3%	-9,6	-0,2%
<b>Sous-total amortissements et provisions</b>	<b>-102,3</b>	<b>-3,6%</b>	<b>-98,5</b>	<b>-3,4%</b>	<b>-245,5</b>	<b>-4,2%</b>
<b>Total</b>	<b>-1 170,0</b>	<b>-40,9%</b>	<b>-1 171,2</b>	<b>-40,5%</b>	<b>-2 417,0</b>	<b>-41,3%</b>

### Note 6 Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2007 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2007 (12 mois)
Charges de restructuration et de rationalisation	-6,0	-29,4	-97,7
Reprises de provisions de bilan d'ouverture sans objet	65,2	3,1	10,1
Plus et moins-values de cessions d'actifs	0,2	21,6	21,0
Perte de valeur d'actifs à long terme et autres	7,4	-5,3	-68,1
<b>Total</b>	<b>66,8</b>	<b>-10,0</b>	<b>-134,7</b>

Le principal impact de la période correspond à la reprise de provision pour engagements retraite d'un montant de 63,6 millions d'euros suite aux modifications apportées aux régimes de retraites au Royaume-Uni.

La finalisation de l'accord « New Deal » a conduit à la signature, le 31 mars 2008, d'un « Acte de modification » par les administrateurs indépendants des fonds de pension des entités du Groupe situées au Royaume, aux termes duquel :

- les régimes à prestations définies sont arrêtés à partir 1er avril 2008, ce qui entraîne un gain lié à la réduction des régimes de 3,5 millions d'euros (GBP 2,7 millions) ;
- l'indexation des droits à retraite accumulés avant 1997 est supprimée pour le futur, à l'exception d'une indexation exceptionnelle des pensions de 5% en 2008, conduisant à une réduction des passifs correspondants de 60,1 millions d'euros (GBP 46,4 millions).

La charge de 6 millions d'euros relative aux plans de réorganisation et de rationalisation se rapporte au programme 3o3 et concerne principalement la France.

Le produit sur les valeurs d'actifs à long terme intègre un produit de 5,1 millions d'euros résultant du contrat NHS Diagnostics portant sur des prestations de services médicaux, et à un ajustement positif de 1,4 million d'euros de la moins value de cession enregistrée en 2007 sur la cession des activités Italiennes résultant de la finalisation de la vente.

### **Note 7 Résultat financier**

#### Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2007 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2007 (12 mois)
<b>Charges d'intérêt sur opérations de financement</b>	<b>-14,6</b>	<b>-14,2</b>	<b>-28,9</b>
Intérêts financiers liés aux locations-financement	-1,1	-0,9	-1,6
Résultat des cessions d'équivalents de trésorerie	1,4	1,8	2,4
Résultat des couvertures de taux sur dettes financières	0,8	0,8	-0,5
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>-13,5</b>	<b>-12,5</b>	<b>-28,6</b>

L'endettement net moyen des six premiers mois de l'année 2008 s'élève à 489 millions d'euros, pour un coût net d'endettement net financier de 5,84% avant couverture de taux sur dettes financières, et de 5,52% après couverture de taux sur dettes financières.

#### Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2007 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2007 (12 mois)
Produits / (Charges) de change et couvertures liées	-3,0	-3,2	-3,5
Gain/(perte) lié à la réévaluation des contrats de change à leur valeur de marché	0,2	-0,1	0,1
Autres produits / (charges) financiers	10,7	8,6	17,9
Charges financières d'actualisation	-0,9	-0,1	0,1
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>7,0</b>	<b>5,2</b>	<b>14,6</b>

Les 10,7 millions d'euros d'autres produits financiers sont liés aux engagements retraites et correspondent à la différence positive entre le rendement attendu des actifs de préfinancement et le coût des intérêts.

### **Note 8 Charge d'impôt**

La charge d'impôt a été calculée en appliquant le taux effectif attendu sur l'année complète de 30,6%, contre 37,5% au premier semestre 2007.

L'an dernier, le taux d'impôt était impacté par les entités italiennes, où l'impôt est basé sur la valeur ajoutée, alors que les opérations italiennes généraient des pertes, à la fois opérationnelles et liées aux coûts de restructuration. Les activités italiennes ont été cédées début 2008 et cela explique la baisse du taux d'imposition.

#### Note 9 Intérêts minoritaires

(en millions d'euros)	31 décembre 2007	Résultat 2008	Autres	30 juin 2008
Atos Euronext Market Solutions	163,0	1,6	-5,2	159,4
Atos Worldline Processing GmbH	5,7	1,2	-2,3	4,6
Autres	4,2	0,6	-0,9	3,9
<b>Total</b>	<b>172,9</b>	<b>3,4</b>	<b>-8,4</b>	<b>167,9</b>

#### Note 10 Résultat net par action

Les instruments dilutifs sont constitués des options de souscription d'actions qui n'entraînent aucun retraitement du résultat net servant au calcul du résultat net par action dilué.

La réconciliation entre le résultat par action et le résultat dilué par action est la suivante :

	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2007 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2007 (12 mois)
<b>Résultat net – Part du Groupe [a]</b>	<b>124,7</b>	<b>57,3</b>	<b>48,2</b>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation [b]	69 711 112	68 898 338	68 946 489
Impact des instruments dilutifs [c]	117 930	237 791	194 921
Nombre moyen pondéré dilué d'actions [d]=[c]+[b]	69 829 042	69 136 128	69 141 410
<b>Résultat net par action en euros [a]/ [b]</b>	<b>1,79</b>	<b>0,83</b>	<b>0,70</b>
Résultat net par action dilué en euros [a]/ [d]	1,79	0,83	0,70

Le nombre total moyen d'options de souscription d'actions non exercées à fin juin 2008 s'élève à 6 095 888 actions, dont 117 930 ont un effet dilutif sur le résultat par action.

#### Note 11 Goodwill

(en millions d'euros)	31 décembre 2007	Acquisitions/ dépréciations	Cessions	Autres	Variations de change	30 juin 2008
Valeur brute	2 394,7			-0,9	-70,1	2 323,7
Perte de valeur	-398,7				22,1	-376,6
Sous Total	<b>1 996,0</b>			<b>-0,9</b>	<b>-48,0</b>	<b>1 947,1</b>
Reclassements en actifs destinés à être cédés	<b>-128,2</b>					<b>-128,2</b>
Valeur nette	<b>1 867,8</b>			<b>-0,9</b>	<b>-48,0</b>	<b>1 818,9</b>

Le goodwill est affecté aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) identifiées selon les secteurs géographiques. Le montant recouvrable d'une UGT est déterminé sur la base de calculs des valeurs d'utilité. Ces calculs utilisent des projections de flux de trésorerie basées sur des données budgétaires approuvées par la Direction et couvrant une période de trois ans.

Sur le premier semestre 2008, le bilan consolidé du Groupe a été impacté de façon significative par la baisse de la livre sterling par rapport à l'euro. Cette évolution du cours de change a généré une diminution en valeur nette du goodwill de 48 millions d'euros depuis le 31 décembre 2007.

Les taux d'intérêts ayant fortement augmenté sur les marchés financiers sur la période (au-delà des 0,5 points de sensibilité sur le taux d'actualisation mis en évidence par l'analyse faite en décembre

2007 sur les hypothèses retenues pour le calcul de la valeur d'utilité), le Groupe a mis à jour le calcul de la valeur d'utilité pour les UGT qui avaient été jugées sensibles au 31 décembre 2007.

Le résultat de cette mise à jour des calculs ne donne pas lieu à comptabiliser une perte de valeur sur le goodwill au 30 juin 2008. Cependant, une évolution négative des taux sur les marchés financiers pourrait remettre en cause cette analyse, qui sera revue en détail lors du dernier trimestre 2008.

#### **Note 12 Clients et comptes rattachés**

(en millions d'euros)	30 Juin 2008 avant reclassification	Reclassements des actifs destinés à être cédés	30 juin 2008	31 décembre 2007
Valeur brute	1 707,4	-64,8	1 642,6	1 464,3
Coûts de transition	19,5	-	19,5	18,7
Dépréciation	-25,5	4,0	-21,5	-23,2
<b>Valeur nette de l'actif</b>	<b>1 701,4</b>	<b>-60,8</b>	<b>1 640,6</b>	<b>1 459,8</b>
Avances et acomptes reçus	-11,7	-0,2	-11,9	-7,1
Produits constatés d'avance TTC et clients créditeurs	-383,7	23,9	-359,8	-313,5
Créances clients nettes (TTC)	1 306,0	-37,1	1 268,9	1 139,2
<b>Ratio clients en jours de chiffre d'affaires</b>	<b>71</b>		<b>73</b>	<b>67</b>

#### **Note 13 Trésorerie et équivalents de trésorerie**

(en millions d'euros)	30 juin 2008	31 décembre 2007
Disponibilités et dépôts bancaires à vue	189,6	331,5
SICAV monétaires	8,0	16,5
<b>Total</b>	<b>197,6</b>	<b>348,0</b>

En fonction des conditions de marché et de prévisions de flux de trésorerie à court terme, Atos Origin peut à tout moment investir dans des SICAV monétaires ayant une maturité inférieure à trois mois.

#### **Note 14 Provisions retraites et assimilées**

Le montant net reconnu dans les comptes du Groupe au titre des régimes de retraite et assimilés s'élève à 185,5 millions d'euros en diminution de 202 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2007.

Les engagements du Groupe sont situés principalement au Royaume-Uni (56%), aux Pays-Bas (34%) et en Allemagne (3%).

L'évaluation des passifs concernés est très sensible aux taux d'intérêt à long terme qui servent de référence au taux d'actualisation utilisé selon IAS 19. Les taux d'actualisation de référence ont augmenté de manière significative au cours du premier semestre 2008, passant de 5,75% et 5,55% à 6,35% et 6,45% au Royaume-Uni et dans la zone Euro respectivement.

En application de ses principes comptables, et de manière à refléter plus fidèlement ces évolutions de marché dans ses comptes semestriels, le Groupe a décidé de mettre à jour l'évaluation des engagements de retraite et des actifs financiers dédiés de ses principaux régimes de retraite.

De plus, des accords de retraite importants ont été signés au cours du premier semestre 2008, au Royaume-Uni et en Allemagne.

Au Royaume-Uni, une série de mesures ont été prises en accord avec les administrateurs indépendants de deux fonds de pension du Groupe. Ces mesures incluent notamment la cessation de l'accumulation de droits à prestations définies, qui sera remplacée par des systèmes à cotisations

définies, et la modification des clauses d'indexation des retraites au titre des services passés. Il en résulte une réduction des obligations de retraite concernées de 63,6 millions d'euros qui a été reconnue au compte de résultat sur la ligne « autres produits opérationnels ». *(Les principes comptables du Groupe auraient normalement conduit à reconnaître ce gain en marge opérationnelle, mais la matérialité particulièrement élevée de ce gain a conduit à le reconnaître en autres produits opérationnels)*. L'accord implique également l'accélération du comblement des déficits antérieurs au travers d'une contribution exceptionnelle de 66,4 millions d'euros auprès des deux fonds concernés. L'arrêt des régimes à prestations définies, la modification des clauses d'indexation et les paiements auprès des fonds se sont produits au 1<sup>er</sup> avril 2008. L'effet combiné de ces mesures sur le bilan consolidé du Groupe est une réduction de la situation financière nette au titre des régimes de retraite britanniques de 130 millions d'euros.

En Allemagne, la société a signé en mars 2008 avec ses partenaires sociaux un important accord d'harmonisation des retraites, au titre duquel les quelques 45 différents régimes à prestations définies vont être harmonisés en un seul régime à cotisations définies. L'impact de cet accord a permis de réduire les obligations de retraite sous-jacentes de 3,7 millions d'euros, le gain correspondant a été reconnu en marge opérationnelle.

La cession des opérations italiennes a par ailleurs conduit à la déconsolidation de 28,5 millions d'euros d'obligations de retraite.

En conséquence, mais également du fait de la hausse significative des taux d'actualisation, la situation financière nette des régimes de retraite du Groupe a continué à s'améliorer au cours du premier semestre 2008 : le niveau de financement des régimes est passé d'un déficit de 219,6 millions d'euros au 31 décembre 2007 à un léger sur-financement de 27,2 millions d'euros au 30 juin 2008.

(en millions d'euros)	30 juin 2008	31 décembre 2007
<b>Montants reconnus dans les états financiers</b>		
Charges payées d'avance – régimes postérieurs à l'emploi	54,9	38,1
Charges à payer – régimes postérieurs à l'emploi	-222,3	-405,9
Charges à payer – autres régimes à long terme	-18,1	-19,4
<b>Montant total reconnu au bilan</b>	<b>-185,5</b>	<b>-387,2</b>
<b>Rapprochement avec les montants reconnus dans les états financiers</b>		
Situation financière nette – régimes postérieurs à l'emploi	27,2	-219,6
Situation financière nette – autres régimes à long terme	-17,9	-19,1
(Gains) et pertes actuariels non reconnus	-204,2	-159,9
Coûts des services passés non reconnus	9,4	11,4
Autres éléments non reconnus (plafonnement des actifs ...)	-	-
<b>Charges payées d'avance (à payer)</b>	<b>-185,5</b>	<b>-387,2</b>
<i>Dont provision pour avantages de retraite et assimilés</i>	-237,6	-394,5
<i>Dont immobilisations financières non courantes</i>	54,9	38,1
<i>Dont reclassements en actifs et passifs destinés à être cédés</i>	-2,8	-30,8
<b>Variation du montant reconnu dans les états financiers</b>		
<b>Montant reconnu à l'ouverture</b>	<b>-387,2</b>	<b>-446,4</b>
Autres dettes financières courantes – reclassement	-	-12,5
Charge nette périodique liée aux régimes postérieurs à l'emploi	62,4	-31,7
Cotisations versées par l'employeur – Régimes postérieurs à l'emploi	91,1	71,6
Prestations payées par l'employeur – Régimes postérieurs à l'emploi	5,8	15,2
Regroupements d'entreprises / cessions	28,5	-5,7
Autre (autres régimes à long terme, effets de change...)	13,9	22,3
<b>Montant reconnu à la clôture</b>	<b>-185,5</b>	<b>-387,2</b>

## Note 15 Provisions

(en millions d'euros)	31 décembre 2007	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres (a)	30 juin 2008	Courantes	Non-courantes
Réorganisations	56,2	6,3	-36,1	-3,0	-3,0	20,4	20,4	
Rationalisations	26,0	1,6	-2,2	-2,5	-1,3	21,6	6,5	15,1
Engagements sur projets	72,3	17,6	-24,0	-6,5	-5,7	53,7	53,7	
Risques et litiges	90,1	6,4	-3,8	-5,4	-4,8	82,5		82,5
<b>Total provisions</b>	<b>244,6</b>	<b>31,9</b>	<b>-66,1</b>	<b>-17,4</b>	<b>-14,8</b>	<b>178,2</b>	<b>80,6</b>	<b>97,6</b>
Reclassements en passifs destinés à être cédés	-18,1					-6,3	-6,3	
<b>Total hors activités destinées à être cédées</b>	<b>226,5</b>					<b>171,9</b>	<b>74,3</b>	<b>97,6</b>

(a) Les autres variations représentent principalement les écarts de conversion ainsi que l'incidence des variations du périmètre de consolidation.

## Note 16 Passifs financiers

(en millions d'euros)	30 juin 2008			31 décembre 2007		
	Courant	Non-courant	Total	Courant	Non-courant	Total
Contrats de location-financement	13,1	5,4	18,5	10,3	12,7	23,0
Prêts bancaires	4,8	490,8	495,6	5,2	409,9	415,1
Titrisation	156,5	-	156,5	184,7	-	184,7
Autres passifs financiers	24,9	16,3	41,2	42,1	21,2	63,2
<b>Total passifs financiers</b>	<b>199,3</b>	<b>512,5</b>	<b>711,8</b>	<b>242,3</b>	<b>443,7</b>	<b>686,0</b>

La valeur nette des immobilisations corporelles sous contrats de location-financement s'élève à 19,1 millions d'euros au 30 juin 2008.

### Echéancier des passifs financiers non courants

(en millions d'euros)	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Contrats de location-financement	3,7	1,4	0,3			5,4
Prêts bancaires	0,1	0,1	488,5	0,3	1,8	490,8
Autres passifs financiers	2,9	4,4	4,8	4,2		16,3
<b>Passifs financiers non courants au 30 juin 2008</b>	<b>6,7</b>	<b>5,9</b>	<b>493,6</b>	<b>4,5</b>	<b>1,8</b>	<b>512,5</b>
Passifs financiers non courants au 31 décembre 2007	15,5	6,7	6,3	414,5	0,6	443,7

## Variation de l'endettement net sur la période

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2008 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2007 (6 mois)
<b>Endettement net en début de période</b>	<b>-338,0</b>	<b>-360,3</b>
Souscription des nouveaux emprunts	-166,4	-22,8
Remboursements d'emprunts à long et moyen terme	93,0	152,4
Variation de trésorerie court terme	-131,5	-269,6
Crédit-bail (variations et intérêts financiers nets versés)	-2,0	-
Emprunts à long et moyen terme des sociétés cédées au cours de l'exercice	48,9	0,1
Incidence des variations de cours des monnaies étrangères sur les emprunts à long et moyen terme	-14,2	-
Participation des salariés en France transférée en fonds d'emprunt	-4,0	-8,4
<b>Endettement net en fin de période</b>	<b>-514,2</b>	<b>-508,6</b>

## Note 17 Juste valeur et caractéristiques des instruments financiers

(en millions d'euros)	30 juin 2008		31 décembre 2007	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Contrats de change à terme	1,1	5,2	1,1	1,3
Swaps de taux d'intérêts	0,5	-	0,3	-
S'analysant comme:				
Non-courants	0,9	0,8	0,3	-
Courants	0,7	4,4	1,1	1,3

La désignation des instruments par monnaie étrangère se décompose comme suit :

(en millions d'euros) Instruments	30 juin 2008		31 décembre 2007	
	Juste valeur	Nominal	Juste valeur	Nominal
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>				
Taux d'intérêt				
Swaps	0,5	300,0	0,3	150,0
Change				
Contrats à terme en USD	-0,5	11,1	-0,9	7,0
Contrats à terme en INR	-1,7	16,9	-	17,6
<b>Couverture de juste valeur – Transaction</b>				
Change				
Contrats à terme USD	0,3	5,3	0,4	7,6
Contrats à terme GBP	-0,4	51,4	0,3	5,3
Contrats à terme INR	-1,8	14,8	0,0	0,5

## Note 18 Fournisseurs et comptes rattachés

(en millions d'euros)	30 juin 2008	31 décembre 2007
Dettes fournisseurs	643,5	629,3
Dettes fournisseurs d'immobilisations	15,2	11,0
<b>Sous Total</b>	<b>658,7</b>	<b>640,3</b>
Reclassements en passifs directement liés à des actifs destinés à être cédés	-42,5	-74,2
<b>Total</b>	<b>616,2</b>	<b>566,1</b>

## Note 19 Autres passifs courants

(en millions d'euros)	30 juin 2008	31 décembre 2007
Avances et acomptes reçus sur commandes client	11,7	7,6
Personnel et comptes rattachés	287,5	339,6
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	200,2	205,1
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée	165,9	186,4
Produits constatés d'avance	327,3	289,0
Autres passifs courants	199,8	140,7
<b>Sous Total</b>	<b>1 192,4</b>	<b>1 168,4</b>
Reclassements en passifs directement liés à des actifs destinés à être cédés	-53,4	-101,5
<b>Total</b>	<b>1 139,0</b>	<b>1 066,9</b>

Le poste « Autres passifs courants » intègre 27,9 millions d'euros correspondant au montant des dividendes à payer au 30 juin 2008.

## Note 20 Engagements hors bilan

### Engagements contractuels

(en millions d'euros)	Echéance				31 décembre 2007
	30 juin 2008	- 1 an	1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Emprunts à long terme (>5 ans)	495,6	4,8	489,0	1,8	415,1
Contrats de location-financement	18,5	13,1	5,4		23,0
<b>Comptabilisé au bilan</b>	<b>514,1</b>	<b>17,9</b>	<b>494,4</b>	<b>1,8</b>	<b>438,1</b>
Contrats de location simple: terrains, constructions, agencements	545,6	140,9	339,2	65,5	575,4
Contrats de location : matériel informatique	35,2	22,5	12,7		53,0
Contrats de location : autres immobilisations	103,8	42,3	61,5		111,3
Autres obligations à long terme (>5 ans)	16,2	11,1	4,9	0,2	15,0
<b>Engagements</b>	<b>700,8</b>	<b>216,8</b>	<b>418,3</b>	<b>65,7</b>	<b>754,7</b>
<b>Total</b>	<b>1 214,9</b>	<b>234,7</b>	<b>912,7</b>	<b>67,5</b>	<b>1 192,8</b>

### Engagements commerciaux

(en millions d'euros)	30 juin 2008	31 décembre 2007
Garanties bancaires	91,7	119,0
Nantissements	0,0	0,1
<b>Total</b>	<b>91,7</b>	<b>119,1</b>

Pour divers contrats à long-terme, le Groupe émet des garanties financières ou de performance à ses clients. Ces garanties s'élèvent à 1 383,1 millions d'euros au 30 juin 2008, contre 1 492,8 millions d'euros au 31 décembre 2007.

#### ***Note 21 Evénements postérieurs à la clôture***

Le 11 juillet 2008, le Groupe a confirmé que les engagements pris fin 2007 avec NYSE Euronext concernant la cession de la participation de 50% détenue par Atos Origin dans Atos Euronext Market Solutions (AEMS) seront tenus, un accord final (« Master Agreement ») ayant été signé entre les parties. La finalisation de la transaction est soumise à un certain nombre de conditions suspensives et en particulier à un avis favorable du Conseil de la Concurrence de la DGCCRF. Le Groupe s'attend à être en mesure de finaliser la transaction au cours du mois d'août 2008.

Selon le « Master Agreement » signé en juillet 2008, le prix de vente net s'élève à 268 millions d'euros avant application des clauses d'ajustement de prix. Au 30 juin 2008, la contribution d'AEMS à la position nette de trésorerie du Groupe était de 120,2 millions d'euros.

## 10 EVOLUTION DU CAPITAL ET PERFORMANCE BOURSIERE

Les actions du Groupe Atos Origin sont cotées au Marché Eurolist de Paris (France) sous le code Euroclear 5173 ISIN FR0000051732, et ne font pas l'objet de cotation sur une autre place de marché. Les actions sont cotées à Paris depuis 1995. Atos Origin SA est la seule société cotée du Groupe.

### 10.1 TRANSACTIONS DES TITRES (EURONEXT)

Nombre de titres	: 69 714 608
Classification sectorielle	: Technologie de l'Information
Indice principal	: CAC AllShares
Autres indices	: CAC IT, CAC IT20, CAC Next20, Euronext 100, SBF120
Marché	: Eurolist segment A
Place de cotation	: Euronext Paris (France)
Code	: ATO (Euronext)
Code ISIN	: FR0000051732
Eligibilité PEA / SRD	: oui / oui

### 10.2 CAPITAL SOCIAL

#### 10.2.1 Capital social au 30 juin 2008

Au 30 juin 2008, le capital s'élevait à 69,7 millions d'euros, divisé en 69 714 608 actions de 1 euro de nominal entièrement libérées.

Le capital a augmenté sur la période par la création de 4 454 actions nouvelles résultant de l'exercice d'options de souscription d'actions.

Transactions	Nombre d'actions émises	Capital (en millions d'euros)	Prime d'émission (en millions d'euros)	Total (en millions d'euros)
Au 31 décembre 2007	69 710 154	69,7	1 409,6	1 479,3
Levées d'options	4 454		0,1	0,1
<b>Au 30 juin 2008</b>	<b>69 714 608</b>	<b>69,7</b>	<b>1 409,7</b>	<b>1 479,4</b>

#### 10.2.2 Répartition du capital

##### Principaux actionnaires

Les principaux changements dans la répartition du capital social au cours du premier semestre 2008 ont été les suivants :

En nombre d'actions	30 juin 2008		31 décembre 2007	
	Actions	%	Actions	%
PAI Partners	12 471 006	17,9%	-	-
Centaurus Capital	7 644 713	11,0%	7 110 506	10,3%
Pardus Capital	7 000 005	10,0%	6 700 000	9,7%
Directoire	43 809	0,1%	43 809	0,1%
Conseil de Surveillance	4 701	0,0%	2 040	0,0%
Total dirigeants	48 510	0,1%	45 849	0,1%
Salariés	2 124 628	3,1%	2 164 216	3,1%
Auto-contrôle	1 097 293	1,5%	705 293	1,0%
Public	39 328 453	56,4%	52 984 187	75,8%
<b>Total</b>	<b>69 714 608</b>	<b>100,0%</b>	<b>69 710 154</b>	<b>100,0%</b>

La détention des actions du Groupe par les salariés correspond aux Fonds Communs de Placement et Plans d'Epargne Entreprise.

### Franchissements de seuils

La Société a été informée des franchissements de seuil suivants au cours du premier semestre 2008.

	Date de déclaration	Actions	% intérêt (a)	% droits de vote (b)
Centaurus Capital LP (à la hausse)	11/01/2008	7 410 506	10,63%	10,63%
Pardus Capital Management (à la hausse)	11/01/2008	7 000 000	10,04%	10,04%
Centaurus Capital LP (à la hausse)	09/04/2008	8 571 095	12,30%	12,30%
Centaurus Capital LP (à la hausse)	09/05/2008	9 038 995	12,97%	12,97%
Deutsche Bank (à la hausse)	12/05/2008	4 365 160	6,26%	6,26%
Deutsche Bank (à la baisse)	28/05/2008	3 461 669	4,97%	4,97%
Deutsche Bank (à la hausse)	03/06/2008	3 508 921	5,03%	5,03%
PAI Partners (à la hausse)	19/06/2008	12 471 006	17,89%	17,89%
Deutsche Bank (à la baisse)	19/06/2008	285 228	0,41%	0,41%
Pardus Capital (à la baisse)	30/06/2008	7 000 000	10,04%	10,04%

(a) Sur la base du capital à cette date

(b) Sur la base du capital à cette date excluant les actions d'autocontrôle

### 10.2.3 Pacte d'actionnaires

Aucun pacte d'actionnaires n'a été notifié à la Société pour dépôt auprès des autorités boursières et, à la connaissance du Directoire, il n'existe aucune action de concert ni aucun accord similaire, excepté l'Action de Concert constituée par les fonds Centaurus Capital (à savoir le fond Centaurus Alpha Master Fund Limited et le fond Green Way Managed Account Series Ltd (Portfolio E)) et Pardus Capital (à savoir le fond Pardus Special Opportunities Master Fund L.P.) le 5 octobre 2007. L'Action de Concert a fait l'objet d'un avenant le 9 avril 2008 suite à l'adhésion de Lyxor Centaurus, d'un avenant le 9 mai 2008 suite à l'adhésion de certains salariés de Pardus et d'un avenant le 30 juin 2008 suite à l'adhésion de Pardus Investments.

Le 26 mai 2008, Atos Origin, Centaurus Capital et Pardus Capital ont signé un protocole qui prévoit entre autres les points suivants :

- Centaurus Capital et Pardus Capital réitèrent qu'ils n'ont aucune intention de démanteler la Société et confirment qu'ils ont toute confiance dans les compétences professionnelles des membres du Directoire ;
- les parties soutiennent, recommandent et votent en faveur d'une composition du Conseil de Surveillance à neuf membres à l'assemblée générale du 12 juin 2008 ;
- toute décision de cooptation d'un nouveau membre du Conseil de Surveillance prise jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire de la Société et ayant pour effet de porter le nombre de membres au delà de neuf ne pourra être prise par le Conseil de Surveillance qu'à la majorité qualifiée des deux tiers des membres votant, en personne ou par mandataire ;
- toute mise en œuvre par le Directoire de la délégation d'augmenter le capital social sans droit préférentiel de souscription (approuvée par l'Assemblée Générale du 12 juin 2008 dans sa 16<sup>ème</sup> résolution) nécessitera une résolution spécifique du Conseil de Surveillance approuvée à la majorité qualifiée des trois quarts des membres votant, en personne ou par mandataire ;

- dans le cas où avant le 26 novembre 2008, l'un des membres du Conseil de Surveillance en exercice (ou l'un de ses remplaçants) viendrait à démissionner, décéder ou être dans l'incapacité d'exercer son mandat, la partie ayant proposé la nomination de ce membre proposera un candidat dont les compétences professionnelles et l'indépendance (le cas échéant) seront similaires à celles du membre du Conseil de Surveillance défaillant. Ce candidat sera coopté par le Conseil de Surveillance.
- le représentant de Centaurus Capital ou celui de Pardus Capital démissionnera du Conseil de Surveillance de la Société dans les dix jours suivant la date à laquelle la participation de Centaurus Capital ou de Pardus Capital, respectivement, deviendra inférieure à 5% du capital de la Société.

Lors du Conseil de Surveillance de la Société du 3 juillet 2008, les représentants de PAI Partners ont précisé que, si la participation de PAI Partners au capital d'Atos Origin venait à être inférieure à 15% par suite d'une cession, seul un de ses deux représentants conserverait son mandat. En outre, si la participation de PAI Partners venait à être inférieure à 5% du capital de la Société, PAI Partners ne serait plus représenté au sein du Conseil de Surveillance. PAI Partners a par ailleurs réitéré lors de ce Conseil de Surveillance qu'il n'agissait pas de concert avec quiconque et qu'il entendait coopérer avec les autres membres du Conseil dans l'intérêt commun de l'ensemble des actionnaires afin de maximiser la valeur de l'entreprise.

#### 10.2.4 Effet potentiel futur du capital

<b>Nombre d'options de souscription d'actions au 31 décembre 2007</b>		<b>5 982 272</b>
Options de souscription d'actions attribuées au 1 <sup>er</sup> semestre 2008		190 000
Options de souscription d'actions exercées au 1 <sup>er</sup> semestre 2008		-4 454
Options de souscription d'actions déchues au 1 <sup>er</sup> semestre 2008		-26 772
Options de souscription d'actions périmées au 1 <sup>er</sup> semestre 2008		-5 100
<b>Nombre d'options de souscription d'actions au 30 juin 2008</b>		<b>6 135 946</b>

Sur le premier semestre 2008, 190 000 options de souscription d'actions ont été attribuées au Directoire au titre du MIP.

Les options de souscription d'actions peuvent également être attribuées de façon exceptionnelle dans le cadre de recrutements spécifiques et de fidélisation de personnel.

Sur le premier semestre 2008, un nombre total de 31 872 options de souscription d'actions ont été annulées et 4 454 ont été exercées.

Sur la base de 69 714 608 actions émises, le capital social pourrait être augmenté de 6 135 946 nouvelles actions, soit 8,08 % du capital social après dilution. Cette dilution interviendrait uniquement par l'exercice des options de souscription d'actions attribuées aux salariés, tel que détaillé ci-dessous.

<b>Nombre d'actions</b>	<b>30 juin 2008</b>	<b>31 déc. 2007</b>	<b>variation</b>	<b>% dilution</b>	<b>Millions d'euros</b>
<b>Nombre d'actions existantes</b>	<b>69 714 608</b>	<b>69 710 154</b>	<b>4 454</b>		
Options de souscription d'actions	6 135 946	5 982 272	153 674	8,1%	376,7
<b>Total salariés</b>	<b>6 135 946</b>	<b>5 982 272</b>	<b>153 674</b>	<b>8,1%</b>	<b>376,7</b>
<b>Total du capital potentiel</b>	<b>75 850 554</b>	<b>75 692 426</b>	<b>158 128</b>		

L'exercice de la totalité des options de souscription d'actions aurait pour effet d'augmenter les capitaux propres consolidés de 377 millions d'euros et le capital social de 6,1 millions d'euros.

Cependant, 10% des options de souscription d'actions attribuées aux salariés ont des conditions d'exercice supérieures au cours de bourse de l'action Atos Origin au 30 juin 2008 (35,17 euros).

### **Autorisations d'émettre des actions et autres valeurs mobilières non utilisées**

Au regard des résolutions votées par l'Assemblée Générale annuelle du 12 juin 2008, les autorisations d'émettre des actions et autres valeurs mobilières non utilisées sont les suivantes :

<b>Autorisation en euros</b>	<b>Montant des autorisations en nominal</b>	<b>Utilisation des autorisations en nominal</b>	<b>Solde non utilisé en nominal</b>	<b>Date d'expiration de l'autorisation</b>
A.G.E. 23/05/2007 9 <sup>ème</sup> résolution Options de souscription d'actions	3 440 000	25 000 en 2007 190 000 en 2008	3 225 000	23/07/2010
A.G.E. 23/05/2007 7 <sup>ème</sup> résolution Augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription	20 664 000		20 664 000	23/07/2009
A.G.E. 23/05/2007 8 <sup>ème</sup> résolution Augmentation de capital en rémunération d'apports en nature	6 890 458		6 890 458	23/07/2009
A.G.E. 12/06/2008 17 <sup>ème</sup> résolution Augmentation de capital réservée aux salariés (dans le cadre d'un Plan d'Epargne Entreprise)	4 182 711		4 182 711	12/08/2010
A.G.E. 12/06/2008 16 <sup>ème</sup> résolution Augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription (en déduction de l'autorisation de 20,6 millions décrite plus haut)	10 456 728		10 456 728	12/08/2010

Le nombre total potentiel autorisé d'émettre 35 millions d'actions nouvelles représente 50% du capital social actuel.

L'autorisation suivante d'annuler des actions représente 10% du capital social en juin 2005.

<b>Autorisation en euros</b>	<b>Montant des autorisations En nominal</b>	<b>Utilisation des autorisations en nominal</b>	<b>Solde non utilisé en nominal</b>	<b>Date d'expiration de l'autorisation</b>
A.G.E. 03/06/2005 12 <sup>ème</sup> résolution Réduction de capital	6 716 075		6 716 075	Assemblée approuvant les comptes au 31/12/2009
<b>Capital social</b>			<b>6 716 075</b>	

### **10.3 DIVIDENDES**

Le Conseil de Surveillance d'Atos Origin qui s'est réuni à Paris le 14 février 2008 a décidé de proposer le vote d'une résolution à l'Assemblée Générale des Actionnaires, pour la première fois depuis la création du Groupe, le paiement d'un dividende de 0,40 euro par action. Cette résolution a été votée lors de l'Assemblée Générale qui a eu lieu le 12 juin 2008.

## 10.4 PERFORMANCE BOURSIERE

### 10.4.1 Volumes de transactions mensuelles et trimestrielles

Au 30 juin 2008, le Groupe présentait une capitalisation boursière de 2,5 milliards d'euros, sur la base d'un cours à cette date de 35,17 euros et de 69 714 608 actions émises.

Source : Euronext	Cours plus haut	Cours plus bas	Cours de clôture	Cours moyen pondéré	Nombre de titres échangés	Capitaux échangés
		(en euros par action)			(en milliers d'actions)	(en milliers d'euros)
Janvier	35,4	28,7	33,2	31,4	25 261	793 364
Février	37,5	32,6	35,8	34,8	14 088	490 624
Mars	35,6	31,5	35,3	33,7	12 711	428 433
<b>1<sup>er</sup> trimestre 2008</b>					<b>52 060</b>	<b>1 712 421</b>
Avril	40,0	32,4	39,4	36,0	15 434	556 050
Mai	39,6	36,6	38,0	38,7	11 031	426 578
Juin	40,5	33,8	35,2	37,4	11 974	448 012
<b>2<sup>ème</sup> trimestre 2008</b>					<b>38 439</b>	<b>1 430 640</b>
% du capital échangé sur la période			130%		<b>90 499</b>	<b>3 143 061</b>

Le nombre moyen journalier d'actions échangées sur les six premiers mois de l'année 2008 a été de 718 245 en baisse de 34% par rapport au premier semestre de l'année 2007 (-17% par rapport à la moyenne annuelle 2007). Le volume moyen de transactions mensuelles sur les six premiers mois de l'exercice 2008 s'est élevé à 524 millions d'euros, 52% moins élevé que le niveau atteint au premier semestre 2007 (-36% par rapport à la moyenne annuelle 2007).

## 11 RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES

### 11.1 COMMUNICATION

L'objectif du Groupe est d'informer régulièrement et clairement l'ensemble de ses actionnaires, qu'ils soient institutionnels ou individuels, en veillant à l'homogénéité et à la transparence de l'information, par la distribution de documents d'information, notre site Internet et des rencontres personnalisées afin d'offrir à tous un même niveau d'information.

### 11.2 CONTACTS

Les investisseurs institutionnels, analystes financiers ainsi que les actionnaires individuels peuvent, pour toute information, s'adresser à :

Gilles Arditti  
Tel. : + 33 (0) 1 55 91 28 83  
E-mail : gilles.arditti@atosorigin.com

Azzedine Hamaïli  
Tél: +33 (0)1 55 91 25 34  
E-mail: azzedine.hamaïli@atosorigin.com

Ou en envoyant une demande d'information à [investors@atosorigin.com](mailto:investors@atosorigin.com)

### 11.3 DOCUMENTATION

La Société met à la disposition de ses actionnaires, outre le rapport semestriel, édité en français et en anglais :

- Un rapport annuel
- Des annonces trimestrielles de chiffre d'affaires et une revue de l'activité
- Des informations générales sur le site web [www.atosorigin.com](http://www.atosorigin.com)
- Des communiqués de presse, via le site web ou via la base de données de l'AMF

Les documents juridiques (statuts, procès-verbaux d'assemblées générales, rapports des Commissaires aux Comptes,...) peuvent être consultés à la Direction Juridique sur rendez-vous, au siège social d'Atos Origin.

### 11.4 REGISTRE

La Société Générale assure le service du titre Atos Origin.

### 11.5 CALENDRIER FINANCIER

---

#### Calendrier 2008

---

- |                   |   |
|-------------------|---|
| ▪ 31 octobre 2008 | ▪ Chiffre d'affaires 3ème trimestre 2008                      |
| ▪ 17 février 2009 | ▪ Chiffre d'affaires 4ème trimestre et résultats annuels 2008 |
-

## 11.6 ACTUALISATION DU DOCUMENT D'INFORMATION ANNUEL

En application de l'Article 221-1-1 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), la liste suivante présente les informations financières publiées ou rendues publiques par Atos Origin depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Cette information fait partie intégrante du Rapport Semestriel 2008 en tant qu'actualisation du Document de Référence 2007 déposé auprès de l'AMF le 9 avril 2008 et enregistré sous le numéro D08-218.

Document	Date d'émission	Source
<b>Rapports financiers</b>		
▪ Rapport semestriel 2008	29/07/08- 28/08/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport annuel 2007	29/02/08-09/04/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport semestriel 2007	01/08/07-28/08/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport annuel 2006	28/02/07-06/04/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport semestriel 2006	06/09/06-30/10/06	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport annuel 2005	08/03/06-15/05/06	Site web Atos Origin / Site web AMF
<b>Communiqués financiers</b>		
▪ Résultats semestriels 2008	29/07/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats annuels 2007	15/02/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats semestriels 2007	01/08/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats annuels 2006	28/02/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats semestriels 2006	06/09/06	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats annuels 2005	08/03/06	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 1 <sup>er</sup> trimestre 2008	30/04/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 4 <sup>ème</sup> trimestre 2007	31/01/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 3 <sup>ème</sup> trimestre 2007	15/11/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 2 <sup>ème</sup> trimestre 2007	01/08/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 1 <sup>er</sup> trimestre 2007	14/05/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 4 <sup>ème</sup> trimestre 2006	05/02/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 3 <sup>ème</sup> trimestre 2006	31/10/06	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 2 <sup>ème</sup> trimestre 2006	18/07/06	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 1 <sup>er</sup> trimestre 2006	28/04/06	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 4 <sup>ème</sup> trimestre 2005	31/01/06	Site web Atos Origin
<b>Présentations financières</b>		
▪ Résultats semestriels 2008	29/07/08	website Atos Origin
▪ Résultats annuels 2007	15/02/08	Site web Atos Origin
▪ Résultats semestriels 2007	01/08/07	Site web Atos Origin
▪ Résultats opérationnels 2006 et plan de transformation	05/02/07	Site web Atos Origin
▪ Résultats annuels 2006	28/02/07	Site web Atos Origin
▪ Résultats semestriels 2006	06/09/06	Site web Atos Origin
▪ Résultats annuels 2005	08/03/06	Site web Atos Origin
<b>Autres communications financières</b>		
▪ Programme de rachat d'actions	02/07/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Descriptif de programme de rachat d'actions	30/06/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Descriptif de programme de rachat d'actions	30/05/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Mise en place d'un plan d'actionnariat salarié	18/09/06	Site web Atos Origin / Site web AMF

Document	Date d'émission	Source
▪ Mise en œuvre du programme de rachat d'actions	08/03/06-31/05/06	Site web Atos Origin / Site web AMF
<b>Assemblées Générales d'Actionnaires</b>		
▪ Présentation à l'Assemblée Générale 2007	12/06/08	Site web Atos Origin
▪ Présentation à l'Assemblée Générale 2006	23/05/07	Site web Atos Origin
▪ Procès-verbal de l'A.G. 2007 (texte complet des résolutions et résultats des votes)	12/06/08	Siège social du Groupe
▪ Procès-verbal de l'A.G. 2006 (texte complet des résolutions et résultats des votes)	23/05/07	Siège social du Groupe
▪ Présentation à l'Assemblée Générale 2005	23/05/06	Site web Atos Origin
▪ Procès-verbal de l'A.G. 2005 (texte complet des résolutions et résultats des votes)	23/05/06	Siège social du Groupe
<b>Etats financiers</b>		
▪ Etats financiers consolidés résumés du 1er semestre 2008	29/07/08-28/08/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Rapport semestriel
▪ Etats financiers consolidés de l'exercice 2007	29/02/08-09/04/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers de la société mère (comptes sociaux 2007)	29/02/08-09/04/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers consolidés résumés du 1 <sup>er</sup> semestre 2007	01/08/07-28/08/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Rapport semestriel
▪ Etats financiers consolidés de l'exercice 2006	28/02/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers de la société mère (comptes sociaux 2006)	28/02/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers consolidés résumés du 1 <sup>er</sup> semestre 2006	20/10/06	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Rapport semestriel
▪ Etats financiers consolidés de l'exercice 2005	07/03/06	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers de la société mère (comptes sociaux 2005)	07/03/06	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
<b>Rapports des Commissaires aux Comptes</b>		
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relatives aux informations du Rapport semestriel 2008	29/07/08	Siège social du Groupe
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les informations financières du 1 <sup>er</sup> semestre 2008	29/07/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés 2007	08/04/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux 2007	08/04/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées de 2007	08/04/08	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur le rapport préparé par le Président du Conseil de Surveillance de 2007	08/04/08	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relatives aux informations du Document de référence 2007	08/04/08	Siège social du Groupe
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relatives aux informations du Rapport semestriel 2007	28/08/07	Siège social du Groupe

Document	Date d'émission	Source
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les informations financières du 1 <sup>er</sup> semestre 2007	28/08/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés 2006	06/04/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux 2006	06/04/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées de 2006	06/04/07	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur le rapport préparé par le Président du Conseil de Surveillance de 2006	06/04/07	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relatives aux informations du Document de référence 2006	06/04/07	Siège social du Groupe
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relatives aux informations du Rapport semestriel 2006	30/10/06	Siège social du Groupe
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les informations financières du 1 <sup>er</sup> semestre 2006	19/09/06	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relatives aux informations du Document de référence 2005	12/05/06	Siège social du Groupe
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés 2005	07/03/06	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux 2005	07/03/06	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées de 2005	07/03/06	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires sur le rapport préparé par le Président du Conseil de Surveillance de 2005	07/03/06	Siège social du Groupe / Document de référence

#### Déclarations

▪ Déclaration d'opérations sur titres réalisées par les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance	22/05/06-23/05/06-7/06/06-26/06/07-8/08/07-07/05/08-15/05/08-16/05/08-22/05/08-24/06/08	Site web AMF / Document de référence
▪ Mise en œuvre d'un contrat de liquidité	27/02/06-17/01/08-02/07/08	Site web AMF
▪ Honoraires des Commissaires aux Comptes en 2007	29/02/08	Site web AMF / Document de référence
▪ Honoraires des Commissaires aux Comptes en 2006	28/02/07	Site web AMF / Document de référence
▪ Honoraires des Commissaires aux Comptes en 2005	15/05/06	Site web AMF / Document de référence
▪ Contrat de liquidité – déclaration semestrielle	06/07/06-05/01/07	Site web AMF

#### Sites internet (web) cités :

- Atos Origin [www.atosorigin.com](http://www.atosorigin.com)
- AMF [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org) > Décisions et informations financières > Communiqués des sociétés
- BALO [www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

## 12 RESPONSABLES DU DOCUMENT ET DU CONTROLE DES COMPTES

### 12.1 PERSONNE RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DE SON ACTUALISATION

**Philippe Germond**  
*Président du Directoire*

### 12.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DE SON ACTUALISATION

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité (ci-joint) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

**Philippe Germond**  
*Président du Directoire*

### 12.3 PERSONNES RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

<b>Commissaires aux comptes titulaires</b>	<b>Commissaires aux comptes suppléants</b>
Grant Thornton	Cabinet IGEC, 3, rue Léon Jost, 75017 Paris
Jean Pierre Colle et Vincent Frambourt Date de début de mandat: 12 juin 2008 pour une durée de 6 ans Date d'expiration du mandat: à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013	Date de début de mandat: 12 juin 2008 pour une durée de 6 ans Date d'expiration du mandat: à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013
Deloitte & Associés	Cabinet B.E.A.S., 7/9, Villa Houssay 92200 Neuilly-sur-Seine
Jean-Paul Picard et Jean-Marc Lumet Date de début de mandat: 23 mai 2006 pour une durée de 6 ans Date d'expiration du mandat: à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011	Date de début de mandat: 23 mai 2006 pour une durée de 6 ans Date d'expiration du mandat: à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011

## 13 PRINCIPAUX COMMUNIQUES DE PRESSE EMIS SUR LA PERIODE

### 13.1 ATOS ORIGIN FINALISE LA CESSION DE SES ACTIVITES EN ITALIE A ENGINEERING (01/02/2008)

Paris, le 1<sup>er</sup> février 2008 – Atos Origin, l'un des principaux acteurs internationaux dans les services informatiques, annonce ce jour la cession de ses activités italiennes à Engineering Ingegneria Informatica s.p.a., suite à l'accord signé le 11 décembre 2007.

L'association des activités italiennes d'Engineering et d'Atos Origin crée un leader des services informatiques en Italie. Atos Origin se réjouit de s'associer à ce nouveau leader dans le cadre d'un accord de partenariat qui permettra aux deux groupes de continuer à servir leurs clients italiens et internationaux grâce à la capacité de support opérationnel global créée par cette alliance.

La transaction d'un montant de 45 millions d'euros impactera positivement la trésorerie d'Atos Origin pour le même montant. En 2007, Atos Origin Italie a réalisé un chiffre d'affaires de 261 millions d'euros avec un effectif au 31 décembre de 2 500 personnes. La cession des activités italiennes aura un effet relutif immédiat sur la marge opérationnelle et le résultat net du Groupe. Après prise en compte de 28 millions d'euros correspondant à la déconsolidation des engagements de pensions, la transaction représente une valeur d'entreprise de 73 millions d'euros.

### 13.2 RESULTATS ANNUELS 2007 (15/02/2008)

**Croissance organique du chiffre d'affaires, marge opérationnelle et réduction de l'endettement au delà des objectifs**

**Atos Origin en ordre de marche pour améliorer ses performances en 2008, grâce au plan de transformation et à une forte dynamique commerciale**

- Chiffre d'affaires en croissance de +8,5% ; croissance organique de +4,3%
- Fort accroissement de la marge opérationnelle à 272 millions d'euros (4,6% du chiffre d'affaires) comprenant 44 millions d'euros de coûts opérationnels pour le plan 3o3
- Résultat net normalisé de 140 millions d'euros, soit 2,03 euros par action
- Forte dynamique commerciale avec de nombreuses signatures de contrats et un ratio de prise de commandes sur facturation de 106%
- Endettement net réduit à 338 millions d'euros
- Proposition de dividende à 0,40 euro par action, pour la première fois depuis la création du Groupe

PARIS, le 15 février 2008 – Atos Origin, l'un des leaders européens des services informatiques, a annoncé ce jour les résultats annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Le Conseil de Surveillance d'Atos Origin s'est réuni à Paris le 14 février 2008 afin d'examiner et arrêter les comptes du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Philippe Germond, Président du Directoire d'Atos Origin, a déclaré: *"En 2007, nous avons tenu nos engagements. Notre bonne performance reflète la forte implication de nos 50 000 employés conjuguée à la satisfaction et à la confiance de nos clients. Le programme de transformation lancé avec le plan 3o3 progresse avec une forte dynamique et produit des résultats prometteurs.*

*2007 a été une année très active: la mise en place du plan de transformation 3o3, le renforcement des équipes de direction, la cession de l'Italie, la signature de l'accord pour céder notre participation dans Atos Euronext Market Solutions et un dividende proposé pour la première fois aux actionnaires en sont quelques exemples.*

*La transformation profonde du Groupe alliée à notre forte dynamique commerciale et notre carnet de commandes me rendent confiant et déterminé pour aborder avec succès l'année 2008."*

## **Chiffre d'affaires**

Comme annoncé le 31 janvier 2008, le Groupe a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 5 855 millions d'euros en augmentation de +8,5% dont +4,3% de croissance organique à périmètre et taux de change constants, au dessus de l'objectif de +4,0% fixé par le Groupe.

Cette performance a été atteinte grâce à une croissance organique de +5,9% au second semestre contre +2,7% au premier semestre reflétant à la fois le plein effet de la montée en charge des grands contrats d'Infogérance au Royaume Uni et l'accélération de l'activité d'Intégration de Systèmes dans la plupart des pays.

## **Performance opérationnelle**

Le Groupe a réalisé une marge opérationnelle de 272 millions d'euros en 2007 représentant 4,6% du chiffre d'affaires en augmentation par rapport à une marge opérationnelle de 247 millions d'euros en 2006. Hors coûts opérationnels du plan de transformation 3o3, la marge opérationnelle a été de 316 millions d'euros représentant 5,4% du chiffre d'affaires par rapport à 4,6% en 2006.

Cette performance a été réalisée grâce à la contribution des activités d'**Infogérance** avec une marge opérationnelle de 274 millions d'euros en 2007, soit 8,7% du chiffre d'affaires, par rapport à 234 millions d'euros réalisés en 2006, soit 8,5% du chiffre d'affaires. Cette amélioration provient du plein effet au second semestre 2007 des nouveaux contrats signés au Royaume Uni l'an dernier, et d'une part plus importante des activités de paiement d'Atos Worldline, incluant Banksys. En 2007, des actions significatives de transformation ont été engagées à travers l'initiative « Production Globale » : consolidation des grands systèmes et des centres de traitement, optimisation de l'infogérance de postes de travail et de la gestion de serveurs.

Dans l'activité **Intégration de Systèmes**, la marge opérationnelle a atteint 96 millions d'euros soit +4,1% du chiffre d'affaires comparé à 69 millions d'euros représentant 3,1% du chiffre d'affaires en 2006. Cette amélioration provient d'un strict contrôle des risques dans la gestion des projets, d'une augmentation en volume, et d'une moindre perte opérationnelle en Italie. Le Groupe a investi pour 16 millions d'euros en 2007 dans les initiatives d'Industrialisation et d'Offshoring du plan 3o3.

La marge opérationnelle a baissé dans l'activité de **Conseil** de 37 à 18 millions d'euros entre 2006 et 2007. Près de la moitié de cette baisse provient de l'effet sur le chiffre d'affaires de fins de contrats au Royaume Uni et en France qui n'ont pas été remplacés dans l'année. L'autre moitié est due à un taux d'utilisation inférieur d'une année sur l'autre. Durant le second semestre, un plan d'action a été mis en place pour développer les synergies avec les activités d'Intégration de Systèmes et d'Infogérance, sur les ventes et sur la production des services afin d'améliorer à la fois la croissance du chiffre d'affaires et la productivité.

Hors charges du plan de transformation 3o3, les **coûts centraux** sont restés stables à 92 millions d'euros. Les coûts centraux du plan 3o3 ont représenté 24 millions d'euros qui correspondent aux initiatives lancées sur les ventes et les fonctions de support. Cet investissement bénéficiera principalement aux pays et aux lignes de service.

## **Résultat net**

Le résultat opérationnel a été de 137 millions d'euros en 2007 après 135 millions d'euros correspondant aux autres charges opérationnelles de l'année. Les coûts de restructuration et de rationalisation ont été de 98 millions d'euros. Les autres charges exceptionnelles ont représenté un montant de 57 millions d'euros relatifs à la résiliation du contrat NHS Diagnostics au Royaume Uni et à la cession des opérations en Italie.

Le résultat net pour l'année 2007 a été de 48 millions d'euros comparé à une perte de 264 millions d'euros en 2006.

Le résultat net normalisé a été de 140 millions d'euros en augmentation de +27% par rapport à 2006 et représente un bénéfice net normalisé par action de 2,03 euros.

## **Endettement net**

L'endettement net a été réduit à 338 millions d'euros fin décembre 2007 par rapport à 509 millions d'euros fin juin 2007 et 360 millions d'euros fin décembre 2006. Cette réduction s'est opérée grâce à un niveau élevé de flux de trésorerie d'exploitation et à un effet saisonnier de forte baisse du besoin en fonds de roulement au second semestre. Cette performance a permis le financement des restructurations et des rationalisations pour un montant de 104 millions d'euros et des investissements opérationnels qui ont représenté 5% du chiffre d'affaires.

## **Dividende**

Le Conseil de Surveillance a décidé de proposer, pour la première fois depuis la création du Groupe, le paiement d'un dividende de 0,40 euro par action à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires. Cet engagement représente un signal clair de confiance du Groupe dans son avenir. Atos Origin est déterminé à créer de la valeur pour ses actionnaires et à les placer au cœur de ses priorités.

## **Objectifs 2008**

En 2008, le Groupe poursuivra dans le cadre du plan de transformation 3o3 ses investissements dans les domaines des Ventes, de l'Industrialisation et de la Production Globale en Infogérance, et accélérera sa stratégie dans l'Offshore. Le Groupe a sélectionné des offres distinctives sur lesquelles des investissements sont prévus pour accélérer la croissance organique.

Les objectifs du Groupe pour 2008 sur le nouveau périmètre qui exclut l'Italie cédée le 31 janvier 2008 et les activités de Bourse d'Atos Euronext Market Solutions qui doivent être transférées à NYSE Euronext au 3<sup>ème</sup> trimestre 2008 sont les suivants:

- Réaliser une croissance organique du chiffre d'affaires de +4%
- Poursuivre l'amélioration de la marge opérationnelle de +100 points de base à partir des 4,6% atteints en 2007
- Réduire l'endettement net de 100 millions d'euros après versement du dividende, paiements pour les plans de retraite au Royaume Uni et encaissements des produits de cessions de l'Italie et des activités de Bourse d'AEMS.

Philippe Germond, Président du Directoire d'Atos Origin, a déclaré: *“2008 sera une année charnière pour Atos Origin avec l'accélération et le renforcement du plan de transformation. Nous avons établi les fondements nécessaires pour nous permettre d'améliorer notre compétitivité et accroître notre profitabilité de manière significative. Plus que jamais, je suis déterminé à développer tout le potentiel du Groupe et à accélérer la création de valeur. »*

### 13.3 CHIFFRE D'AFFAIRES 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2008 (30/04/2008)

**Chiffre d'affaires du premier trimestre 2008 à 1 424 millions d'euros - Croissance organique à +5,3%**

- **Hors cessions en 2008 de l'Italie et d'AEMS Bourse, chiffre d'affaires du premier trimestre 2008 de 1 356 millions d'euros, soit une croissance organique à +5,9%**
- **Augmentation des prises de commandes de +11% par rapport au premier trimestre 2007**
- **Endettement net réduit à 304 millions d'euros par rapport à 411 millions d'euros au 31 mars 2007**

PARIS – 30 avril 2008 – Atos Origin, l'une des toutes premières sociétés de services informatiques, a annoncé aujourd'hui le chiffre d'affaires de ses activités pour le premier trimestre 2008. Hors Italie cédée le 31 janvier 2008 et AEMS Bourse dont la cession est prévue d'être finalisée en septembre 2008, le chiffre d'affaires du premier trimestre a atteint 1 356 millions d'euros, représentant une croissance organique de +5,9%.

Le chiffre d'affaires consolidé comprenant un mois pour l'Italie et trois mois pour AEMS Bourse s'est élevé à 1 424 millions d'euros, représentant une croissance organique de +5,3%.

Cette performance réaffirme la tendance encourageante observée depuis le milieu de l'année 2007 et confirme l'élan produit par le Plan de Transformation.

Philippe Germond – Président du Directoire d'Atos Origin a déclaré: « *Les chiffres du premier trimestre 2008 valident l'apport du Plan de Transformation, que le Directoire a déployé durant la seconde partie de 2007, et qui produit maintenant des résultats tangibles tant pour la croissance du chiffre d'affaires que pour les prises de commandes. Cette performance souligne la compétitivité des activités du Groupe et la dynamique dans laquelle nous nous situons. Après des résultats 2007 en forte amélioration, ce trimestre positionne Atos Origin clairement sur la voie du redressement et nous conforte dans l'atteinte de nos objectifs 2008. Le premier trimestre de l'année démontre qu'Atos Origin est en position de créer de la valeur pour ses actionnaires.* »

#### **Chiffre d'affaires du premier trimestre 2008 par ligne de services**

Après un troisième trimestre 2007 à +6,6% et un quatrième trimestre 2007 à +5,3%, la croissance organique du premier trimestre 2008 est restée forte pour le chiffre d'affaires consolidé avec +5,3% et sur le périmètre hors Italie et AEMS Bourse à +5,9%.

Cette performance est principalement due à une accélération de l'activité **Intégration de Systèmes** qui continue de s'améliorer chaque trimestre pour atteindre un solide +7,2% de croissance organique au premier trimestre 2008.

L'activité **Infogérance** est restée soutenue avec +6,2% de croissance organique bénéficiant de la croissance d'Atos Worldline à +10,4% après une croissance organique de +5,1% pour l'ensemble de 2007, et de +5,6% pour l'infogérance d'applications grâce à la montée en charge de contrats à long terme.

L'activité **Conseil** a connu une amélioration bien qu'en décroissance organique limitée à -3,3% au premier trimestre 2008, à comparer à -6,3% au quatrième trimestre 2007 et à -16,2% au troisième trimestre 2007 démontrant un début de redressement.

#### **Chiffre d'affaires du premier trimestre 2008 par zone géographique**

En **France**, la croissance organique s'est élevée au premier trimestre 2008 à +7,5% avec un chiffre d'affaires de 426 millions d'euros. Le Conseil a connu une croissance organique de +10,8% confirmant la tendance positive observée fin 2007 à la suite des mesures prises par la nouvelle équipe de direction.

L'Infogérance a réalisé une croissance organique de +9% compte tenu d'un accroissement du niveau d'activité avec les clients existants.

L'Intégration de Systèmes a eu une croissance organique de +5,4% provenant principalement des secteurs télécommunications et industrie.

Au **Royaume-Uni**, la croissance organique a été de +1,1% au premier trimestre 2008 affectée par le chiffre d'affaires d'AEMS Bourse dans ce pays. Sans cette activité, dont le transfert à NYSE Euronext est prévu en septembre 2008, la croissance organique a été de +5,5%. Ce niveau a été atteint grâce à une croissance organique de +14,3% en Infogérance confirmant le plein effet des grands contrats finalisés en 2007. En Intégration de Systèmes, l'activité est restée stable par rapport à l'an dernier et le Conseil demeure faible, comme prévu, la nouvelle équipe de direction ayant besoin de quelques mois pour effectuer un véritable redressement.

Aux **Pays-Bas**, comme prévu, le chiffre d'affaires est resté stable à -0,7% en raison de la réinternalisation par KPN du contrat relatif aux postes de travail et la mise en place d'un nouveau contrat d'infogérance sur trois ans. L'Intégration de Systèmes n'a pas crû par rapport à 2007, et des mesures ont été prises afin d'accroître les ressources, notamment dans l'environnement SAP. En Conseil, le secteur des services financiers a connu une forte activité, ce qui a permis de compenser une activité commerciale moins importante dans le secteur public et l'industrie.

En **Allemagne et Europe centrale**, la croissance organique de +9,2% provient principalement d'un fort développement en Intégration de Systèmes en croissance de +24% grâce au contrat signé avec Dresdner Bank en 2007 et une accélération de l'activité dans le secteur des télécommunications sur les clients existants.

Dans la zone **autres EMEA**, la croissance organique d'Iberia a été de +10,8% avec une croissance à deux chiffres dans le Conseil et l'Infogérance. En Belgique, l'activité s'est accrue de +12%, les pays méditerranéens et l'Afrique ont crû de +39% grâce à un fort développement dans le secteur des télécommunications.

**L'Asie Pacifique** présente une solide croissance organique de +36% compte tenu du développement de nouveaux contrats en Chine et d'un accroissement des volumes avec la banque Standard Chartered à Hong Kong.

Comme prévu, le chiffre d'affaires de la zone **Amériques** a baissé de 12 millions d'euros, ce qui correspond à un effet de base provenant des Jeux Panaméricains au Brésil qui avaient contribué pour le même montant au premier trimestre 2007.

### **Portefeuille commercial: une dynamique confirmée**

Au cours du premier trimestre 2008, le niveau de prises de commandes s'est élevé à 1 432 millions d'euros, en croissance de +11% par rapport au premier trimestre 2007. Le ratio prises de commandes sur facturation s'est établi à 101% à comparer à 90% au premier trimestre 2007.

Le Groupe a remporté plusieurs contrats clés en France avec l'assureur MMA et un grand pétrolier, au Royaume-Uni avec Carbon Trust, Go North East ainsi que dans le secteur public, aux Pays-Bas avec Nuon, aux Etats-Unis avec Fenwal et en Chine avec la Banque de Chine.

### **Endettement net**

L'endettement net a été réduit à 304 millions d'euros à fin mars 2008 contre 338 millions d'euros fin décembre 2007 et 411 millions d'euros fin mars 2007. Cette baisse de l'endettement a été réalisée grâce à de fortes actions de réduction du besoin en fonds de roulement, et à l'effet de la cession de l'Italie pour 40 millions d'euros.

## **Objectifs 2008**

Hors Italie cédée en janvier 2008 et AEMS Bourse dont la cession à NYSE Euronext est prévue pour septembre 2008, le Groupe confirme ses objectifs pour l'année 2008, tels que communiqués le 15 février 2008 :

- Croissance organique du chiffre d'affaires à +4%
- Amélioration du taux de marge opérationnelle pour atteindre 5,6% après coûts opérationnels du Plan de Transformation par rapport à 4,6% en 2007
- Réduction de l'endettement net de 100 millions d'euros après paiements du dividende, du plan de retraite au Royaume-Uni, et cessions de l'Italie et AEMS Bourse

### **13.4 ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 22 MAI 2008 (22/05/2008)**

Paris, le 22 mai 2008 - Les actionnaires de la société Atos Origin ont été convoqués ce jour, 22 mai 2008, en assemblée générale mixte, par décision du Directoire, à l'effet de délibérer sur plusieurs résolutions dont l'approbation des comptes 2007, la nomination et le renouvellement de membres du Conseil de Surveillance.

Avant que l'assemblée générale n'ait juridiquement débuté, la feuille de présence n'ayant pas été certifiée par les membres du bureau, le quorum définitif n'ayant pas été proclamé et les résolutions n'ayant pas encore été mises aux voix, le Président du Conseil de Surveillance du FCPE "Atos Origin Stock Plan", représentant 2.015.150 actions, soit 3% du capital, détenues par les salariés du Groupe, a annoncé à l'ensemble des actionnaires qu'il exercerait ces droits de vote contrairement aux instructions de vote qui lui avaient été données à l'unanimité par le Conseil de Surveillance du FCPE.

Cette contradiction a été constatée en séance par l'ensemble des membres du bureau de l'assemblée, dont les deux premiers actionnaires d'Atos Origin, Centaurus Capital et Pardus Capital Management, au vu, notamment, d'un extrait signé du procès-verbal de la réunion du Conseil de Surveillance du FCPE sur lequel ces instructions étaient indiquées.

Cette situation était de nature à priver les salariés actionnaires de leur droit d'expression en assemblée. Elle était en outre susceptible d'ouvrir des contestations judiciaires sur la validité des décisions de l'assemblée, ce qui aurait porté une atteinte grave et irrémédiable à l'intérêt des actionnaires, de la société, de ses clients et de ses collaborateurs.

En conséquence, le Directoire a décidé à l'unanimité, avec l'accord du Président de l'assemblée, chargé de l'ordre de l'assemblée, d'ajourner l'assemblée afin que le sens du vote des actions du FCPE puisse s'exprimer dans des conditions de parfaite régularité et que la démocratie actionnariale soit parfaitement respectée.

La date à laquelle cette nouvelle assemblée sera convoquée sera la plus proche possible et sera communiquée à l'ensemble des actionnaires dans les meilleurs délais.

### 13.5 ACCORD AVEC LES FONDS CENTAURUS ET PARDUS (28/05/2008)

Paris, le 28 mai 2008

Atos Origin et ses deux principaux actionnaires, Centaurus Capital et Pardus Capital Management, sont heureux d'annoncer qu'ils ont conclu un accord qu'ils considèrent être dans le meilleur intérêt de la société, de ses salariés, de ses clients et de l'ensemble des parties prenantes.

Conformément à cet accord :

- Toutes les parties regrettent l'incident qui a conduit à l'ajournement de l'Assemblée Générale. Ayant résolu leur désaccord passé, elles réaffirment ensemble leur respect mutuel et leur intention commune de travailler sur le long terme pour le développement d'Atos Origin. En particulier, Pardus Capital Management et Centaurus Capital réitèrent qu'ils n'ont aucune intention de démanteler la société, et confirment qu'ils ont toute confiance dans les compétences professionnelles des membres du Directoire et de l'ensemble des collaborateurs d'Atos Origin.
- L'accord prévoit qu'Atos Origin, Centaurus Capital et Pardus Capital Management soutiennent, recommandent et votent en faveur d'une composition de Conseil de Surveillance à neuf membres, comprenant sept membres indépendants, un représentant de Centaurus Capital et un représentant de Pardus Capital Management :
  - Jean-Philippe Thierry, Président du Conseil de Surveillance
  - René Abate
  - Behdad Alizadeh
  - Benoît d'Angelin
  - Jean-François Cirelli
  - Michel Combes
  - Colette Neuville
  - Vernon Sankey
  - Michel Soublin
- Cette composition du Conseil sera soumise à l'approbation des actionnaires au cours de la prochaine Assemblée Générale le 12 juin 2008, la cooptation et l'élection de Jean-Philippe Thierry en tant que Président du Conseil de Surveillance intervenant dans un second temps sous réserve de l'élection des autres membres.
- Les parties se félicitent que Jean-Philippe Thierry, actuellement Président-Directeur Général des AGF et membre du Directoire d'Allianz, ait accepté de prendre cette responsabilité pour contribuer à la stabilité dans la gouvernance et soutenir le développement de la société. Ce membre éminent du monde des affaires en Europe, est également président du Conseil de Surveillance d'Euler-Hermès, et du Groupe Mondial Assistance, et siège en tant qu'administrateur aux Conseils de PPR, et d'Eurazeo.
- L'accord prévoit la création d'un comité stratégique, dont la mission sera d'examiner, en étroite coopération avec le Directoire, l'ensemble des opportunités d'investissements et options stratégiques de la société en vue de maximiser la valeur pour les actionnaires.
- De plus, Centaurus Capital et Pardus Capital Management se sont engagés à voter en faveur de toutes les résolutions recommandées par le Directoire lors de la prochaine Assemblée Générale du 12 juin 2008.

- Benoît d'Angelin et Behdad Alizadeh se sont engagés à démissionner du Conseil de Surveillance sous dix jours si la participation détenue respectivement par Centaurus Capital et Pardus Capital Management descendait sous les 5%.

Le Conseil de Surveillance et le Directoire d'Atos Origin accueillent cet accord comme un signal fort que l'ensemble des parties travailleront de manière constructive dans le meilleur intérêt de la société.

Philippe Germond déclare : « *Je suis convaincu que cet accord et les engagements pris par l'ensemble des parties seront perçus comme un signal fort de stabilité par nos clients, nos salariés et l'ensemble des parties prenantes. C'est une excellente nouvelle d'un point de vue opérationnel puisque la société peut maintenant se concentrer pleinement sur l'accélération de son développement et capitaliser sur les progrès réalisés et observés en 2007 et au premier trimestre 2008. Je me réjouis de pouvoir travailler avec le Conseil de Surveillance sur l'ensemble des opportunités de renforcement du leadership européen d'Atos Origin* ».

« *Nous croyons qu'il y a un énorme potentiel de création de valeur dans cette société, et nous sommes confiants que la revue stratégique entreprise à l'initiative du nouveau Conseil de Surveillance permettra d'identifier les meilleures façons de créer de la valeur pour tous les actionnaires* » ont déclaré Bernard Oppetit et Karim Samii.

### **13.6 ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 12 JUIN 2008 (12/06/2008)**

Paris, le 12 juin 2008

L'Assemblée Générale des actionnaires d'Atos Origin s'est réunie ce jour avec un quorum de 61,02%. Les actionnaires ont approuvé en particulier les résolutions suivantes :

- Les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2007
- La distribution d'un dividende de 0,40 euro par action (payé en numéraire le 3 juillet 2008) portant sur un montant total de 28 millions d'euros. Ce premier versement de dividende aux actionnaires d'Atos Origin reflète la bonne performance opérationnelle du groupe sur l'exercice 2007 et sa confiance dans ses perspectives.
- Conformément à l'accord signé avec les fonds Centaurus Capital et Pardus Capital Management le 28 mai 2008, Messieurs Didier Cherpitel, Diethart Breipohl et Dominique Bazy ont remis leur démission à l'issue de l'Assemblée Générale. Monsieur Jan Oosterveld, quant à lui, n'a pas souhaité renouveler son mandat arrivant à échéance.
- Le Conseil de Surveillance est désormais constitué de 9 membres dont 7 membres indépendants, élus pour 5 ans, expirant à l'issue de l'Assemblée devant se réunir en 2013 :
  - M. René Abate
  - M. Behdad Alizadeh (associé de Pardus Capital Management)
  - M. Benoît d'Angelin (associé de Centaurus Capital)
  - M. Jean-François Cirelli
  - M. Michel Combes
  - Mme Colette Neuville
  - M. Vernon Sankey
  - M. Michel Soublin.

Le Conseil de Surveillance, nouvellement constitué, s'est réuni à l'issue de l'Assemblée Générale et a procédé à la cooptation et à l'élection de son Président, en la personne de Jean-Philippe Thierry.

Le Conseil de Surveillance a confirmé sa confiance dans le Directoire.

Enfin, le Conseil de Surveillance a installé ses différents comités (Rémunération, Nominations, Comptes, Stratégique) et arrêté leur calendrier de travail.

### **13.7 CONSEIL DE SURVEILLANCE DU 3 JUILLET 2008 (04/07/2008)**

Paris, le 4 Juillet 2008 - Le Conseil de Surveillance d'Atos Origin s'est réuni le jeudi 3 juillet 2008, sous la présidence de M. Jean-Philippe Thierry, pour examiner notamment la demande formulée par PAI partners d'être représenté au Conseil de Surveillance. Cette demande fait suite à l'annonce, le 20 juin 2008, d'une prise de participation de PAI partners au capital d'Atos Origin à hauteur de 18 %.

Le Conseil a décidé à l'unanimité de coopter M. Bertrand Meunier et M. Michel Paris, représentant PAI partners, comme membres du Conseil de Surveillance et des comités du Groupe. A l'occasion de ce Conseil de surveillance, PAI partners a précisé que si sa participation au capital d'Atos Origin venait à être inférieure à 15 % par suite d'une cession, seul un de ses deux représentants conserverait son mandat. En outre, si cette participation venait à être inférieure à 5 %, PAI partners ne serait plus représenté au sein du Conseil de surveillance.

PAI partners a par ailleurs réitéré au sein de ce Conseil de surveillance qu'il n'agissait pas de concert avec quiconque et qu'il entendait coopérer avec les autres membres du Conseil dans l'intérêt commun de l'ensemble des actionnaires afin de maximiser la valeur de l'entreprise.

M. Bertrand Meunier a déclaré, à l'issue de la séance du Conseil de surveillance : « *La rapide et unanime nomination au Conseil de surveillance d'Atos de nos deux représentants est un signal fort de la volonté du Conseil d'agir dans l'intérêt de tous les actionnaires. Nous soutenons pleinement les efforts déjà mis en œuvre par le nouveau Conseil* »

M. Jean-Philippe Thierry, Président du Conseil de surveillance à quant à lui déclaré : « *Je me réjouis, au nom du Conseil de surveillance, de la cooptation des deux représentants de PAI partners et suis confiant dans l'efficacité de leur collaboration dans l'intérêt de l'entreprise, de ses employés, de ses clients et de tous ses actionnaires* ».

Le Conseil de Surveillance se réunira le 28 juillet prochain pour examiner les résultats semestriels du groupe, qui seront rendus publics le 29 juillet 2008.

### **13.8 RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2008 (29/07/2008)**

#### **SOLIDES RESULTATS AU PREMIER SEMESTRE 2008**

**Périmètre futur : chiffre d'affaires à 2 745 millions d'euros;  
Croissance organique de +6,8% dont le deuxième trimestre à +7,7%  
Marge opérationnelle à 123 millions d'euros, en augmentation de +11%  
Prises de commandes à 2 694 millions d'euros, en croissance de +14%**

- **Chiffre d'affaires total à 2 864 millions d'euros; à +6,4% de croissance organique**
- **Résultat net à 125 millions d'euros ; en augmentation de +118%**
- **Endettement net à 514 millions d'euros**

**Relèvement de l'objectif annuel de croissance organique du chiffre d'affaires au-dessus de +5%, confirmation des objectifs annuels du taux de marge opérationnelle et de l'endettement net.**

PARIS – 29 juillet 2008 – Atos Origin, l'un des leaders européens des services informatiques, a annoncé aujourd'hui ses résultats du premier semestre 2008. Sur le périmètre futur excluant l'Italie cédée au 31 janvier 2008 et AEMS Bourse dont la cession est prévue au troisième trimestre prochain, le chiffre d'affaires semestriel s'est élevé à 2 745 millions d'euros représentant une croissance organique de +6,8%. Cette croissance organique s'est accélérée au second trimestre à +7,7% après +5,9% au premier trimestre 2008. La marge opérationnelle a été de 123 millions d'euros représentant 4,5% du chiffre d'affaires et en augmentation de +11% par rapport au premier semestre 2007 (en augmentation de +15% à taux de change constants).

Le chiffre d'affaires total comprenant un mois d'Italie et six mois d'AEMS Bourse s'est élevé au premier semestre 2008 à 2 864 millions d'euros, soit **une croissance organique de +6,4%**. La marge opérationnelle sur ce périmètre s'est élevée à 124 millions d'euros représentant 4,3% du chiffre d'affaires.

Commentant les résultats du premier semestre 2008, Philippe Germond, Président du Directoire d'Atos Origin a déclaré: *« Au cours du premier semestre 2008, le Groupe a bénéficié des relations de long terme avec ses clients en leur fournissant de nouveaux services innovants. Nous avons confirmé notre forte dynamique commerciale avec une croissance à deux chiffres des prises de commandes et nous sommes clairement revenus à une croissance organique de chiffre d'affaires au-dessus du marché des services informatiques. Par conséquent, nous avons atteint le premier objectif de notre Plan de Transformation et nous continuons de nous focaliser sur l'amélioration de la marge opérationnelle et la génération de cash flow. Les 50 000 collaborateurs du Groupe restent profondément impliqués à créer de la valeur pour nos clients et pour nos actionnaires. »*

### **Chiffre d'affaires par ligne de services**

Après +5,9% au second semestre 2007, la croissance organique du Groupe est restée forte au premier semestre 2008 tant au niveau total avec +6,4% que pour le périmètre futur avec +6,8%. Cette performance provient principalement des lignes de services Intégration de Systèmes et Infogérance.

**L'intégration de Systèmes** a continué l'amélioration trimestre après trimestre de sa croissance organique pour atteindre un solide +7,5% au premier semestre 2008. Cette performance provient du Royaume-Uni (+11%), de l'Allemagne (+23%) et de la zone autres EMEA (+16%).

**L'Infogérance** a atteint +7,4% de croissance organique du chiffre d'affaires grâce à un solide +9,8% pour Atos Worldline en progression par rapport aux +5,0% atteints pour l'année 2007, et d'une croissance de +6,6% pour les autres activités d'infogérance. Cette performance provient de la France (+8%), du Royaume-Uni (+19%), des zones Asie-Pacifique (+46%) et autres EMEA (+13%). Les Pays-Bas et l'Allemagne ont connu un chiffre d'affaires stable au cours du premier semestre.

L'activité **Conseil** a poursuivi son redressement. La décroissance organique a été de -1,6% au premier semestre 2008 en étant stable au deuxième trimestre après une décroissance de -3,3% au premier trimestre 2008, de -6,3% au quatrième trimestre 2007 et de -16,2% au troisième trimestre 2007. Le Conseil en France a connu une croissance organique de +13% au premier semestre 2008 alors que le Royaume-Uni et les Pays-Bas sont restés en décroissance.

### **Chiffre d'affaires par zone géographique**

Toutes les zones géographiques ont montré une solide croissance organique du chiffre d'affaires au-dessus de +7% avec deux exceptions: les Pays-Bas en décroissance de -1,4% restent affectés par KPN au premier semestre qui, comme attendu, a eu un effet de six points sur cette décroissance. Dans la zone Amériques, où le chiffre d'affaires total a diminué de 23 millions d'euros, le contrat pour les Jeux Panaméricains de 2007 au Brésil a pesé pour 28 millions dans la comparaison avec 2008.

## **Performance opérationnelle**

Au premier semestre 2008, sur le périmètre futur, la marge opérationnelle a atteint 123 millions d'euros, soit 4,5% du chiffre d'affaires comparés à 111 millions d'euros au premier semestre 2007 (107 millions d'euros à taux de change constants au premier semestre 2007).

Cet accroissement provient principalement du Royaume-Uni qui a réalisé une marge opérationnelle de 6,2% à comparer à 2,2% au premier semestre 2007 et d'Atos Worldline qui a augmenté sa marge opérationnelle de deux points. La France, l'Allemagne et la zone autres EMEA ont également accru leur marge opérationnelle. L'Asie Pacifique a été affectée par un projet en Thaïlande pour 3 millions d'euros ainsi que la zone autres EMEA pour un montant de 3,6 millions d'euros sur un projet en Turquie.

Aux Pays-Bas la marge opérationnelle a, comme prévu, subi l'effet de la baisse d'activité avec KPN qui n'a pas été totalement compensée par la montée en charges des nouveaux contrats.

## **Résultat opérationnel et résultat net**

Le résultat opérationnel s'est établi à 191 millions d'euros après 6 millions d'euros de charges de restructuration principalement en France, et un impact positif de 64 millions d'euros provenant de l'accord sur les retraites signé au Royaume-Uni avec les deux principaux fonds de pension. Le résultat financier est une charge de 7 millions d'euros, la charge d'impôt a été de 56 millions d'euros représentant un taux effectif de 30,6% et les intérêts minoritaires se sont élevés à 3 millions d'euros. Ainsi, le résultat net part du Groupe s'est élevé à 125 millions d'euros par rapport à 57 millions d'euros au premier semestre 2007.

## **Endettement net**

L'endettement net s'est établi à 514 millions d'euros à fin juin 2008 par rapport à 338 millions d'euros au 31 décembre 2007 et 509 millions d'euros fin juin 2007. Ce montant comprend le décaissement fait au second trimestre 2008 pour la restructuration des retraites au Royaume-Uni (-66 millions d'euros) et l'encaissement relatif à la cession de l'Italie au premier trimestre 2008 (38 millions d'euros). Comme prévu, le montant des investissements a représenté 141 millions d'euros dont 20 millions d'euros relatifs à Atos Euronext Market Solutions et 21 millions d'euros relatifs aux investissements pour le Plan de Transformation 3O3.

Des actions fortes se sont poursuivies pour réduire le besoin en fonds de roulement et ainsi limiter à 106 millions d'euros l'augmentation saisonnière sur le premier semestre de l'année.

## **Portefeuille commercial: confirmation de la forte dynamique**

Sur la base du périmètre futur, le montant total des prises de commandes s'est élevé à 2 694 millions d'euros pour le premier semestre 2008, en croissance de +14% par rapport au premier semestre 2007 (en augmentation de +17% à taux de change constants), avec une accélération de la croissance de +11% au premier trimestre à +17% au second trimestre de l'année 2008.

Le ratio de prises de commandes sur facturation s'est établi au premier semestre 2008 à 98% comparé à 89% au premier semestre 2007. Pour les douze derniers mois, ce ratio a été de 114% au premier semestre 2008.

Pendant la première moitié de l'année 2008, les commandes ont porté sur des prestations à plus forte valeur ajoutée et, par conséquent, ont été signées avec une marge brute moyenne supérieure à celle des années précédentes.

Au cours du second trimestre, le Groupe a gagné plusieurs contrats clés dont à titre d'exemple, ERDF/EDF et les passeports biométriques pour le Gouvernement en France, NXP et Nuon aux Pays-

Bas, d'importants contrats dans les secteurs public et privé au Royaume-Uni, Neckermann en Allemagne, deux contrats majeurs dans le secteur bancaire en Espagne et Bank of China en Chine.

### **Plan de Transformation 3O3**

Le Plan de Transformation a continué de progresser sur toutes les initiatives. En offshore / nearshore, les effectifs se sont accrus de 20% par rapport à fin 2007. Les recrutements faits par le Groupe ont principalement porté sur l'offshore / nearshore et le closeshore (zones à plus faibles coûts).

La consolidation des grands systèmes est pratiquement achevée en France et des centres de données locaux ont été fermés. Sur l'Industrialisation, le déploiement de la standardisation des processus et des outils permet à ce jour à 3 300 ingénieurs d'opérer sur les centres de services partagés.

Les coûts opérationnels du Plan de Transformation ont été de 27 millions d'euros au premier semestre 2008 par rapport à 11 millions d'euros au premier semestre 2007 conformément à la montée en charge du plan qui a commencé à produire des économies pour un montant de 20 millions d'euros au premier semestre 2008.

### **Perspectives 2008**

Sur le périmètre futur, hors Italie cédée en janvier 2008 et AEMS Bourse devant être cédée à NYSE Euronext au troisième trimestre 2008, les perspectives du Groupe pour l'année 2008 sont les suivantes :

- Croissance organique du chiffre d'affaires au-dessus de +5% (relèvement par rapport à l'objectif initial de +4%)
- Amélioration du taux de marge opérationnelle pour atteindre 5,6% après coûts opérationnels du Plan de Transformation par rapport à 4,6% en 2007
- Réduction de l'endettement net de 100 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2007 après paiement du dividende, du plan de retraite au Royaume-Uni, et cessions de l'Italie et d'AEMS Bourse.

## **13.9 DIRECTOIRE RESSERRE POUR ATOS ORIGIN (01/08/2008)**

Paris, le 1er août 2008 -

Atos Origin annonce le départ du groupe de Wilbert Kieboom, et la fin de ses fonctions de membre du Directoire. Le groupe remercie Wilbert Kieboom des huit années qu'il a passées à son service.

Wilbert Kieboom a souhaité, en accord avec le groupe, donner une nouvelle orientation à sa carrière.

Philippe Germond, Président du Directoire d'Atos Origin, assumera directement les responsabilités confiées au préalable à Wilbert Kieboom, notamment le contrôle opérationnel des pays et des lignes de service. Wilbert Kieboom ne sera de ce fait pas remplacé au sein du Directoire qui sera dorénavant composé de Philippe Germond et Eric Guilhou.

Dans une période où Atos Origin connaît une dynamique de croissance et une amélioration de sa performance, et où des contrats très significatifs sont signés, cette organisation permettra au Président du Directoire d'assurer, avec Eric Guilhou, un pilotage direct de l'activité opérationnelle, au service des objectifs de développement d'Atos Origin.

Jean-Philippe Thierry, Président du Conseil de Surveillance, a déclaré : « Je suis certain que ce Directoire resserré saura tirer le meilleur parti de cette concentration des responsabilités opérationnelles. »

### **13.10 ATOS ORIGIN ET NYSE EURONEXT FINALISENT LEUR ACCORD SUR LA JOINT VENTURE AEMS (06/08/2008)**

#### **Acquisition par NYSE Euronext de l'activité de Gestion et de Vente de ses Plates-formes de Négociation Européennes Acquisition par Atos Origin des Activités Compensation, Règlement-Livraison et Back Office d'AEMS**

New York et Paris, le 6 août 2008 – Atos Origin (Euronext Paris : ATO), l'un des leaders des services informatiques, et NYSE Euronext (NYSE Euronext : NYX), le groupe boursier le plus important au monde, annoncent la finalisation de la transaction par laquelle NYSE Euronext acquiert la participation de 50% détenue par Atos Origin dans AtosEuronext Market Solutions (AEMS) et Atos Origin acquiert les activités Compensation, Règlement-Livraison et Back Office d'AEMS. Cet accord avait été annoncé en décembre 2007.

Au terme de cette transaction, NYSE Euronext acquiert la propriété des plates-formes technologiques de négociation au comptant, NSC, et de négociation de produits dérivés, LIFFE CONNECT®. NYSE Euronext acquiert également auprès d'AEMS l'ensemble des services de gestion et de développement de ces plates-formes et de leur vente à des bourses étrangères. La réalisation de cette acquisition vient finaliser l'internalisation des opérations technologiques européennes de NYSE Euronext et permet la pleine intégration des activités Bourses d'AEMS au sein de NYSE Euronext Advanced Trading Solutions.

La transaction s'est traduite par le paiement de €282 millions (US\$445 millions), sous réserve d'ajustement, de NYSE Euronext à Atos Origin et de €14 millions (US\$1 millions) de Atos Origin à AEMS. Dans le cadre de la transaction, NYSE Euronext a acquis la trésorerie nette d'AEMS à la date de réalisation de l'acquisition. Cette trésorerie nette s'élevait approximativement à 113 millions d'euros (178 millions de dollars) au 30 juin 2008.

Philippe Germond, Président d'Atos Origin, déclare : « Cette transaction est très satisfaisante pour les deux parties. Atos Origin a accompagné ces 10 dernières années NYSE Euronext dans son développement international et lui a délivré des services technologiques à forte valeur ajoutée. Avec cette nouvelle étape, Atos Origin contribue au futur développement de l'un de ses clients de longue date. Je me réjouis que cette relation fructueuse se prolonge au travers d'un fonctionnement en partenariat privilégié.

« Je suis également très confiant que les compétences des équipes Compensation, Règlement-Livraison et Back Office d'AEMS vont renforcer le développement d'Atos Origin et sa stratégie de contribution à la performance de ses clients, notamment dans le domaine des Services Financiers.

« De plus, cette transaction accroît notre flexibilité financière pour réaliser les investissements prioritaires de notre stratégie de développement, tel que les paiements et l'offshore. Elle nous permet de consolider notre portefeuille d'activités actuel et de nous concentrer sur la création de valeur pour nos actionnaires. » Jean-François Théodore, Directeur Général Adjoint de NYSE Euronext, déclare : « Au nom de la société, je me réjouis d'accueillir l'équipe AEMS au sein de la famille NYSE Euronext. AEMS nous permet d'étendre notre gamme de solutions de pointe et notre expertise pour le plus grand bénéfice de nos clients et pour nos propres besoins technologiques. Cette transaction renforce notre position de leader mondial fournissant aux institutions financières et aux bourses à travers le monde fonctionnalité et connectivité de négociation ultra-rapides. »

Cet accord intervient après une collaboration réussie et de longue date entre Atos Origin et Euronext, et permet aux deux sociétés de se concentrer sur leur cœur de métier, au regard des récentes tendances dans leurs industries respectives.

## 14 GLOSSAIRE – DEFINITIONS

### Termes et indicateurs clés de performance : Finance

- RNPA
- RNPA normalisé
- Capitaux employés opérationnels
- Courant et non-courant
- Coûts indirects
- Délai de recouvrement client
- EBITDA-EBO
- Endettement net
- Marge brute – coûts directs
- Marge opérationnelle
- Marge opérationnelle avant amortissements et dépréciation ou EBO
- Ratio d'endettement net sur capitaux propres
- Ratio de couverture d'intérêt
- Ratio de levier financier
- Résultat opérationnel
  
- Résultat net normalisé
  
- Retour sur capitaux employés

### Termes relatifs à l'activité

- BPO
- CMM
- CRM
- ERP
- LAN
- MMS
- SCM
- WAN

### Termes et indicateurs clés de performance : Activité

- Carnet de commandes
- Chiffre d'affaires externe
- Croissance organique du CA
- Effectif permanent et temporaire
- Effectif légal
- Effectifs directs et indirects
- Equivalents Temps Plein (ETP)
- Prises de commandes sur facturation
- Propositions commerciales
- Ratio S
- Sous-traitants et personnel intérimaire
  
- Taux d'utilisation et taux de non-utilisation
- Taux de départs volontaires
- Taux de rotation du personnel
- TCV (*Total Contract Value* ou valeur contractuelle totale)
- Volume de prises de commandes / commandes enregistrées

### Termes relatifs au marché boursier

- Capitalisation boursière
- Capitalisation du flottant
- Consensus
- Dividendes
- Flottant
- Instruments dilutifs
- PEG (*Price Earnings Growth*)
- PER (*Price Earnings Ratio*)
- Valeur d'entreprise (EV)
- Volatilité

## 14.1 TERMES ET INDICATEURS CLES DE PERFORMANCE : FINANCE

**Marge opérationnelle.** La marge opérationnelle inclut le résultat opérationnel avant coût des options de souscription d'actions, plus ou moins-values de cession d'actifs, coûts de réorganisation et de rationalisation, pertes de valeur sur actifs à long terme, charge nette aux provisions pour litiges significatifs et reprise de provisions de bilan d'ouverture qui ne sont plus nécessaires.

**Résultat opérationnel.** Le résultat opérationnel comprend le résultat net avant charge d'impôt courant et impôt différé, résultat financier, quote-part du résultat net des entreprises associées et résultat des activités abandonnées.

**EBITDA :** terme anglais fréquemment utilisé en français (Earnings Before Interests, Tax, Depreciation and Amortisation correspond au résultat avant charge d'intérêts, impôts, dotation nette aux provisions et dotation aux amortissements). Pour Atos Origin, l'EBITDA se base sur la marge opérationnelle minorée des éléments sans impact sur les flux de trésorerie et se nomme **EBO** (Excédent Brut Opérationnel) et correspond à la marge opérationnelle avant dotation aux amortissements et dotation nette aux provisions (**OMDA** en anglais).

**Excédent Brut Opérationnel.** Il se calcule comme suit :

Marge opérationnelle

- moins dotation aux amortissements des immobilisations (tel que présenté en « Résultats financiers »
- moins dotation nette aux provisions (composée de la dotation nette aux provisions pour actif courant et de la dotation nette aux provisions d'exploitation, telles que présentées en « Résultats financiers »)
- moins dotation nette aux provisions pour retraite (telle que présentée en « Résultats financiers »)

**Marge brute et Coûts indirects.** La marge brute se compose du chiffre d'affaires minoré des coûts directs des biens et services vendus. Les coûts directs se réfèrent à la production des produits et / ou services délivrés aux clients, alors que les coûts indirects comprennent tous les coûts liés aux effectifs indirects (tels que définis ci-après), qui ne sont pas directement liés à la réalisation du chiffre d'affaires. La marge opérationnelle englobe la marge brute moins les coûts indirects.

**Résultat net normalisé.** Résultat net (part du Groupe) avant éléments inhabituels, anormaux et irréguliers, net d'impôt.

**RNPA (Résultat Net Par Action).** Le RNPA est le résultat net divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le RNPA dilué est le résultat net divisé par le nombre moyen dilué pondéré d'actions ordinaires sur la période (nombre d'actions en circulation + instruments dilutifs avec effet dilutif). **Le RNPA normalisé** est basé sur le résultat net normalisé.

**Capitaux employés opérationnels.** Les capitaux employés opérationnels comprennent l'actif immobilisé et le fonds de roulement, hors goodwill et actifs destinés à être cédés ou abandonnés.

**Actifs et passifs courants et non-courants.** Une distinction est faite au bilan entre éléments d'actif et de passif courants et non-courants. Les actifs et passifs courants sont ceux que le Groupe s'attend à réaliser, consommer ou régler durant le cycle d'exploitation normal, lequel peut s'étendre au-delà des 12 mois suivant la clôture de l'exercice. Tous les autres actifs et passifs sont non-courants.

Les actifs et passifs courants, à l'exclusion de la part à court terme des emprunts, des créances financières et des provisions, constituent le besoin en fonds de roulement du Groupe.

**Endettement net.** L'endettement net est constitué du total des emprunts (obligations, contrats de location-financement, prêts bancaires à court et long termes, titrisation et autres passifs financiers), des actifs financiers à court terme et des passifs porteurs d'intérêt à échéance de moins d'un an, moins la trésorerie nette (disponibilités et dépôts bancaires à vue et SICAV monétaires).

**Délai de recouvrement client.** Le délai de recouvrement moyen représente la somme des créances clients (y compris les travaux en cours) exprimée en jours de chiffre d'affaires (sur la base du « dernier entré, premier sorti »). Le nombre de jours se base sur le calendrier civil.

**Ratio d'endettement net sur capitaux propres.** Le ratio d'endettement net sur capitaux propres représente la part, exprimée en pourcentage, de l'endettement net sur le total des capitaux propres (part du Groupe et intérêts minoritaires).

**Ratio de couverture d'intérêt.** Le ratio de couverture d'intérêt représente un multiple de la marge opérationnelle divisée par le coût net de l'endettement financier.

**Ratio de levier financier.** Le ratio de levier financier représente l'endettement net divisé par la marge opérationnelle avant amortissement et dépréciation, ou EBO.

**Retour sur capitaux employés.** Le retour sur capitaux employés est le résultat net (part du Groupe), hors coût d'endettement financier (net d'impôt) et pertes de valeur sur actifs à long terme, divisé par les capitaux employés.

## 14.2 TERMES RELATIFS AU MARCHÉ BOURSIER

**Consensus.** Le consensus reprend l'opinion qui ressort de la communauté financière au sein de laquelle les analystes financiers jouent un rôle prédominant. Le consensus peut avoir trait aux perspectives de résultats (consensus sur un titre donné) ou à un groupe de sociétés appartenant au même secteur d'activité (consensus de marché).

**Instruments dilutifs.** Les instruments dilutifs sont des instruments financiers (obligations, bons de souscription d'actions, options de souscription d'actions, actions gratuites) qui peuvent être convertis en actions et qui ont donc un impact dilutif potentiel sur le capital social.

**Dividendes.** Les dividendes représentent la part des bénéfices d'une entreprise distribuée aux actionnaires sous la forme de liquidités ou d'actions.

**Flottant.** Le flottant représente la proportion du capital social effectivement échangé sur le marché. Il exclut les actions des six catégories présentées ci-dessous (source Euronext) :

- **Autocontrôle**  
Actions de la société cotée détenues par des sociétés contrôlées au sens de l'article 233/3 du Code de Commerce. Les actions auto-détenues (actions détenues en propre par la société cotée) ne sont pas comprises dans le calcul.
- **Actions détenues par des fondateurs**  
Actions détenues directement ou indirectement par les fondateurs (personnes physiques ou groupes familiaux), les-dits fondateurs exerçant une influence sur la gestion ou le contrôle de la société (dirigeants, contrôle en droit de vote, influence notoire....).
- **Participations détenues par l'Etat**  
Il s'agit des participations directes mais aussi des participations via des collectivités publiques et des participations détenues par des sociétés elles-mêmes contrôlées par l'Etat.
- **Actions liées par un pacte d'actionnaires**  
Actions comprises dans le champ d'un pacte d'actionnaires au sens de l'article 233/10 et 11 du Code du Commerce en dehors des actions détenues par les fondateurs ou l'Etat.
- **Bloc contrôlant**  
Actions détenues par des personnes morales (hors fondateurs et Etat) qui exercent un contrôle au sens de l'article 233-3 du Code du Commerce.
- **Participations analysées comme stables**  
Participations supérieures à 5% et qui n'ont pas évoluées de manière significative à la baisse (-1% hors dilution) depuis 3 ans. Sont inclus des actionnaires qui, parallèlement ou conjointement au lien capitalistique, ont, avec la société cotée, des accords industriels ou stratégiques sur une période récente.

**Capitalisation du flottant.** Elle représente le cours de l'action d'une société multiplié par le flottant tel que défini ci-dessus.

**Capitalisation boursière.** Elle représente le cours de l'action d'une société multiplié par le nombre d'actions émises.

**Volatilité.** Elle représente la fluctuation du cours d'une action, mesurée par l'écart-type du rapport entre deux cours successifs.

**Valeur d'entreprise (EV).** Elle représente la capitalisation boursière d'une entreprise, plus son endettement.

**PER** (*Price Earnings Ratio* ou Rapport cours/bénéfices). Il représente la capitalisation boursière d'une entreprise divisée par ses bénéfices après impôt sur une période suivie (ou à terme) de douze mois.

**PEG** (*Price Earnings Growth* ou taux de croissance moyen des bénéfices attendus). Il s'agit du rapport cours/bénéfices d'un titre divisé par son taux de croissance des bénéfices en glissement annuel.

### 14.3 TERMES RELATIFS A L'ACTIVITÉ

**BPO** (*Business Process Outsourcing* ou externalisation des processus). Le BPO correspond à l'externalisation d'un certain nombre de fonctions ou procédures de l'entreprise, notamment des fonctions administratives, telles que la comptabilité, la gestion des ressources humaines, les centres d'appels, etc.

**CMM** (*Capability Maturity Model*). Le CMM est une méthode d'évaluation et de mesure, sur une échelle de 1 à 5, de l'efficacité du processus de développement logiciel dans une entreprise.

**CMMI.** Intégration du CMM.

**CRM** (*Customer Relationship Management* ou gestion de la relation client). La gestion de la relation client (service après-vente, conseil à l'achat, conseil d'utilisation, fidélisation de la clientèle) est devenue un axe stratégique de la réussite d'une entreprise. Non seulement la gestion de la relation client favorise la rentabilité, mais elle conduit également à une augmentation du chiffre d'affaires grâce à son action sur la fidélisation de la clientèle.

**ERP** (*Enterprise Resource Planning* ou planification des ressources d'entreprise). Un système ERP est un progiciel de gestion intégré conçu sous la forme de modules, capable d'intégrer les systèmes de ventes, de production, d'achat, de comptabilité et de ressources humaines en un vaste système de gestion de l'information, à l'échelle de l'entreprise toute entière.

**LAN** (*Local Area Network* ou réseau local). Il s'agit d'un réseau local reliant un certain nombre d'ordinateurs au sein d'un même bâtiment ou d'une même zone.

**MMS** (*Multimedia Message Service*). Un MMS est un message pouvant transporter du texte, du son, des images en couleur fixes ou animées, envoyé en général à destination d'un téléphone portable.

**SCM** (*Supply Chain Management* ou gestion de la chaîne logistique). Il s'agit d'un système conçu pour optimiser la chaîne logistique et améliorer la souplesse et la gestion des coûts.

**WAN** (*Wide Area Network*). Un réseau WAN est un réseau longue distance généralement composé de plusieurs réseaux locaux (LAN), qui couvre une zone géographique étendue.

## 14.4 TERMES ET INDICATEURS CLES DE PERFORMANCE : ACTIVITE

### 14.4.1 Chiffre d'affaires

**Chiffre d'affaires externe.** Le chiffre d'affaires externe représente les ventes d'Atos Origin à des tiers externes (hors TVA et chiffre d'affaires d'achat-revente sans marge).

**Prises de commandes sur facturation.** Il s'agit du rapport, exprimé en pourcentage, entre le volume de prises de commandes sur une période, divisé par le chiffre d'affaires réalisé sur la même période.

**Volumes de prises de commandes / commandes enregistrées.** La valeur totale des contrats, commandes ou avenants conclus sur une période définie. Lorsqu'une proposition commerciale est gagnée (engagement contractuel signé par le client), la prise de commande est constatée et la valeur contractuelle totale (TCV) est ajoutée au carnet de commandes.

**TCV (Total Contract Value ou valeur contractuelle totale).** La TCV représente la valeur totale d'un contrat à la signature (prévue ou estimée) sur sa durée totale. Elle représente la commande ferme et la valeur contractuelle du contrat en dehors de toute clause activée du fait du client, telle que la clause de résiliation anticipée, ou toute option sur des prestations complémentaires ou tout renouvellement.

**Carnet de commandes / couverture des commandes.** Ce rapport correspond à la valeur des contrats, commandes et avenants signés qui restent à reconnaître en chiffre d'affaires sur leur durée de vie résiduelle.

**Propositions commerciales.** Cet indicateur correspond à la valeur du chiffre d'affaires potentiel à tirer des propositions commerciales en cours faites à des clients. Les propositions commerciales qualifiées appliquent une probabilité estimée du succès de la proposition, sous forme d'un pourcentage.

**Croissance organique.** La croissance organique représente le pourcentage de croissance d'un secteur d'activité à périmètre et taux de change constants.

### 14.4.2 Ressources humaines

**Effectif légal.** L'effectif légal représente le nombre total de salariés enregistrés dans les effectifs d'Atos Origin à la clôture de la période. L'effectif légal inclut les salariés en longue maladie ou en longue indisponibilité, les étudiants en cours de qualification, les stagiaires, les congés maternité, mais ne comprend pas les sous-traitants et le personnel intérimaire.

**Equivalents Temps Plein (ETP).** Représente le nombre total de salariés calculé en fonction des informations reprises des feuilles horaires sur la base du temps de travail effectif, divisé par le temps de travail contractuel standard par salarié. En général, une personne qui a un contrat de travail à temps plein est considérée comme un ETP, alors qu'une personne qui travaille à temps partiel sera considérée comme représentant moins qu'un ETP.

Les calculs sont effectués sur la base de la durée de travail fixée par la législation en vigueur (hors heures supplémentaires et congés sans solde), le temps de travail potentiel (en heures ou jours) étant égal au temps nominal + le solde d'heures supplémentaires - les congés sans soldes. Pour les sous-traitants et le personnel intérimaire, les heures de travail potentielles sont fonction du nombre d'heures facturées par le fournisseur à Atos Origin.

**Sous-traitants.** Les sous-traitants externes sont des fournisseurs tiers externes. Les activités externalisées (activités d'impression ou de centre d'appels, par exemple) et la sous-traitance sur la base d'un montant forfaitaire sont exclues de la comptabilisation des sous-traitants ou intérimaires.

**Personnel intérimaire.** Il correspond au personnel d'une agence de travail temporaire. Il est habituellement fait recours aux intérimaires pour couvrir les pics d'activité saisonniers ou dans des circonstances exigeant du personnel sur une courte période.

**Effectifs directs.** Les effectifs directs (appelés aussi productifs) incluent les effectifs permanents (en contrat à durée indéterminée) et les sous-traitants dont le travail peut être facturé à un tiers.

**Effectifs indirects.** Les effectifs indirects incluent les effectifs permanents (en contrat à durée indéterminée) et les sous-traitants dont le travail ne peut pas être facturé à un tiers. Les effectifs indirects ne sont pas directement impliqués dans la production des produits et/ou services vendus aux clients.

**Effectifs permanents.** Il s'agit des effectifs en contrat à durée indéterminée.

**Effectifs temporaires.** Il s'agit des effectifs en contrat à durée déterminée.

**Ratio S.** Le Ratio S mesure les effectifs indirects en pourcentage de l'effectif ETP total, y compris à la fois le personnel propre à la société et les sous-traitants.

**Taux de rotation du personnel et taux de départs volontaires** (pour l'effectif légal). Le taux de rotation du personnel et le taux de départs volontaires mesurent la part de l'effectif légal ayant quitté la Société (de manière volontaire ou non) sur une période définie.

Le taux de rotation mesure le pourcentage de l'effectif légal ayant quitté l'entreprise sur une période donnée.

Le taux de départs volontaires mesure le pourcentage d'effectifs permanents ayant volontairement quitté l'entreprise sur une période donnée. Le taux de départs volontaires est un rapport entre le total des départs volontaires sur une période annuelle divisé par les effectifs moyens en contrat à durée indéterminée sur cette période.

**Taux d'utilisation et taux de non-utilisation.** Le taux d'utilisation mesure la part du temps de travail potentiel (en heures ou jours) pour les ETP directs-productifs (salariés en propre hors sous-traitants) facturables au client. Ce rapport s'exprime sous la forme d'un pourcentage, basé sur les heures facturables (effectivement produites) divisées par le temps de travail potentiel hors congés. Le taux de non-utilisation mesure le temps de travail potentiel (en heures ou jours) pour les ETP directs-productifs (salariés en propre hors sous-traitants) qui n'est pas facturé au client.

Le taux d'utilisation + le taux de non-utilisation = 100% du temps de travail potentiel des ETP directs-productifs, hors congés légaux, congés de longue maladie, congés sabbatiques de longue durée et congés parentaux. Le temps de travail potentiel se compose du temps facturable, de l'inactivité pouvant être facturée mais non facturée (congés exceptionnels, maladie, disponibilité entre deux missions appelée temps d'inter-contrats, autre inactivité comme la délégation) et le temps non facturable (avant-vente, formation, réunions d'encadrement, recherche et développement, déplacements).

## 15 CONTACTS

<p><b>Afrique du Sud</b> 204 Rivonia Road, Sandton Private Bag X136 Bryanston 2021 Tél. : +27 11 895 2000</p> <p><b>Allemagne</b> Theodor-Althoff-Str. 47 D-45133 Essen Tél. : +49 (0) 20 14 3050</p> <p><b>Atos Worldline GmbH</b> Hahnstraße 25 D-60528 Frankfurt/Main Tél. : +49 69 66566 0</p> <p><b>Argentine</b> Vedia 3892 P.B. C1430 DAL - Buenos Aires Tél. : +54 11 4546 5500</p> <p><b>Autriche</b> Technologiestraße 8 / Gebäude D A-1120 Wien Tél. : +43 1 60543 0</p> <p><b>Belgique</b> Da Vincilaan 5 B-1930 Zaventem Tél. : +32 2 690 2800</p> <p><b>Global Conseil et Intégration de Systèmes (Global C&amp;SI)</b> Da Vincilaan 5 B-1930 Zaventem Tél. : +32 2 712 3777</p> <p><b>Atos Worldline Belgium</b> Chaussée de Haecht 1442 Haachtsesteenweg 1130 Brussels Phone: +32 (0)2 727 61 11 Fax: +32 (0)2 727 67 67</p> <p><b>Brésil</b> Rua Itapaiuna 2434 - 2 andar - Santo Amaro São Paulo – SP CEP: 05707-001 Tél. : +55 11 3779 2344</p> <p><b>Chine</b> 5th Floor, Lido Commercial Center Jichang Road Beijing 100004 Tél. : +86 10 6437 6668</p>	<p><b>Espagne</b> Albarracín, 25 28037 Madrid Tél. : +34 91 440 8800</p> <p><b>Atos Consulting</b> Albarracín, 27 28037 Madrid Tél. : +34 91 214 9500</p> <p><b>Etats-Unis</b> 5599 San Felipe Suite 300 Houston TX, 77056 Tél. : +1 713 513 3000</p> <p><b>France</b> Tour les Miroirs - Bât C 18, avenue d'Alsace 92926 Paris La Défense Cedex Tél. : +33 1 55 91 2000</p> <p><b>Atos Worldline France</b> Tour Manhattan 5-6 place de l'Iris 92926 Paris La Défense Cedex Tél. : +33 1 49 00 9000</p> <p><b>Infogérance</b> Tour Horizon 64 Rue du 8 Mai 1945 92025 Nanterre Tél. : +33 1 70 92 1340</p> <p><b>Intégration de Systèmes</b> Tour les Miroirs - Bât C 18, Avenue d'Alsace 92926 Paris La Défense Cedex Tél. : +33 1 55 91 2000</p> <p><b>Atos Consulting</b> 6-8 Boulevard Haussmann 75009 Paris Tél. : +33 1 73 03 2000</p> <p><b>Atos Euronext Market Solutions</b> 6-8 Boulevard Haussmann F - 75009 Paris Tél. : +33 1 73 03 0303</p> <p><b>Grèce</b> 18 Kifisias Avenue 151 25 Athènes Tél. : +30 210 688 9016</p> <p><b>Hong Kong</b> Suites 1701-8, Prudential Tower 21 Canton Road Tsimshatsui, Kowloon Tél. : +852 2830 0000</p>	<p><b>Inde</b> SDF-IV, Units 126/127 SEEPZ, Andheri (east) Mumbai 400 096 Tél. : +91 22 28 29 0743</p> <p><b>Indonésie</b> Wisma Kyoei Prince, #1707 Jalan Jenderal Sudirman Kav. 3 Jakarta, 10220 Tél. : +62 21 572 4373</p> <p><b>Japon</b> 20/F Shinjuku Park Tower, 3-7-1 Nishi-shinjuku, Shinjuku-ku, Tokyo 163-1020 Tél. : +81 3 3344 6631</p> <p><b>Luxembourg</b> Rue Nicolas Bové 2a 1253 Luxembourg Tel.: +352 31 36 37 1</p> <p><b>Malaisie</b> Suite F01, 1st Floor 2310 Century Square Jalan Usahawan 63000 Cyberjaya Selangor Darul Ehsan West Malaysia Tél. : +60 3 8318 6100</p> <p><b>Maroc</b> Avenue Annakhil - Espace High tech Hall B – 5<sup>th</sup> floor HAYRYAD - Rabat Maroc Tel : +212 37 57 79 79</p> <p><b>Mexique</b> Hegel 141, Piso 1 Col. Chapultepec Morales CP 11570 Tél. : +52 55 5905 3303</p> <p><b>Pays-Bas</b> Papendorpseweg 93 3528 BJ Utrecht Tél. : +31 30 299 4444</p>	<p><b>Atos Consulting</b> Papendorpseweg 93 3528 BJ Utrecht Tél. : +31 30 299 4444</p> <p><b>Pologne</b> ul. Domaniewska 41 02-672 Varsovie (budynek Taurus) Tél. : +48 22 606 1900</p> <p><b>Portugal</b> Av. 5 de Outubro, 73 - C, 1 andar Edifício Goya, Escritório 4 1050-049 Lisbonne Tél. : +351 21 359 3150</p> <p><b>Royaume-Uni</b> 4 Triton Square Regent's Place Londres NW1 3HG Tél. : +44 20 7830 4444</p> <p><b>Singapour</b> 8 Temasek Boulevard #07-01 Suntec Tower Three Singapour 038988 Tél. : +65 6333 8000</p> <p><b>Suisse</b> Industriestrasse 19 8304 Wallisellen Tél. : +41 1 877 6969</p> <p>24, Avenue de Champel 1206 Genève Tél. : +41 22 789 3700</p> <p><b>Suisse (télécoms)</b> Binzmühlestrasse 95 8050 Zürich Suisse Tél. : +41 1 308 9510</p> <p><b>Taiwan</b> 9F, No 115 Sec 3 Ming Sheng E Road Taïpei Tél. : +886 2 2514 2500</p> <p><b>Thaïlande</b> 200 Moo 4, 25th Floor Jasmine International Tower Room No. 2502 Chaengwattana Road Pakkret Nonthaburi 11120 Tél. : +66 2 582 0955</p> <p><b>Turquie</b> Kisikli Caddesi N 37 Aksel Is Merkezi 2 Kat Altunizade 34 662 Istanbul Tél. : +90 216 531 7383</p>
--	--	--	--